UN PRÉCURSEUR DU SOCIALISME

SAINT-SIMON

ET

SON ŒUVRE

PAR

GEORGES WEILL

Docteur ès lettres, ancien élève de l'École normale supérieure.

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/unprcurseurdus00weil

SAINT-SIMON & SON ŒUVRE

UN PRÉCURSEUR DU SOCIALISME

SAINT-SIMON

ET

SON ŒUVRE

PAR

GEORGES WEILL

Docteur ès lettres
Ancien élève de l'École normale supérieure

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1894

Tous droits réservés

INTRODUCTION

Le fondateur du saint-simonisme est plus célèbre que connu. Ses disciples ont glorifié son nom, mais ont fait oublier ses écrits; c'est dans les livres de Bazard et d'Enfantin qu'on cherche sa pensée ; pourtant les différences sont nombreuses entre lui et l'école saint-simonienne. Il ne sera donc pas inutile, pour l'histoire des idées au commencement de notre siècle, d'étudier Saint-Simon lui-même et dans ses propres œuvres.

Elles sont faites pour décourager le lecteur au premier abord. C'est une multitude de brochures courtes et incohérentes, où l'auteur passe de l'astronomie à la physiologie, de la physiologie à la politique. Chacun de ses écrits, surtout dans les premiers temps, annonce qu'il a enfin trouvé la vérité ; chacun renferme un programme détaillé du livre qu'il va faire, et ce

programme n'est jamais réalisé. Mais si, malgré ces apparences fâcheuses, on se décide à une lecture attentive, le fil conducteur est bientôt trouvé. Saint-Simon voit que l'ancien système a disparu et que le nouveau n'existe pas encore. L'ancien système, c'était, dans l'ordre temporel, la féodalité ; dans l'ordre spirituel, la théologie avec la domination d'un clergé de théologiens : tout cela tombe en ruines depuis la Révolution. Après avoir renversé, il faut reconstruire : à la révolution doit succéder la réorganisation. *Organiser*, voilà le but de Saint-Simon.

Or tout se tient dans la vie de l'humanité, la théorie et la pratique, la science et les lois. Depuis les spéculations désintéressées de l'astronomie jusqu'aux problèmes de la politique, il y a une chaîne continue ; c'est chose impossible de modifier les institutions et les mœurs sans avoir changé les connaissances et les opinions. Saint-Simon cherche donc un ensemble d'idées *positives*, propres à satisfaire tout ensemble aux besoins intellectuels de l'esprit humain affranchi et aux besoins politiques des nations transformées. Longtemps il a cru nécessaire de créer le système scientifique avant de s'occuper de la réforme sociale. Au commencement il étudie l'astronomie et, se considérant

naïvement comme le successeur de Descartes et de Newton, veut ruiner le déisme en expliquant le monde par la loi de la gravitation. Puis il fait la même tentative pour la science de l'homme, pour la physiologie unie à la psychologie, afin d'en tirer, comme une conséquence naturelle, les règles de la morale privée ou publique. Mais bientôt notre philosophe est plus pressé d'aboutir; la grande crise de 1814 et de 1815 le décide à s'attaquer à la politique proprement dite: la rénovation sociale, au lieu d'attendre l'achèvement de la rénovation scientifique, doit marcher de front avec elle. Après un instant d'enthousiasme pour le régime parlementaire, c'est à l'industrie que Saint-Simon demande la solution des problèmes contemporains : c'est le système industriel que l'ardent novateur s'efforce de faire accepter par le roi et les ministres, par les patrons et les ouvriers. Il y est resté fidèle jusqu'à sa mort, mais en y introduisant peu à peu un esprit nouveau. A l'origine, son objet principal était d'assurer la prédominance des chefs de l'industrie sur la classe féodale ; plus tard, il veut que l'industrialisme soit vivifié par la fraternité. La société future se proposera surtout d'améliorer le sort des travailleurs et adoptera une religion philan-

thropique, le Nouveau Christianisme, à la place de la religion théologique vieillie qui n'a plus qu'à disparaître.

La carrière intellectuelle de Saint-Simon présente donc une véritable unité. Mais ce penseur avait un esprit capricieux, une intelligence plus propre aux intuitions rapides qu'au lent effort de la réflexion concentrée sur un seul objet; les événements du jour, les personnes de son entourage exerçaient leur influence sur lui. Voilà pourquoi il a souvent changé d'études, quitté le chemin commencé pour en prendre un autre, sans jamais perdre de vue le phare lumineux où il espérait conduire ses contemporains.

Dépourvu de patience dans la méditation, Saint-Simon n'en eut pas davantage dans la composition. Vingt fois il s'est proposé de faire un grand travail bien divisé, bien ordonné; ces beaux projets n'ont jamais abouti qu'à des brochures brèves et confuses. Une idée ingénieuse lui vient-elle, vite l'auteur s'empresse de la jeter sur le papier et de la donner au public. C'est chez lui insouciance de grand seigneur et dédain pour les minuties du style. « Je présenterai mes idées, dit-il, telles qu'elles ont été forgées par mon esprit; je laisse aux écrivains de profession le soin de les limer: j'écris comme

un gentilhomme, comme un descendant des comtes de Vermandois, comme un héritier de la plume du duc de Saint-Simon[1]. » Notre philosophe prétend même, pour justifier sa paresse, qu'on ne peut être à la fois grand penseur et bon écrivain. Cette habitude de rédiger et de publier rapidement lui paraît avoir des avantages ; elle met les hommes instruits au courant d'une opinion neuve et leur permet d'y réfléchir, de la discuter ; elle rend possible une collaboration entre l'auteur et ses lecteurs. Maintes fois Saint-Simon prie ces derniers de lui adresser leurs observations et leurs critiques ; la plupart de ses ouvrages ne devaient être, dans sa pensée, que des correspondances.

Son plus vif désir fut de créer un véritable atelier philosophique et scientifique. Dans toute collaboration il y a un chef qui s'impose par son ascendant naturel aux autres travailleurs. Saint-Simon fut ce chef ; il excellait à découvrir les hommes de valeur, à les enrôler dans sa troupe. Quelquefois même ses choix furent trop parfaits, ses auxiliaires se trouvèrent être des esprits trop vigoureux pour accepter longtemps une direction étrangère ; c'était le cas d'Augus-

[1] *Œuvres choisies*, t. I, p. 60.

tin Thierry et d'Auguste Comte. Mais la plupart de ceux qui l'approchaient subirent son impérieuse domination : Saint-Simon fut un meneur d'hommes et un éducateur puissant bien plus qu'un écrivain. Il n'était pas fait pour composer des livres, mais des articles de journaux ; la nature lui avait donné, avec le génie du penseur, un vrai tempérament de journaliste, vif, ardent, et prêt à répéter cent fois les mêmes arguments en faveur de sa cause. Mais les sujets qui l'occupent sont trop élevés pour un journal, trop graves pour être traités dans de courts opuscules de propagande ; il n'a donc réussi de son vivant à gagner ni l'attention des philosophes, rebutés par la forme de ses écrits, ni celle du grand public, absorbé par des affaires plus pressantes. Cependant ses travaux sont dignes d'une étude sérieuse ; nous allons essayer de les résumer, en suivant l'ordre chronologique, le seul qui convienne pour suivre les évolutions de sa pensée. Auparavant nous raconterons sa vie, dont les vicissitudes ont beaucoup agi sur son œuvre [1].

[1] Nous adressons de vifs remerciements à M. Eugène d'Eichthal, qui a mis à notre disposition les notes et les documents réunis au sujet de Saint-Simon par son père, M. Gustave d'Eichthal. M. Étienne Charavay nous a obligeamment communiqué les lettres inédites de Saint-Simon qui se trouvent dans ses riches collections.

SAINT-SIMON & SON ŒUVRE

CHAPITRE I

VIE DE SAINT-SIMON

La maison de laquelle est sorti Saint-Simon se divisait en plusieurs branches : celle de Rasse, qui avait reçu la pairie sous Louis XIII, produisit l'auteur des *Mémoires ;* notre philosophe appartenait à une autre branche, celle de Sandricourt [1]. Toutes deux prétendaient, sans fondement sérieux, descendre des comtes de Vermandois et se rattacher ainsi à Charlemagne ; une pareille tradition excitait les membres de cette famille à rechercher la gloire. Le grand-père de Saint-Simon avait été quelque temps patronné par le célèbre duc et pair, mais un mariage conclu sans permission le brouilla complètement avec son irascible protecteur [2]. Le

[1] V. la généalogie de la famille dans l'édition des *Mémoires de Saint-Simon*, par M. de Boislisle, t. I, appendice I.

[2] *Mémoires de Saint-Simon*, éd. Chéruel, t. XII, p. 313. Le philosophe s'est trompé en rapportant à son père cette brouille avec le duc.

père de Saint-Simon fut grand maître des cérémonies et chef d'une brigade des gardes du corps du roi de Pologne, brigadier des armées du roi, gouverneur et grand bailli de Senlis; sa mère, issue d'une autre branche de la même famille, apporta en dot plus de 100,000 livres de rente. C'est dans les rangs les plus élevés de l'aristocratie que naquit Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, le 17 octobre 1760.

De bonne heure Saint-Simon fit preuve d'un caractère énergique et d'un respect médiocre pour les usages consacrés. A treize ans, l'enfant refusa de faire sa première communion et fut puni par un emprisonnement à Saint-Lazare, d'où il s'échappa. On cite d'autres traits de cette nature indomptable : mordu par un chien enragé, il cautérisa lui-même la plaie avec un charbon ardent; comme Alcibiade, il se coucha par terre devant la voiture d'un charretier qui voulait interrompre son jeu. A quinze ans, son valet de chambre le réveillait tous les matins avec ces mots : « Levez-vous, monsieur le comte, vous avez de grandes choses à faire. » Ses parents, qui encourageaient cette ambition, voulurent l'instruire trop vite : « On m'accablait de maîtres, a-t-il dit plus tard, sans me laisser le temps de réfléchir sur ce qu'ils m'enseignaient. » Heureusement d'Alembert lui donna une méthode philosophique dont Saint-Simon s'est hautement loué. Il alla aussi visiter Rousseau à

l'Ermitage. En un mot, son éducation le rangeait dans le groupe des La Fayette, des La Rochefoucauld, de tous ces nobles à l'âme généreuse qui avaient adopté la philosophie du XVIII^e^ siècle.

Pour un Saint-Simon, aîné de la famille, la carrière des armes pouvait seule convenir. Il fut nommé sous-lieutenant à seize ans et, quand éclata la guerre d'Amérique, le sous-lieutenant, devenu capitaine, suivit comme officier d'état-major son parent, le marquis de Saint-Simon, qui exerçait un commandement dans le corps expéditionnaire. Envoyé d'abord sur le continent, il prit part au siège d'York-Town. Après la capitulation de cette ville, les troupes françaises allèrent aux Antilles combattre sous les ordres de Bouillé. On a conservé deux lettres de Saint-Simon à son père, écrites l'une de Saint-Christophe, l'autre de la Martinique. Le jeune homme s'y exprime en fils affectueux, demande avec intérêt des nouvelles de sa mère et de ses frères, et surtout implore un pardon complet pour ses fautes de jeunesse. Son métier paraît l'intéresser, et il raconte en détail le siège du fort anglais de Brinstone-Hill à Saint-Christophe. Le fort se rendit et, comme le marquis de Saint-Simon allait porter cette nouvelle en France, son jeune cousin obtint d'entrer dans l'état-major de Bouillé. Bien traité par le général en chef, Saint-Simon revint avec lui à la Martinique, puis fut envoyé à la Dominique pour examiner les fortifications de cette

île exposée à une attaque prochaine. Peu de temps après eut lieu la bataille des Saintes, où Rodney battit le comte de Grasse ; monté sur *la Ville-de-Paris*, Saint-Simon fut fait prisonnier. Il aimait à raconter plus tard comment, étourdi par un coup violent, il avait cru, en revenant à lui, se trouver dans l'empire des ombres et s'était étonné que l'on conservât dans la mort des sensations précises. Emmené à la Jamaïque, il y resta jusqu'au traité de Versailles.

Cette guerre d'Amérique fut pour lui une bonne école ; il apprit à connaître la souffrance et les privations qui devaient le poursuivre plus tard. Un entretien avec Franklin lui laissa un souvenir profond, et surtout son esprit gagna au spectacle d'un peuple neuf, exempt des préjugés de caste, ennemi des combats, pressé de s'enrichir par le travail[1]. Ces impressions de jeunesse ont dû l'aider à concevoir une société où les oisifs n'auraient point de place. Pour le moment, elles étaient propres à lui donner le goût des affaires ; avant de quitter l'Amérique, il présenta au vice-roi du Mexique un projet de canal entre les deux Océans[2]. L'idée ne fut pas accueillie ; mais n'est-il pas curieux

[1] « C'est en Amérique, c'est en combattant pour la cause de la liberté industrielle, que j'ai conçu le premier désir de voir fleurir dans ma patrie cette plante d'un autre monde. » *Œuvres*, II, p. 133. V. aussi p. 142 et 148.

[2] Beaumarchais dressait, de son côté, un plan de canal par le Nicaragua. Saint-Simon dit avoir voulu employer les eaux de la rivière *In partido ;* nous n'avons pu trouver quelle est cette rivière.

de voir que cet officier de vingt-trois ans ait voulu réaliser un de ces grands travaux de communications internationales auxquels se consacra plus tard l'école saint-simonienne? Et, à ce moment déjà, Saint-Simon avait conçu le projet d'accomplir une grande œuvre ; dans une lettre à son père, il réclamait une pension plus forte, le chargeait de payer ses dettes, puis ajoutait : « Si j'étais dans une position calme, j'éclaircirais mes idées; elles sont encore très indigestes, mais j'ai conscience claire qu'après les avoir mûries je me trouverais en état de faire un travail scientifique utile à l'humanité, ce qui est le principal but que je me propose dans la vie[1]. » Nous avons devant nous dès 1783 le Saint-Simon des années postérieures, toujours besogneux, avide d'entreprises lucratives, mais passionné avant tout pour les progrès de la science.

La guerre lui avait laissé de tristes souvenirs, mais la torpeur de la vie de garnison convenait moins encore à son esprit inquiet ; aussi chercha-t-il à faire campagne de nouveau. Les Hollandais songeaient à chasser l'Angleterre de l'Indé avec l'appui des Français ; à Versailles on crut une nouvelle lutte prochaine, et Bouillé fut d'avance chargé du

[1] Cette lettre ne nous est connue que par l'analyse qui se trouve dans le catalogue de la collection Dubrunfaut (Charavay, 1888, n° 131). Elle n'est pas datée ; elle n'est pas postérieure à 1783, puisque le père de Saint-Simon est mort le 17 février 1783. Elle est très probablement antérieure à la guerre d'Amérique, puisque le jeune homme se plaint de ne recevoir que 1,200 francs par an.

commandement ; il envoya en Hollande, à ce propos, son ancien aide de camp Saint-Simon. Le projet échoua, non pas, comme le dit ce dernier, par la maladresse de l'ambassadeur français M. de Vérac, mais parce que Vergennes maintint la paix[1]. Rendu à l'oisiveté de sa garnison de Metz, l'ancien élève de d'Alembert reprit ses études scientifiques ; il allait suivre les cours de Monge à l'École du génie de Mézières et, malgré son grade de colonel, n'hésitait point à s'asseoir sur les bancs à côté des aspirants officiers ; enfin, sa résolution fut prise de quitter l'armée. Il est probable qu'au lieu de donner sa démission définitive Saint-Simon se fit mettre en congé ou en disponibilité, puisque la croix de chevalier de Saint-Louis lui fut accordée en 1790[2].

[1] *Mémoires de Bouillé*, p. 34 (Collection de Mémoires relatifs à la Révolution française).

[2] Voici la notice des services de Saint-Simon, d'après les archives du ministère de la Guerre (registre du régiment d'Aquitaine) :

« Rang de sous-lieutenant, sans appointements, au régiment de Touraine (infanterie), le 15 janvier 1777.

Capitaine attaché au corps de la cavalerie, le 3 juin 1779.

Attaché au régiment de Touraine (infanterie), le 14 novembre 1779.

Aide-major général de l'armée de Bouillé, le 22 mars 1782.

Mestre de camp en 2e du régiment d'Aquitaine (infanterie), le 1er janvier 1784.

Colonel attaché au corps de l'infanterie, le 22 juillet 1788.

Chevalier de Saint-Louis, le 29 mars 1790.

(Sans renseignements ultérieurs.)

Campagnes : 1779, 1780, 1781, 1782 et 1783, Amérique.

Blessures : a reçu deux blessures et a été fait prisonnier sur le vaisseau *la Ville-de-Paris*.

Nota. — Une pension de 1,500 livres sur le Trésor royal lui a été accordée le 29 décembre 1785, en considération de ses services pendant la guerre d'Amérique. »

Le jeune homme partit pour l'Espagne en 1788. Ce pays cherchait à se relever de sa décadence économique, et Francesco Cabarrus, le fondateur de la banque Saint-Charles, s'appliquait à seconder ces efforts. Saint-Simon et lui songèrent à creuser une voie navigable entre Madrid et la mer. La combinaison présentée au gouvernement espagnol était singulière : on lèverait une légion de six mille hommes, dont chaque tiers à tour de rôle travaillerait au canal, tandis que les deux autres serviraient dans l'armée. Saint-Simon fut éconduit et revint en France.

La Révolution trouva en lui un admirateur enthousiaste. S'il ne put, comme les Noailles et les d'Aiguillon, renoncer à ses privilèges au milieu de l'Assemblée Constituante, il le fit dans des réunions locales. Sa commune, celle de Falvy, près de Péronne, l'avait élu président de l'assemblée électorale ; Saint-Simon, tout en remerciant ses concitoyens, exprima la crainte qu'on n'eût voulu ainsi marquer des égards au seigneur du pays : « Il n'y a plus de seigneurs, Messieurs ; » « je renonce, ajoutait-il, à mon titre de comte et je demande que cette renonciation soit insérée au procès-verbal. » Quelques mois après, en 1790, l'assemblée du canton de Marché-le-Pot (Somme) adopta une adresse à la Constituante, rédigée par lui, pour demander qu'on supprimât « les distinctions impies de la naissance ». Enfin il déclina

les fonctions de maire, en disant qu'on devait éloigner temporairement les nobles et les prêtres de toute charge publique, afin de rendre impossible un retour aux anciens privilèges.

Cette révolution, qui répondait si bien aux idées de Saint-Simon, avait gravement nui à ses intérêts en ruinant sa mère; il résolut de se refaire une fortune. Le goût pour les affaires, pour les spéculations hardies, s'alliait singulièrement chez lui avec des habitudes de grand seigneur incapable d'ordre, accoutumé au gaspillage; et en même temps la richesse lui apparaissait comme l'instrument nécessaire des fondations scientifiques et sociales qu'il méditait. La vente des biens nationaux fournit l'occasion favorable. Saint-Simon, persuadé que ces domaines hausseraient de prix dès que la confiance serait revenue, voulut en acheter une grande quantité pour les revendre plus tard avec bénéfice. Les capitaux nécessaires, le financier improvisé vint les demander à plusieurs personnages riches de Paris, entre autres à Lavoisier; mais les fonds n'étaient pas encore trouvés quand il rencontra le comte de Redern. C'était un Saxon passé au service de la Prusse et devenu ambassadeur de cette puissance à Londres; nature bizarre et complexe, il y avait en lui à la fois du hobereau allemand, du spéculateur habile et du mystique illuminé. Saint-Simon et lui avaient fait connaissance en Espagne : ces deux hommes

jeunes, passionnés pour la philosophie nouvelle, rêvant la régénération des peuples, s'étaient liés d'une étroite amitié ; Saint-Simon, toujours dépensier, avait puisé à Madrid dans la bourse de son compagnon. Le rencontrant à Paris, il lui exposa son plan financier ; Redern jugea l'affaire excellente et mit à sa disposition une somme de plus de 500.000 francs. Cela se passait en 1791. Saint-Simon acheta des biens nationaux dans la Somme, qui était son département [1], puis dans le Nord et le Pas-de-Calais ; il acquit tous ceux de l'Orne et plusieurs maisons à Paris même, par exemple l'hôtel des Fermes dans la rue du Bouloi. L'entreprise devint beaucoup plus fructueuse qu'on ne pouvait s'y attendre, grâce à la baisse des assignats. Comme le Trésor les acceptait pour leur valeur nominale, les acheteurs pouvaient payer leurs acquisitions presque sans bourse délier. Saint-Simon réussit donc pleinement ; il menait seul les affaires, car Redern avait été rappelé par ses fonctions en Angleterre, et plus tard la Terreur l'empêcha de revenir en France.

Michelet nous a conservé, d'après les souvenirs de son ami de Fourcy, une vive et saisissante image de Saint-Simon à cette époque. C'était un

[1] D'après un renseignement de M. l'archiviste de la Somme, le nom de Saint-Simon figure très souvent dans les ventes du district de Péronne, depuis le 1er février 1791 jusque dans le courant de 1792. Perrégaux était son banquier. La collection Charavay contient de nombreux billets adressés par Saint-Simon à Perrégaux.

bel homme, gai, à la figure ouverte, avec des yeux admirables, et un nez long, « donquichottique ». C'est bien l'impression que laisse encore aujourd'hui son portrait, où brillent ces yeux rayonnants de pensée. Il vivait près du Palais-Royal, « dans une liberté cynique de grand seigneur sans-culotte, » partageant son temps entre les femmes et les affaires [1]. L'heureux spéculateur entamait des opérations nouvelles. La Commune avait mis en adjudication la couverture en plomb de Notre-Dame; Saint-Simon fut le seul à soumissionner : il le fit sans doute par conviction autant que par intérêt, pour hâter l'avènement d'un culte nouveau [2]. Mais un ci-devant noble, un enrichi de la veille, un ami du Prussien Redern ne pouvait pas ne point devenir suspect. On décréta d'arrestation le « citoyen Simon » ; il réussit à s'échapper, mais revint se livrer pour ne pas compromettre son hôte, et fut écroué sous le nom de Jacques Bonhomme, qui lui servait souvent dans ses transactions commerciales [3].

Enfermé à Sainte-Pélagie, puis au Luxembourg, Saint-Simon demeura onze mois en prison ; il est

[1] Michelet, *Histoire du XIX^e siècle*, t. I, p. 17. — Nous avons vu chez M. d'Eichthal une belle gravure faite d'après le portrait que possédait le général duc de Saint-Simon.

[2] Michelet, *ibid.*

[3] Ce dernier détail a été rapporté par le général de Saint-Simon. Il est confirmé par une lettre signée : « Saint-Simon, connu de vous à Sainte-Pélagie sous le nom de Bonhomme. » (Catalogue Charavay, décembre 1866, n° 680.)

singulier qu'on l'y ait oublié si longtemps. Cette captivité, lui-même l'a déclaré plus tard, fut bonne pour le développement de son intelligence. La solitude, la réclusion l'obligèrent à se concentrer sur lui-même, à revenir aux pensées qui l'avaient déjà occupé durant ses années de vie militaire. Mais son ardente imagination, elle aussi, était surexcitée par ces longs mois d'emprisonnement, et quelquefois des visions d'halluciné le troublaient. On lui avait souvent parlé de son ancêtre Charlemagne ; une nuit le grand empereur lui apparut et lui dit : « Mon fils, tes succès comme philosophe égaleront ceux que j'ai obtenus comme militaire et comme politique [1]. »

II

Le 9 thermidor lui rendit non seulement la liberté, mais l'immense fortune acquise avant 1793. La société parisienne, délivrée de la Terreur, se jetait avec frénésie dans les plaisirs et les fêtes ; Saint-Simon fut le digne contemporain des Tallien et des Barras. Plus tard, plongé dans la misère, il rappelait avec complaisance cette époque de splendeur ; le magnifique hôtel Chabanais, avec le premier des deux maisons voisines, lui servait

[1] *Œuvres*, I, p. 101.

de logis ; ses dîners étaient préparés par Monoyer, maître d'hôtel du duc de Choiseul, par Le Gagneur, le célèbre chef de cuisine du maréchal de Duras, par Tavernier, chef d'office chez le cardinal de Bernis à Rome ; à sa table venaient s'asseoir des hommes tels que le comte de Ségur et Muraire, plus tard premier président du Tribunal de cassation. Fourcy, dont nous avons déjà parlé, le vit en 1799 chez Clouet, puis fut invité chez Saint-Simon lui-même ; ses Mémoires dépeignent ce personnage actif, dépensier, voluptueux, généreux et toujours préoccupé de la réforme sociale ; il ne dissimule pas la vive sympathie que son hôte lui inspire [1].

[1] « Saint-Simon, à la différence de Clouet, avait le verbe haut, abondant, spirituel ; son langage était souvent marqueté d'un cynisme assez grivois ; mais il savait traiter sérieusement les choses sérieuses. Nos conversations roulaient habituellement sur les vices de notre ordre social, que Clouet voulait fuir, que Saint-Simon voulait réformer...

Je ne me rappelle pas lui avoir entendu exprimer aucune opinion sur le rôle qu'il attribuait à la femme dans son organisation sociale. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il n'avait rien moins que de l'indifférence pour cette moitié de l'espèce humaine, et qu'il manifestait ses sentiments pour elle en des termes assez peu platoniques. Néanmoins, son goût très vif pour la beauté physique ne l'empêchait point d'apprécier les qualités du cœur : « La plus belle femme, disait-il, n'a aucun attrait pour moi si la figure ne m'offre pas l'expression de la bonté .. »

Il faisait un noble emploi de cet argent bien ou mal acquis, et il en parlait lui-même avec un ton de dédain qui prouve qu'il possédait sa richesse sans en être possédé. « Allez toujours, disait-il à ceux dont il excitait les efforts vers des entreprises utiles, et, quand il ne faudra plus que de l'argent, venez à moi, j'ai de cela. » Il trouvait qu'il était aussi simple d'en accepter que d'en donner... Il n'était

Saint-Simon continuait cependant à monter les entreprises les plus diverses. Possesseur de l'hôtel des Fermes et de celui du Roulage, il imagina d'y établir, selon son expression, « une foire perpétuelle, un petit Palais-Royal ». Un directeur de messageries en loua une partie, et l'ancien grand seigneur, par une vanité assez comique, voulut que son nom figurât sur les voitures. Une maison de commission, un commerce de vin étaient lancés en même temps : tout cela fait vivement, imprudemment, avec une légèreté de joueur heureux et d'homme de l'ancien régime.

Ces affaires n'étaient pour lui qu'un moyen et un amusement ; la réforme scientifique et sociale demeurait son but. Se refaisant élève, il s'adressa d'abord aux mathématiciens et suivit les cours de l'Ecole Polytechnique ; puis ce fut le tour des physiologistes et de l'Ecole de médecine. Non content d'entendre les leçons des savants, Saint-Simon voulut se lier avec eux, vivre dans leur commerce quotidien, se pénétrer de leurs idées ; Helvétius et d'Holbach s'étaient faits les maîtres d'hôtel de la philosophie, lui devint le maître d'hôtel de la science ; les Monge et les Lagrange étaient ses principaux convives. Sa demeure ne s'ouvrait pas

pas de ces philosophes dont parle Rousseau, qui s'éprennent d'un immense amour pour l'humanité, afin de se dispenser d'aimer leurs voisins. »

Les *Mémoires* inédits de Fourcy ont été communiqués à M. Gustave d'Eichthal.

seulement aux hommes réputés, connus dans toute l'Europe; il recherchait les jeunes gens d'avenir pour les attirer chez lui et les mettre à même de terminer leurs études. Le jeune Dupuytren se trouvait à Paris, pauvre et inconnu; Saint-Simon arrive un jour dans sa chambre, se présente comme voisin, l'invite à venir tous les soirs dîner en compagnie de nombreux savants : puis, en partant, il *oublie* sur la cheminée un sac de 1,000 francs : la fierté de Dupuytren l'empêcha d'accepter cette aumône [1]. Notre Mécène fut plus heureux avec Poisson; il le défraya pendant trois ans et fonda, sous la direction de cet adolescent, des cours publics et gratuits concernant les matières professées à l'École Polytechnique. Plus tard un médecin, Prunelle, fut logé chez lui [2].

Saint-Simon secourait non seulement les hommes, mais les œuvres utiles. Quand le Dr Burdin publia son *Cours d'études médicales* [3], destiné à faire entrer la physiologie dans l'éducation, ce fut lui qui en paya les frais. Il commença la construction d'une grande école et même offrit cent mille francs à l'un de ses illustres hôtes

[1] Pierre Leroux, *La grève de Samarez*, liv. Ier, chap. IV.

[2] « Prunelle n'a pas même compris pourquoi Saint-Simon hébergeait, nourrissait, entretenait à grands frais chez lui un physiologiste, lui, Prunelle; un mathématicien, Poisson ; un métaphysicien, Cloriet ; et plus tard un littérateur-historien, Augustin Thierry. » Enfantin, *Science de l'homme*, 1858, in-4° (p. 2).

[3] Ce cours parut sans nom d'auteur. (Paris, 1803, 5 v. in-8°.)

pour un établissement destiné aux progrès de toutes les sciences ; mais les savants, adonnés à des études spéciales, reculaient devant les conceptions synthétiques et souvent bizarres de leur amphitryon. Une autre fois, le 21 messidor an VI, l'ardent réformateur convoque les capitalistes liés avec lui, leur montre la nécessité de renouveler la morale, et leur propose de créer une banque gigantesque, dont les revenus serviront à exécuter des travaux utiles pour l'humanité; auparavant il était allé à Bruxelles faire de la propagande pour son système [1].

Notre apprenti philosophe semble avoir essayé dès ce moment de fonder une école saint-simonienne. Elle comprenait d'abord deux personnages qui étaient depuis plusieurs années ses acolytes habituels, Clouet et Coessin [2]. Le premier, sorti de l'école du génie de Mézières, était un chimiste distingué; pendant la Révolution, une fabrique d'armes établie par lui à Daigny, près Sedan, rendit les plus grands services : dans sa passion pour cette entreprise patriotique, il s'exerçait à ne dormir qu'une heure par nuit. Disciple de Rousseau, admirateur de l'état de nature, Clouet apporta dans sa vie la logique inexorable du savant; ce

[1] Ces détails, comme tous ceux qui précèdent au sujet des spéculations et du luxe de Saint-Simon, sont empruntés aux Mémoires publiés par lui et Rederu lors de leur querelle.

[2] Michelet, *Histoire du XIX^e^ siècle*, t. I, p. 17.

directeur de manufacture couchait sur la paille, faisait à pied le voyage de Daigny à Paris. Finalement l'idée lui vint d'aller à Cayenne, à la fois pour étudier la flore tropicale et pour fonder une société primitive, digne du philosophe de Genève ; il y mourut en 1801. Coessin est un personnage plus complexe; élève de Romme, le mathématicien jacobin, puis de Clouet, il aida celui-ci dans ses travaux à Paris avant de l'accompagner en Guyane. Revenu plus tard à la foi chrétienne, Coessin imagina un socialisme mystique, exposé dans ses *Neuf Livres*, qui intéressa plus d'un futur saint-simonien, par exemple Hippolyte Carnot [1]. Sa vie fut empreinte dès lors d'une sorte de religiosité sensuelle qui fait penser à Enfantin.

D'autres socialistes en herbe venaient se grouper autour de ceux-là [2]. L'École Polytechnique, destinée à fournir tant de recrues au groupe d'Enfantin, comptait plusieurs adeptes de Saint-Simon, et parmi eux Poisson, qui probablement fit ainsi la connaissance de son bienfaiteur. Dans

[1] H. Carnot. *Sur le saint-simonisme*. Paris, 1887, 8°.

[2] « Autou, de l'École, foyer de lumière, s'était groupé un certain nombre de personnes qu'on pouvait à bon droit appeler des socialistes, car leurs réflexions, leurs études, leurs systèmes ne tendaient à rien moins qu'à une transformation radicale de la société. Au nombre de ces personnes, je citerai Clouet, Ferry, Champy et Saint-Simon, qui commençait déjà à devenir fameux par ses excentricités. » Arago, *Éloge de Poisson* (*Œuvres complètes d'Arago*, t. II, 1854, 8°; p. 665). Arago lui-même, d'après le passage de Pierre Leroux cité plus haut, se trouvait parmi les convives habituels de Saint-Simon.

ce groupe on avait décidé que chacun exercerait un métier manuel; Poisson choisit celui de coiffeur et rentra un jour à l'École après s'être coupé lui-même les cheveux; les rires de ses camarades l'empêchèrent de recommencer.

Ce fut pour augmenter l'éclat de ses réceptions que Saint-Simon résolut de se marier; les honneurs de sa maison avaient été faits quelquefois par ses maîtresses, par exemple au dîner où Fourcy fut invité. Sur ces entrefaites mourut un de ses anciens compagnons d'armes, M. de Champgrand, qui, ne laissant aucune fortune, lui recommanda sa fille. Saint-Simon proposa d'abord à M^lle^ de Champgrand de venir s'installer chez lui et de diriger sa maison; elle n'eut pas de peine à lui montrer l'inconvenance d'une telle situation, et Saint-Simon l'épousa, en lui assurant par contrat dix mille francs de rente. Autant il était lié avec les savants, autant sa femme avait d'amis parmi les littérateurs et les artistes; Grétry et Alexandre Duval furent ses témoins lors du mariage. C'est dire que soirées et fêtes reprirent de plus belle. Cette union dura de thermidor an IX (août 1801) à messidor an X (juin 1802). Mais Saint-Simon venait de lire un ouvrage de M^me^ de Staël [1] et d'apprendre la mort de M. de Staël. Aussitôt il écrit à sa femme que le mariage doit unir des époux ca-

[1] *Sur la littérature considérée dans ses rapports avec l'état moral et politique des nations*, 1800. M. de Staël mourut en mai 1802.

pables de travailler à une œuvre commune, et qu'ayant trouvé ailleurs celle qui devait être associée à sa destinée, une séparation lui paraît nécessaire. Le divorce fut prononcé par consentement mutuel ; au moment de signer cet acte devant l'officier de l'état civil, Saint-Simon versa des larmes. Il avait désiré continuer une pension de dix mille francs à sa femme qui refusa, disant qu'elle saurait gagner sa vie en travaillant. Cette parole fut tenue ; Mme de Saint-Simon, qui devint Mme de Bawr, s'est fait un nom par ses romans et ses comédies.

Ainsi devenu libre, Saint-Simon alla demander sa main à Mme de Staël. D'après la légende, il lui aurait dit : « Madame, vous êtes la femme la plus extraordinaire du monde, comme j'en suis l'homme le plus extraordinaire : à nous deux, nous ferions sans doute un enfant encore plus extraordinaire. » Il n'y a là rien d'authentique, pas plus que dans les autres contes absurdes qu'on a débités à ce propos. La châtelaine de Coppet refusa de se marier ; elle vit dans son nouvel adorateur un homme d'esprit, qui déraisonnait en exposant ses plans de régénération [1]. C'est alors que Saint-

[1] Nous racontons le mariage, le divorce et la visite à Coppet, d'après une note écrite par Gustave d'Eichthal après un entretien avec Olinde Rodrigues. Il ajoute que plus tard M. et Mme de Bawr voulurent secourir Saint-Simon dans sa misère, mais que celui-ci refusa. — On a inventé mille fables sur ce mariage. D'après Loménie, Saint-Simon promit à Mlle de Champgrand de n'être pour elle qu'un père ;

Simon publia son premier ouvrage, les *Lettres d'un habitant de Genève* [1]. Rebuté à Coppet, le réformateur voulut voir où en était la science dans les deux autres pays pensants. La paix d'Amiens lui permit d'aller en Angleterre et de constater qu'on n'avait là aucune idée neuve sur le chantier; les Allemands lui parurent éprouver une passion prodigieuse pour les sciences particulières, mais être très en retard pour la science générale : il revint à Paris, décidé à continuer son travail tout seul. Mais Saint-Simon n'avait oublié qu'une chose, c'était de conserver des ressources matérielles suffisantes; les dons et les fêtes dissipaient sa fortune, et en 1805 la ruine fut complète. Dès lors commence la dernière partie de sa vie, qui ne sera qu'un long combat contre la misère. Ne l'en plaignons pas trop; si ses goûts de luxe et de plaisir avaient toujours trouvé à se satisfaire, peut-être se serait-il endormi dans le bien-être sans chercher à faire œuvre sérieuse. La période de pau-

d'après la *Biographie Michaud*, il livra sa femme à un mathématicien illustre pour avoir un fils ; l'enfant vint au monde et fut des plus médiocres. D'après *le Temps* (août 1892), Saint-Simon proposa à Mme de Staël de l'épouser et de passer leur nuit de noces en ballon. D'après Benoît Malon (*Histoire du socialisme*), certains rapportent que Saint-Simon et Mme de Staël eurent un fils, très peu extraordinaire.

[1] La collection Charavay renferme une lettre écrite par lui de Genève à M. de Billy, professeur de mathématiques à l'École militaire. Il lui envoie sa brochure et demande l'avis de « son cher professeur » ; en même temps, avec son incorrigible désordre, il s'excuse de ne pouvoir payer actuellement les dettes laissées à Fontainebleau.

vreté fut pour lui la période de production littéraire et philosophique. Néanmoins c'est un triste spectacle que va nous offrir l'existence du malheureux penseur continuellement harcelé par la faim.

III

Le comte de Ségur le fit nommer copiste au Mont-de-Piété ; cet emploi rapportait mille francs par an pour neuf heures de travail par jour ; la nuit, Saint-Simon continuait ses études personnelles. Six mois d'une vie pareille avaient gravement compromis sa santé quand il rencontra Diard qui, après l'avoir servi de 1790 à 1797, était devenu riche. Recueilli par lui, Saint-Simon fut pendant près de quatre ans l'hôte de son ancien domestique et put ainsi achever l'*Introduction aux travaux scientifiques du* XIX^e^ *siècle*. Mais Diard mourut en 1810 ; le philosophe se trouvait sans pain, abandonné de tous ; son mépris du qu'en-dira-t-on, le cynisme de ses mœurs étaient faits pour lui aliéner bien des sympathies. C'est pour combattre cette réprobation que fut écrite sa curieuse profession de foi de 1810. Cette vie désordonnée, aventureuse, est forcément, dit-il, celle des grands observateurs, obligés de tout voir par eux-mêmes. Celui qui veut faire avancer la philosophie doit : « 1° mener, pendant tout le cours de la vigueur de

l'âge, la vie la plus originale et la plus active possible ; 2° prendre connaissance avec soin de toutes les théories et de toutes les pratiques ; 3° parcourir toutes les classes de la société, se placer personnellement dans les positions sociales les plus différentes, et même créer des relations qui n'aient point existé ; 4° enfin employer sa vieillesse à résumer les observations sur les effets qui sont résultés de ses actions pour les autres et pour soi, et établir des principes sur ces résumés. » Appliquant ces principes à lui-même, il ajoutait : « Mon estime pour moi a toujours augmenté en proportion du tort que j'ai fait à ma réputation[1]. »

Saint-Simon essaya de sortir de la pauvreté en faisant appel à son ancien associé, M. de Redern ; pour comprendre cette démarche, il faut revenir un peu en arrière. M. de Redern, qui avait renoncé à la diplomatie, ne rentra en France qu'après la paix de Bâle[2]. C'était l'époque où Saint-Simon tenait maison ouverte à l'hôtel Chabanais ; Redern vint s'y installer et présida, lui aussi, aux grands dîners qui faisaient courir tout Paris. Chacun des deux amis avait un appartement de huit pièces ; on forma le projet de vivre toujours ensemble, l'hiver à Paris, l'été à la campagne. Sur ces entrefaites,

[1] *Œuvres*, I, p. 79.

[2] Le 4 février 1793, Saint-Simon écrivait de Péronne à un de ses amis pour qu'on procurât à Redern un certificat du district constatant qu'il était acquéreur de biens nationaux et qu'on lui évitât ainsi de passer pour émigré (Collection Charavay).

Redern partit pour l'Allemagne, d'où il revint en 1797. Saint-Simon venait de se lancer dans les opérations commerciales qui devaient faire un vaste bazar de l'ancien hôtel des Fermes. Mais ce qui effraya surtout Redern, ce fut de le voir engagé dans diverses entreprises philanthropiques très coûteuses. Le capitaliste allemand, peu soucieux de se ruiner en expériences de ce genre, voulut une séparation de biens ; aussitôt Saint-Simon lui remit tous les papiers nécessaires, en déclarant, avec son insouciance habituelle, que Redern ferait seul le partage. Sur 80,000 livres de rentes, l'ancien ambassadeur s'en réserva 45.000 et en laissa 35,000 à Saint-Simon. Celui-ci, loin de récriminer, mit une moitié de sa fortune sur la tête de son ami, M. de Behague, l'autre sur celle de Redern lui-même. Mais leur intimité se refroidit. L'entente philosophique établie en 1788 entre les deux voyageurs de Madrid se trouva brisée par diverses discussions où ils découvrirent que l'un, Redern, était fermement déiste, que l'autre, Saint-Simon, donnait pour première tâche à la philosophie nouvelle d'écarter « l'idée Dieu ». D'ailleurs Saint-Simon, qui avait cru pouvoir compter entièrement sur le concours financier de Redern pour ses œuvres sociales, se heurtait au refus le plus net. Regrettant alors son aveugle confiance au moment du partage, il se plaignit d'avoir été lésé ; on résolut de recourir à un arbitrage. L'arbitre choisi par

Saint-Simon, Crétet (plus tard ministre), l'avertit que la loi était pour son adversaire ; Saint-Simon effrayé propose une transaction : que Redern accorde 150,000 francs une fois payés, et il aura quittance générale sur le reste. Redern accepta, et les signatures de cet accord furent échangées le 17 thermidor an VII. Ce fut l'argent ainsi recueilli qui défraya le luxe de Saint-Simon jusqu'à sa ruine complète. Redern raconte qu'à partir de 1805 il fit donner à Saint-Simon 100 francs par mois, et Behague 120, mais que ce dernier, menacé de chantage par son protégé, supprima tout subside ; c'est une imputation qu'il faudrait vérifier. Saint-Simon, qui se considérait toujours comme frustré, présenta en 1807 de nouvelles réclamations très mal accueillies ; la médiation du sénateur Boissy d'Anglas semble avoir apaisé la querelle ; Saint-Simon, préoccupé de son *Introduction aux travaux scientifiques*, sauvé de la misère par Diard, renonça probablement à poursuivre ce débat difficile.

En 1810, Diard était mort ; Saint-Simon, plus malheureux que jamais, résolut de faire valoir à nouveau ses prétentions. Toujours prompt aux espérances chimériques et aux effusions passionnées, il croyait pouvoir regagner le cœur de son ancien ami et le ramener aux grandes choses. C'est ce qui explique un bizarre écrit de 1811. La réconciliation est inévitable, dit-il ; nés tous deux avec une vocation philosophique, Redern et Saint-

Simon ne peuvent rester brouillés. Une grande œuvre exige, d'une part, une imagination puissante, de l'autre, une âme calme et un jugement sain ; il faut, d'une part, avoir peu lu et beaucoup pensé, de l'autre, avoir beaucoup lu et digéré ses lectures. De ces deux capacités qui s'excluent, Saint-Simon possède la première et M. de Redern la seconde ; leur union est nécessaire. Puis, dans des lettres « philosophiques et sentimentales », Saint-Simon déclare à son ancien associé qu'il a conçu un être moral composé de leurs deux âmes, et que cette idée l'a rendu parfaitement heureux : « Il y avait dans mes sensations quelque chose de transcendant, quelque chose de divin. » Ce dithyrambe, qui semble d'un fou, est suivi de quelques pages remarquables où notre auteur esquisse un projet d'histoire de l'humanité[1].

Toutes ces espérances demeurèrent vaines et Saint-Simon, poussé à bout par la misère, alla trouver Redern dans l'Orne, en lui demandant du pain et des livres. Le châtelain de Flers lui offrit 500 francs à condition qu'il retournerait à Paris. Saint-Simon (d'après Redern) vint à Paris toucher cet argent, puis reparut à Alençon, décidé à rendre le public juge de la querelle. Des deux côtés on publia des mémoires injurieux[2]. Saint-Simon, rap-

[1] *Œuvres*, I, p. 112.

[2] *Mémoire introductif de M. de Saint-Simon, sur sa contestation avec M. de Redern.* Alençon, 1812. — *Mémoire sur mes anciennes*

pelant l'avarice proverbiale du père de Redern, constate que le fils est digne de cet Harpagon ; il le raille d'appartenir à la secte des illuminés, de se croire en communication directe avec Dieu, doctrine commode qui lui fait trouver légitimes toutes ses actions. Redern parle avec hauteur de la conduite immorale de Saint-Simon, se moque de ses projets de réforme scientifique, financière et sociale, de l'orgueil d'un homme qui insulte Laplace; enfin, croyant l'accabler, il dit que le philosophe va exposer aux habitants de l'Orne sa « psychologie physiologique », science nouvelle par laquelle « l'âme se trouvera mise de côté avec l'idée Dieu ».

Impossible de se prononcer sur l'objet même du débat, en l'absence des documents authentiques, et au milieu des sous-seings, des cessions simulées, des arbitrages dont il est question. Indiquons seulement les deux points sur lesquels les adversaires sont d'accord. 1° Saint-Simon, dans toutes les opérations du partage de 1797, a laissé le capitaliste allemand agir à sa guise et accepté aveuglément tout ce qui lui était proposé ; Redern le reconnaît. 2° La quittance générale donnée par Saint-Simon en 1799 délivrait son associé de toute

relations d'affaires avec M. de Saint-Simon (par Redern). Alençon, 1812. — Réponse de M. de Saint-Simon à M. de Redern. — Ce dernier opuscule est demeuré manuscrit, le préfet ayant refusé l'autorisation de l'imprimer. Tous ces mémoires contiennent les plus curieux détails sur la vie antérieure de Saint-Simon.

obligation légale et lui assurait gain de cause devant n'importe quel tribunal ; Saint-Simon l'avoue. Il s'agissait donc pour ce dernier d'obtenir non pas un jugement, mais une restitution spontanée. Nous ne savons si l'on finit par lui accorder quelque argent ; mais il partit d'Alençon en 1812, laissant des dettes pour lesquelles ses papiers seuls servaient de garantie [1].

Venu à Péronne, Saint-Simon y fit une grave maladie ; un de ses anciens associés pendant la Révolution, le notaire Coutte, le soigna et lui rendit courage. Rentré à Paris, Saint-Simon paraît avoir conclu avec sa famille un arrangement qui lui assurait, en échange de ses droits d'héritage, une modeste pension, dont l'emploi fut quelque temps surveillé par son frère [2]. Alors fut achevé le *Mémoire sur la science de l'homme*, qui n'a vu le jour que bien plus tard. L'auteur en envoya seulement des copies à un certain nombre de savants et de personnages puissants, avec un pressant appel de fonds ; comme le dit Fourcy, accepter de l'argent était pour lui aussi naturel

[1] Les documents inédits relatifs à la querelle de Saint-Simon et de Redern ont passé presque tous dans la collection normande de M. de la Sicotière. M. de la Ferrière en a fait usage dans son *Histoire de Flers* (Paris, 1855, 8°), p. 146 et suiv.

[2] Dans une lettre du 8 février 1813 à sa sœur Adélaïde, il dit s'être installé à Paris conformément aux dispositions prises par son frère (*Œuvres*, I, p. 13). Dans une lettre du 4 septembre 1811, il écrit à un de ses créanciers : « Mon frère étant tuteur, adressez-vous à lui. » (Collection Charavay).

que d'en donner. « Monsieur, criait le malheureux philosophe, soyez mon sauveur, je meurs de faim. » Quelqu'un vint-il à son secours? Nous ne savons; mais Saint-Simon semble être sorti quelque temps de cette détresse et avoir pu envisager d'un esprit libre la crise provoquée par la chute de Napoléon.

Vers ce moment, Augustin Thierry devint son secrétaire; plusieurs ouvrages sortirent de cette collaboration, entre autres l'opuscule *De la réorganisation de la société européenne* (1814). Ce fut une des époques heureuses de la vie de Saint-Simon : sa brochure eut un vrai succès ; *le Censeur*, le grand organe libéral du temps, lui ouvrait ses colonnes. Carnot l'avait nommé sous-bibliothécaire à l'Arsenal pendant les Cent Jours; bien que la seconde Restauration l'eût privé de cet emploi, sa position de fortune lui permettait de payer en 1817 à son nouveau secrétaire, Auguste Comte, trois cents francs par mois. Cela ne dura pas; la misère reparut et, au bout de trois mois, il dut cesser de payer son collaborateur [1].

Saint-Simon comptait sur ses écrits pour vivre. D'après lui, dans une société bien organisée, le philosophe, le penseur doit recevoir de ses compatriotes les moyens de vaquer librement à ses travaux. C'est ce que réclamaient déjà les *Lettres d'un habitant de Genève*, écrites à une époque où la

[1] Comte, *Lettres à Valat*, p. 36.

pauvreté ne l'obligeait point à songer à lui-même. Depuis 1817 surtout, consacrant tous ses efforts à faire triompher l'industrie, le hardi publiciste demanda aux industriels d'assurer le sort de leur champion comme le gouvernement subventionnait les siens. Quelques-uns répondirent à son appel ; parmi les souscripteurs des premiers tomes de *L'Industrie* figuraient Vital Roux, Casimir Périer, Delessert, Hottinguer, Perrégaux, Ternaux, Ardouin, sans compter des hommes tels que La Fayette, La Rochefoucauld et Victor de Broglie. Mais le tome III, qui annonçait la ruine prochaine de l'ancienne morale, effraya la plupart d'entre eux ; ils écrivirent au ministre de la police une lettre publique (30 octobre 1817) pour désavouer toute solidarité avec l'auteur. Du moins les plus considérables de ses bailleurs de fonds, et parmi eux Ternaux et Laffitte, lui demeurèrent fidèles. Sa notoriété devint assez grande après le procès retentissant que lui valut la première livraison de *L'Organisateur* (1820).

Saint-Simon avait de nombreuses relations dans le parti libéral. Stuart Mill, qui le vit chez Jean-Baptiste Say, garda un souvenir agréable de sa conversation[1]. Béranger avait un véritable atta-

[1] « M. Say était lié avec la plupart des chefs du parti libéral, et, pendant le séjour que je fis chez lui, j'eus l'occasion de voir plusieurs personnages marquants, parmi lesquels je me rappelle avec plaisir Saint-Simon, qui n'était pas encore devenu le fondateur d'une philosophie ni d'une religion, et qu'on regardait seulement comme

chement pour lui ; il a célébré le réformateur que le vulgaire traitait de fou, et demandé qu'on lui consacrât une biographie sérieuse [1]. Un autre ami et même un disciple de Saint-Simon fut Rouget de l'Isle, qui lui montra dans la musique un moyen d'instruire le peuple et composa dans ce but le *Chant des industriels*. Le novateur le fit apprendre aux ouvriers de Ternaux et fut émerveillé du talent déployé par ces chanteurs novices, de la cordialité qui régnait parmi eux ; la création de sociétés chorales lui parut devoir être féconde en bons résultats artistiques et sociaux. Rouget de l'Isle et Saint-Simon sont les précurseurs des orphéons [2].

Cependant sa situation restait misérable et son inconduite l'aggravait encore, puisqu'il avait une maîtresse avec lui. Une propagande tentée en province, à Rouen, à Saint-Quentin, rapporta peu de choses ; à Paris, les portes se fermaient devant cet importun solliciteur. Dupuytren, devenu riche et

un *original* de moyens. » *Mes Mémoires* (trad. Cazelles), Paris, 1885, 8°, p. 58. Saint-Simon fréquentait bien d'autres salons ; il parle, dans *le Politique*, de conversations avec le baron Louis et Gouvion Saint-Cyr.

[1] « J'ai vu Saint-Simon le prophète,
Riche d'abord, puis endetté,
Qui des fondements jusqu'au faîte
Refaisait la société.
Plein de son œuvre commencée,
Vieux, pour elle il tendait la main,
Sûr qu'il embrassait la pensée
Qui doit sauver le genre humain. » (*Les Fous.*)

[2] Tiersot, *Rouget de l'Isle* (Paris, 1892, 8°), p. 271.

illustre, reçut un jour sa visite : Saint-Simon lui rappela qu'il avait voulu jadis le secourir et sollicita son appui ; le médecin lui offrit brutalement cent sous[1]. Enfin le philosophe céda au désespoir : le 9 mars 1823, après avoir écrit à Ternaux pour lui recommander sa maîtresse, il se tira un coup de pistolet : l'œil fut perdu, mais les chevrotines ne pénétrèrent pas dans le cerveau ; après quinze jours le malade était guéri[2].

Cet accès de découragement fut le dernier. Saint-Simon se remit à l'œuvre, et cette fois la chance lui devint favorable. Deux mois après sa tentative de suicide, il rencontra chez Ardouin le banquier Olinde Rodrigues, qui fut bientôt conquis par ses idées. Rodrigues était israélite, comme beaucoup de disciples d'Enfantin plus tard ; il semble que les Juifs, récemment affranchis par la Révolution, se soient épris d'une doctrine qui préparait l'émancipation de tous les hommes. Rodrigues, en assurant à Saint-Simon le pain quotidien, lui permit de

[1] Pierre Leroux, passage cité. Lié depuis longtemps avec Blainville, le grand savant, Saint-Simon arrive un jour chez lui à la fin du déjeuner. Blainville lui propose de s'asseoir à table : Saint-Simon refuse d'abord, puis brusquement il prend du pain et du fromage et se met à manger comme un affamé. Je tiens ce récit de M. Pierre Laffitte, à qui il a été rapporté par un ami de Blainville, présent à la scène.

[2] La scène du suicide est racontée en détail par Hubbard. Dans une vente faite par M. Charavay, a passé une lettre de Deroste, commissaire de police du quartier Feydeau, au préfet de police (13 mars 1823), pour lui rapporter toutes les indications qu'il a recueillies à ce propos.

passer tranquillement ses derniers jours. Un autre Israélite, le poète Léon Halévy, devint son ami et son secrétaire : il a rappelé en vers émus les deux années passées avec lui.

Je vois encor d'ici cette simple retraite
Où j'épanchais vers lui mes rêves de poète !
J'assiste en souvenir
A ces longs entretiens, où sa haute pensée
A ma muse, aujourd'hui solitaire et glacée,
Ouvrait un avenir !
Je vois son chien fidèle et sa table frugale,
Ce bâton, triste appui de sa marche inégale,
Et ce regard de feu,
Le seul qui rayonnât sur sa face vieillie,
Car un jour il voulut, rejetant cette vie,
Aller se plaindre à Dieu[1] !

Avec Rodrigues et Halévy, le Dr Bailly et le juriste Duverger complétaient ce petit groupe d'adeptes. Saint-Simon, tout en composant le *Nouveau Christianisme*, étudiait avec eux la création d'un journal destiné à répandre sa doctrine. Mais ses forces déclinaient ; après six semaines de maladie, le 19 mai 1825, sur la proposition d'Olinde Rodrigues, le Dr Bailly provoqua une consultation ; Gall, Broussais, Burdin furent appelés et jugèrent qu'il n'y avait plus d'espoir. Le philosophe voulut consacrer ses derniers instants à parler de

[1] Halévy, *Saint-Simon*, ode, Paris, 1831, 8°.

l'œuvre entreprise : Rodrigues, Bailly, Halévy l'entouraient ; il leur conseilla de persévérer, de faire paraître le journal projeté. « La poire est mûre, vous devez la cueillir, » leur dit-il à deux reprises. Ce fut au milieu de ces paroles d'espérance, de ces prédictions de triomphe, qu'il expira. Les obsèques, auxquelles n'assistait aucun de ses parents, furent célébrées par ses disciples ; Bailly et Halévy proclamèrent leur admiration pour le maître et leur foi dans ses idées[1].

Ce fut une vie singulièrement agitée que celle de Saint-Simon. Gall, qui fit son autopsie, trouva un cerveau d'une surface considérable et prétendit reconnaître deux caractères dominants : la persévérance et, en même temps, l'absence complète de circonspection. Ces deux caractères, c'était l'histoire même du philosophe qui les révélait ; le second est sensible dans sa vie extérieure, comme le

[1] Voici quelques extraits du discours de Bailly, qui fut publié à part (Blois, s. d., 8°). « ... Vous l'avez entendu, Messieurs, parlant à chacun de nous le langage de nos études particulières, passer successivement en revue les plus hautes généralités des différentes branches de nos connaissances, pour s'élever à des considérations nouvelles, dont la justesse et la profondeur vous ont tant de fois frappés d'admiration... Il était réservé à M. Saint-Simon, qui sut ouvrir une nouvelle route à la littérature, à l'histoire, à la législation, à l'industrie, aux sciences et aux beaux-arts, de poser les bases d'une science inconnue jusqu'à lui, de fixer l'attention des savants sur la véritable nature des forces organiques de la société ; en un mot, d'être le fondateur d'une *physiologie de l'espèce humaine*... Vous lui devez une nouvelle existence morale. L'affection mélancolique dont il vous a guéris est celle dont vous devez à votre tour débarrasser la société. »

premier dans sa vie intellectuelle. La circonspection, le calme, la froide raison, autant de choses qui lui sont demeurées étrangères ; Saint-Simon était un passionné, il s'en vantait. N'avait-il pas écrit à son neveu : « Il n'entre dans le temple de la gloire que des échappés des Petites-Maisons? » Ce fut encore une de ses dernières paroles, avant de mourir, à Olinde Rodrigues : « Souvenez-vous que, pour faire quelque chose de grand, il faut être passionné[1]. » C'est cette passion ardente qui a fait les bizarreries de sa vie et de son système ; c'est elle aussi qui donne un accent chaleureux à tous ses écrits.

Quelque lointaine que soit leur parenté, on ne saurait méconnaître un air de famille en comparant le philosophe socialiste au féodal auteur des *Mémoires*. Chez tous les deux, même ardeur, même violence dans les affections, même énergie à revenir toujours sur la même idée, à défendre sans cesse la même cause ; seulement il s'agit pour l'un de la question du bonnet, pour l'autre de la réforme sociale. La fibre féodale était vivace dans cette maison ; Saint-Simon eut beau renoncer au titre de comte, ses souvenirs de gentilhomme le remplissaient d'orgueil. En 1810, dédiant un ouvrage à son neveu pour « le pousser au grand », il lui rappelle Charlemagne, le grand ancêtre :

[1] Ailleurs il rappelle que des trois hommes qui ont le plus fait pour la science générale, Luther, Bacon et Descartes, le premier a aimé la table, le second l'argent, le troisième le jeu et les femmes. *Œuvres*, I, p. 79.

« Nous possédions l'empire d'Occident ; nous avons été réduits d'abord au royaume de France, ensuite au comté de Vermandois... En pareille circonstance, mon neveu... il faut être fier jusqu'à l'arrogance. » Dix ans plus tard, dans une diatribe contre les derniers débris de la noblesse, il est heureux de dire que le duc de Saint-Simon a seul échappé à la servilité générale sous Louis XIV [1].

Ce personnage fantasque avait une âme affectueuse et tendre. Nous connaissons mal ses rapports avec sa famille, mais à l'époque de sa splendeur, en 1796, il avait recueilli ses trois sœurs chez lui ; ses relations continuèrent avec l'aînée, Adélaïde, et avec son neveu Victor dont il suivit quelque temps l'éducation. Plus tard il se créa une famille irrégulière ; ses lettres à sa fille sont d'un excellent père, et celles de sa maîtresse prouvent qu'il avait su inspirer à celle-ci un véritable attachement. Si Redern et Auguste Comte sont allés jusqu'à reprocher à Saint-Simon des indélicatesses, beaucoup de savants ont éprouvé sa munificence et beaucoup d'hommes distingués ont subi son ascendant, ont admiré chez lui les qualités de l'esprit et du cœur. Sa vie offre un singulier mélange de bien et de mal, de grandeur et de cynisme, de générosité et de folie ; c'est le même mélange, la même complexité que nous allons trouver dans ses œuvres.

[1] *Œuvres*, I, p. 99 ; IV, p. 106.

CHAPITRE II

LES LETTRES D'UN HABITANT DE GENÈVE ET L'INTRODUCTION AUX TRAVAUX SCIENTIFIQUES

Les *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains* parurent en 1803. Rodrigues suppose que l'auteur les composa pour gagner le cœur de Mme de Staël. Cette hypothèse n'est confirmée par aucune preuve ; d'ailleurs un exemplaire du livre fut envoyé par lui avec une lettre à l'ennemi de la châtelaine de Coppet, au Premier Consul[1].

La première partie renferme une proposition curieuse. Saint-Simon conseille à tous les Européens de choisir douze savants et neuf artistes, parmi les plus illustres ; ces personnages formeront le conseil de Newton, ainsi appelé en l'honneur du plus grand des savants. Tous les gens de bonne

[1] Cet exemplaire, avec lettre autographe, est à la Bibliothèque de l'Arsenal (fonds Enfantin, 603). Saint-Simon voulut aussi faire parvenir un manuscrit à Bonaparte par Agasse ; mais il le redemanda à celui-ci, en germinal an XII, en disant tristement : « Je renonce à mon projet de fixer promptement l'attention... Je travaillerai pour la génération qui suivra. » (Collection Charavay.)

volonté participeront à ce choix, à condition d'assurer par une souscription annuelle le sort des vingt et un élus. Ceux-ci, largement rétribués de cette manière, déclineront toute charge officielle, toute servitude envers le pouvoir, afin de consacrer leurs forces au progrès de la civilisation. Ils se distingueront ainsi des académiciens, qui sont esclaves du gouvernement. Un despote, Richelieu, a fondé en France la première Académie ; le pays de l'ignorance, l'Italie, regorge de pareilles Sociétés, et celui de la science, l'Angleterre, n'en a point. « Parcourez l'histoire des progrès de l'esprit humain, vous verrez que presque tous ses chefs-d'œuvre sont dûs à des hommes isolés, souvent persécutés. » Ces hommes auraient fait plus encore, s'ils n'avaient pas eu à lutter contre la misère, à s'user dans des besognes inférieures ; une souscription permanente leur donnera la liberté.

Pour recruter un nombre suffisant de souscripteurs, il faut faire de la propagande dans chacune des classes de la société. Aux savants, nous exposerons l'intérêt évident de la science. Aux propriétaires, nous montrerons leur intérêt personnel : ils ne peuvent éviter une nouvelle crise, comparable à celle de 1793, qu'en dominant le peuple par la supériorité de leurs connaissances et en gagnant à eux les non-propriétaires qui ont du talent ; autrement ceux-ci deviendraient les chefs d'une seconde révolution. Quant aux ouvriers, on leur fera comprendre

que le progrès des sciences est inséparable du progrès social ; qu'en Angleterre, où les savants sont plus respectés que les rois, les travailleurs mangent de la viande tous les jours, et qu'en Russie, où l'ignorance est universelle, le paysan est mal nourri, mal vêtu, mené à coups de bâton. Ainsi sera constitué le régime nouveau, les propriétaires exerçant le pouvoir temporel, les savants le pouvoir spirituel.

Jusque-là Saint-Simon s'est exprimé d'une façon raisonnable. Mais tout à coup son imagination s'échauffe, sa tête se monte, et il raconte ce qu'une voix mystérieuse lui a dit la nuit dernière[1]. Dieu a donné à Newton la direction des habitants des planètes : le conseil des vingt et un sera le conseil de Newton. Partout s'élèveront des temples nouveaux, les temples de Newton, où chacun devra venir en pèlerinage au moins une fois l'an. Tous les hommes travailleront. Les savants, prêtres de cette religion nouvelle, leur expliqueront la loi de la gravitation, loi unique de l'univers ; ils imposeront à tous, même aux riches, le travail de l'intelligence ou des bras.

[1] « Est-ce une apparition ? N'est-ce qu'un rêve ? Je l'ignore ; mais je suis certain d'avoir éprouvé les sensations dont je vais vous rendre compte. La nuit dernière, j'ai entendu ces paroles : Rome renoncera à la prétention d'être le chef-lieu de mon église ; le pape, les cardinaux, les évêques et les prêtres cesseront de parler en mon nom. » Et à la fin : « C'est Dieu qui m'a parlé ; un homme aurait-il pu inventer une religion supérieure à toutes celles qui ont existé ? » *Œuvres*, I, p. 48 et 57.

Malgré ce ton d'hiérophante, les *Lettres d'un habitant de Genève* ne sont pas à négliger ; elles contiennent en germe presque toutes les idées maîtresses de notre auteur. Saint-Simon comprend qu'il y a deux grands partis en présence, les propriétaires et les non-propriétaires, et qu'une lutte redoutable entre eux est toujours imminente. Pour prévenir ce danger il s'adresse à la science et ne craint pas de s'écrier en face de Bonaparte : « Plus d'honneur pour les Alexandre! Vivent les Archimèdes! » Deux caractères principaux distingueront la société future : travail obligatoire pour les riches comme pour les pauvres ; gouvernement confié, non point aux élus d'une démocratie, mais aux savants, subventionnés par la nation, et aux propriétaires, remplissant les fonctions publiques sans aucun traitement. Tout cela se retrouvera sans grand changement dans le système industriel de Saint-Simon.

Quant au projet de souscription universelle, ce n'était pas une pure utopie. Un des philanthropes les plus éclairés de France, Charles de Lasteyrie, venait de publier en 1801 une brochure intitulée : *Société en faveur des savants et des hommes de lettres.* Ce que Saint-Simon désirait pour les grands hommes, ce que plus tard il souhaita pour lui-même, a été réalisé par Littré pour Auguste Comte.

II

La gravitation universelle, que nous venons de voir mentionnée par Saint-Simon, joue un grand rôle dans ses écrits jusqu'à l'année 1814 ; selon lui, elle doit devenir la loi de l'univers entier, physique et moral. Ce n'était pas là une bizarrerie propre à notre philosophe. La gravitation, longtemps discutée par les cartésiens, avait triomphé récemment de leurs critiques ; elle imposait l'admiration par sa grandeur et sa simplicité. Ne pouvait-on pas l'étendre à d'autres sciences que l'astronomie? La tentation était naturelle pour les esprits amis de l'unité ; la philosophie régnante avait ruiné le dogme de la Providence, et quelques-uns de ses adeptes rejetaient même la notion de Dieu; ne pouvait-on pas du moins découvrir la loi suprême? Un penseur chimérique et optimiste, Azaïs, crut l'avoir trouvée dans le principe des compensations : tout dans le monde se compense, actions et réactions, douleurs et joies, bien et mal[1]. D'autres, au lieu d'inventer un principe nouveau, étendirent à toutes

[1] Azaïs écrivait intrépidement à ce propos : « Retenez bien, mon ami, que, par cela même qu'il ne peut y avoir qu'un seul système universel, le premier système universel qui sera découvert par l'esprit de l'homme sera nécessairement vrai ; ainsi vous ne pourrez point douter de la vérité de celui que je vous confie, si vous ne pouvez point douter de son universalité absolue. » *Des compensations*, livre XIV.

choses la loi de Newton. C'est ce que tenta Fourier avec son orgueil superbe, son mépris du passé ; l'attraction des corps ne fut plus pour lui qu'une partie de l'attraction universelle.

Cette extension démesurée de la découverte newtonienne rencontra de nombreux adversaires. Les déistes s'en indignaient, car expliquer toutes choses par une loi unique, c'était rendre Dieu inutile ; le héraut de la réaction religieuse contre le XVIII^e^ siècle, Bernardin de Saint-Pierre, tombant d'un excès dans l'autre, condamna la gravitation elle-même comme attentatoire à la Providence. Beaucoup plus redoutable était l'opposition des savants ; ils voyaient avec colère la folle du logis s'introduire dans le domaine de la raison et de l'observation. Le plus grand de tous, Laplace, se fit le gardien du temple et combattit rudement les profanes ; c'est ainsi qu'il accabla le pauvre Azaïs de ses sarcasmes et qu'il s'attira la colère de Saint-Simon. Notre auteur était un des fervents de la gravitation universelle : voulant fonder sur elle tout un système, il fit paraître l'*Introduction aux travaux scientifiques du* XIX^e^ *siècle* [1].

Selon son habitude, Saint-Simon nous donne un livre à peine ébauché. Il y présente pêle-mêle tout ce qui lui est venu à l'esprit, en demandant aux

[1] Une partie de l'ouvrage a été imprimée en 1807 ; l'ouvrage complet, en deux volumes, est de 1808. Il est inséré dans les *Œuvres choisies*, t. I.

lecteurs des objections et des critiques. Si de plus capables que lui veulent mettre en œuvre ces aperçus et rédiger l'ouvrage définitif, le philosophe s'effacera volontiers devant eux. En attendant, cette méthode qui rend inévitables les tâtonnements, les débats sur des points douteux, risquerait d'affaiblir chez les ignorants le respect de la science. Saint-Simon ne publiera donc pas son livre : il en donnera seulement des exemplaires aux savants, aux personnes instruites qui lui en demanderont et qui pourront l'assister de leurs conseils [1].

Qu'est-ce que la science doit rechercher actuellement ? De nouvelles observations, de nouveaux faits ? Non ; dans cette voie l'on est arrivé à des résultats prodigieux ; la méthode *a posteriori* a donné une moisson abondante. L'essentiel est maintenant de s'élever au-dessus des études spéciales, de trouver une loi générale en revenant à la méthode *a priori*. Cette marche fut celle de Descartes, le plus grand génie des temps modernes ; c'est lui qui a fait triompher le libre examen sur la théologie, c'est lui qui a donné la première explication du mécanisme de l'Univers [2]. Après Des-

[1] Dans une lettre inédite, Saint-Simon, envoyant son livre à un ami, l'engage à ne le communiquer qu'aux personnes propres à le comprendre. (Charavay : Catalogue de la collection Bovet, n° 786.)

[2] « Le système des tourbillons est admirable, en le considérant au point de vue où l'on doit se placer pour l'envisager. Ce système a eu le mérite inappréciable d'être le premier aperçu général pur. Aucune idée théologique n'est entrée dans ses éléments ».

cartes, il fallait retourner à la méthode d'observation pour multiplier les découvertes particulières. C'est ce que firent Locke pour les phénomènes moraux et Newton pour les phénomènes physiques : Locke et Newton, deux grands esprits, mais inférieurs à Descartes, puisque chercher des faits est plus facile que de perfectionner les théories. Ils avaient raison de s'approvisionner de matériaux pour la construction d'un nouveau système, car celui des tourbillons, satisfaisant pour l'esprit, était condamné par l'expérience. Mais leurs disciples ont porté une condamnation absolue contre la méthode cartésienne; ainsi a commencé la grande guerre entre Cartésiens et Newto-Lockistes, entre partisans de l'*a priori* et de l'*a posteriori*, guerre puérile puisque les deux méthodes sont également indispensables; dans le mouvement d'une pompe, on ne cherche pas si le plus important est de hausser ou de baisser le piston. L'École a fait d'excellents travaux dans la direction *a posteriori :* Lagrange et Laplace ont continué Newton; Condillac et Condorcet ont perfectionné l'œuvre de Locke. Il est temps de reprendre l'autre chemin et de dresser, après les cartes particulières, une carte générale du monde physique et moral. De même pour les sciences politiques : Bacon provoqua l'insurrection contre la théologie; Descartes éleva un grand fanal pour grouper les savants; Diderot et d'Alembert ont mené l'assaut décisif contre la

vieille forteresse. Maintenant c'est assez détruit; on doit faire une autre encyclopédie pour reconstruire. Et Saint-Simon présente une esquisse, fort obscure d'ailleurs, de l'œuvre nouvelle, en dressant un arbre encyclopédique.

La seconde partie de l'*Introduction*, intitulée *Mon Portefeuille*, comprend une série de pensées détachées, qui doivent servir à l'Encyclopédie future. Celle-ci reposera sur la loi de la gravitation. Newton, à qui l'esprit généralisateur faisait défaut, ne comprit pas l'importance philosophique de sa découverte. Cette loi explique tous les phénomènes physiques et moraux, ou, pour parler plus justement, les phénomènes des solides et des fluides, car c'est le fluide nerveux qui produit les phénomènes dits moraux [1]. Descartes esquissa le nouveau système; sa distinction entre la physique des corps bruts et celle des corps organisés prouve qu'il avait compris la division de la « philosophie positive »; aujourd'hui on achèvera sa tâche. Les révolutions politiques répondent généralement aux révolutions scientifiques, la fermentation d'un peuple prépare des hommes de génie. Après la Réforme apparut Descartes; après les révolutions d'Angleterre, Locke et Newton; la révolution fran-

[1] « Il n'y a pas deux ordres de choses ; il n'y en a qu'un, c'est l'ordre physique... Nous imaginons quand l'action des fluides est prédominante dans les actes de notre intelligence; nous raisonnons quand l'action des solides est prépondérante. »

çaise amènera, il faut l'espérer, un second Descartes.

Plusieurs déclarent un nouveau système inutile et cherchent à restaurer l'ancien; c'est la tentative de Chateaubriand et de Bonald. Le premier refait la démonstration historique de Bossuet: le second plaide sa cause dans des ouvrages pleins de vie, « propres à rajeunir la science et la littérature ». Mais leur entreprise restera vaine. Le système théologique a fait, surtout à l'époque d'Hildebrand, la grandeur du moyen âge; le clergé représentait alors la science et le progrès. Mais depuis, sa décadence a justifié les attaques des philosophes et le triomphe de la Révolution. « Le peuple s'est toujours insurgé, il s'insurgera toujours quand il cessera d'y avoir proportion entre les lumières et le pouvoir des gouvernants, d'une part; et, d'une autre part, entre l'ignorance et la dépendance des gouvernés. »

La religion ancienne étant destinée à périr, peut-on fonder immédiatement la religion moderne sur le physicisme? Non, ce serait trop tôt. Il y a une époque de transition inévitable, pendant laquelle l'ordre social exige le maintien de la religion établie. L'École redoute la puissance des prêtres catholiques; on doit plutôt craindre qu'ils ne perdent tout crédit avant l'organisation des croyances futures. Aujourd'hui deux doctrines sont nécessaires: le physicisme pour les gens instruits, le

déisme pour la foule. De même, depuis Socrate jusqu'à saint Paul, les savants étaient monothéistes, les ignorants polythéistes. Le gouvernement français a donc eu raison de faire des concordats avec les différentes sectes déistes. Mais en même temps les savants doivent comprendre combien le déisme est arriéré. « Qu'est-ce que l'idée Dieu sans celle de la révélation? Une idée stérile. » L'homme, en la créant, s'est fait illusion sur sa propre importance; il a placé la terre au centre du monde et lui-même au centre de la terre. C'est au physicisme de préparer, par de fortes généralisations, la foi de l'avenir. « Les opinions scientifiques arrêtées par l'École devront ensuite être revêtues des formes qui les rendent sacrées, pour être enseignées aux enfants de toutes les classes et aux ignorants de tous les âges. »

La nouvelle religion rajeunira la morale. Le principe chrétien est celui-ci : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît. » Principe insuffisant, d'abord parce qu'il est négatif, ensuite parce qu'il laisse de côté les devoirs envers soi-même. Le principe nouveau sera : « L'homme doit travailler. » Par là seront mis d'accord le devoir et le bonheur, la morale et l'intérêt. « L'homme le plus heureux est celui qui travaille. La famille la plus heureuse est celle dont tous les membres emploient utilement leur temps. La nation la plus heureuse est celle dans laquelle il y a le

moins de désœuvrés. » Prenons le mot *travail* dans son sens le plus large, car tous les genres d'activité sont bons ; mais le rentier, le propriétaire oisif, ne saurait être que nuisible. L'Évangile, tout en condamnant l'oisiveté, n'a pas mis suffisamment en lumière ce point essentiel.

Toute morale a son catéchisme, « le plus important entre tous les livres ». Le catéchisme actuel, malgré ses imperfections, restera utile jusqu'à ce qu'on en fasse un autre, et « l'on ne fera un bon catéchisme qu'après avoir fait une bonne encyclopédie ». Le clergé qui enseignera ce livre sera composé de savants. Le prêtre ignorant ne peut accomplir sa mission bienfaisante : un arpentage termine quelquefois une querelle ; un physicien ne fait pas sonner les cloches quand l'air est chargé d'électricité. Le pouvoir spirituel sera confié à un pape et à des prêtres *physicistes ;* quant au pouvoir temporel, les différents princes se le partageront, et chacun s'entourera de représentants choisis parmi les grands propriétaires et les principaux lettrés. Alors le monde transformé bâtira le temple de la gloire en l'honneur des grands conquérants et des grands savants.

Saint-Simon termine par une apothéose de l'Empereur. Napoléon peut construire le système nouveau, pourvu qu'il trouve un lieutenant scientifique, un second Descartes. Napoléon a compris les besoins d'une époque de transition, en créant l'Uni-

versité pour enseigner le déisme, et l'Institut pour préparer le physicisme. Son génie s'est montré aussi dans l'établissement du royaume d'Italie, où le classe des gouvernants comprend toute l'élite de la nation, propriétaires, négociants, savants, artistes. Enfin la sublime conception de la Légion d'honneur affermit l'esprit militaire, c'est-à-dire l'esprit d'ordre. « Pour offrir à l'Empereur un monument digne de lui, il faudrait tailler le mont Saint-Bernard, en faire sa statue qui n'aurait pour base que la terre même. »

Ce curieux ouvrage de Saint-Simon renferme bien des aperçus que nous retrouverons plus tard. Notons-y pour le moment la manière dont il conçoit la religion. Celle-ci est le résumé des connaissances scientifiques de chaque époque, résumé présenté au peuple sous une forme sacrée. Il est facile de reconnaître ici l'influence de Dupuis, que notre auteur a cité quelquefois dans ses premiers ouvrages. Le livre *De l'origine de tous les cultes* avait eu un succès considérable. C'est d'après lui que Saint-Simon cherche dans les connaissances astronomiques la base d'une foi nouvelle. Dupuis représente le clergé comme une classe de gens habiles à mener la foule avec des superstitions; son élève, tout en se faisant une idée plus élevée du rôle des prêtres, les charge de prêcher encore aux ignorants les vieilles croyances, jusqu'à ce que les nouvelles soient établies. Tout en proclamant l'intention

d'aller plus loin que le XVIII^e^ siècle, Saint-Simon est toujours imbu de la philosophie voltairienne.

III

L'*Introduction* fut bientôt complétée par les *Lettres au Bureau des Longitudes*[1]. Hanté du désir de créer entre lui et ses lecteurs une collaboration constante, Saint-Simon ouvrit une correspondance avec les grands mathématiciens de Paris. Rien de plus singulier que la manière dont ses vues sont présentées au Bureau : c'est au nom du patriotisme qu'il somme la docte assemblée de venir à son aide. Tandis que les soldats français parcourent le monde, les savants sont restés presque inactifs, et la France porte encore le joug scientifique anglais. Laplace a commenté Newton, les Encyclopédistes ont suivi Bacon, Condillac est l'élève de Locke. Il faut revenir à la tradition du Français Descartes et chercher des lois générales. Bien que son travail ne doive être achevé que dans dix ans, Saint-Simon veut en communiquer les « idées mères ». Et notre auteur de s'écrier : « Je crois, Messieurs, avoir trouvé une conception encyclopédique meilleure que celle de Bacon, une conception du système du monde meilleure que celle de Newton et une

[1] Elles ont paru en 1808 et n'ont pas été réimprimées depuis.

meilleure méthode que celle de Locke. » Quand on a si bonne opinion de soi-même, on le prend de haut avec ses contemporains; le philosophe se montre sévère pour les savants officiels. Admirateurs aveugles de Newton, ils méconnaissent Descartes, qui fut un homme autrement « capital »; la bibliothèque de l'Observatoire ne renferme pas un ouvrage de lui. C'est que l'École actuellement renferme des ouvriers, et pas un philosophe; son chef, Laplace, n'est qu'un manœuvre incapable de comprendre la méthode *a priori*, la synthèse. Napoléon a demandé à l'Institut le tableau des progrès faits par les sciences depuis 1789, et les moyens de leur en faire accomplir de nouveaux; on n'a répondu à la première question que par des tableaux de détail, on est demeuré muet sur la seconde. Ces progrès deviendront possibles, grâce à une philosophie générale fondée sur la gravitation. Saint-Simon, comme pour en donner la preuve, formule quelques découvertes qu'il croit avoir faites sur les solides et les fluides.

Inutile de dire que l'homme qui parlait ainsi aux premiers savants de l'Europe ne devait pas rencontrer chez eux le concours et la sympathie qu'il demandait. Après la cinquième lettre, le président du Bureau des Longitudes, Bouvard, lui annonça en quelques mots que ces travaux n'étaient pas de la compétence de l'assemblée, et qu'on ne lui adresserait plus de réponse. Là-dessus, voilà

Saint-Simon furieux contre ces personnages qui suivent « comme des moutons » la méthode newtonienne. « Descartes, s'écrie-t-il, avait monarchisé la science ; Newton l'a républicanisée, il l'a anarchisée. Vous n'êtes, Messieurs, que des savants anarchistes, vous niez l'existence, la suprématie de la théorie générale. » Cependant, au lieu de se venger d'eux, il leur fait grâce et demeure toujours prêt à une entente pour le bien de la science.

Peu après, l'infatigable chercheur annonçait une *Histoire de l'homme*. Fidèle à sa méthode de chercher le lien de toutes les sciences, il débute par une introduction qui doit traiter de l'univers, du système solaire, de la terre, des animaux et enfin de l'homme [1]. Cette grande tâche ne l'effraye pas, car il s'est inspiré de Corneille, le génie par excellence ; son but, comme celui de Corneille, est « d'obtenir les faveurs de la Gloire vivante et parlante ». On doit débuter par l'astronomie, base des systèmes religieux ; Copernic a fait une révolution dans la science, le moment est venu d'en faire une autre. Il faut unir pour cela l'observation et l'invention. L'observation montre que « le phénomène général est la lutte générale des solides et des fluides, qui sont toujours en quantités égales dans l'Univers ». L'invention propre à Saint-Simon, c'est que dans l'hémisphère boréal la matière tend à la solidifi-

[1] *Histoire de l'homme, premier brouillon.* S. d.

cation, et à la fluidification dans l'hémisphère austral. Et là-dessus, le voilà qui s'acharne de plus belle contre Laplace, non sans avoir adressé une invocation à Corneille [1]. On lui reproche sa violence, mais c'est nécessaire dans un débat de savants. Les « discours à l'eau de rose » ne produisent pas d'effet ; « le langage des écoles, comme celui des camps, doit être la franchise ». D'ailleurs c'est Laplace qui a empoisonné les dix dernières années de la vie du philosophe. Saint-Simon énumère les erreurs qu'il croit avoir découvertes chez son ennemi, et conclut en demandant « qu'il soit attaché des oreilles d'âne au bonnet carré de M. de Laplace ».

Les incursions de Saint-Simon dans le domaine de la physique ont été malheureuses et même ridicules. On le lui fit bien voir. Quelques mathématiciens, comme Hassenfratz, se bornaient à lui recommander le doute méthodique de son patron Descartes ; mais la plupart le traitèrent avec un mépris non dissimulé [2]. Seuls, quelques hommes réfléchis distinguaient entre les rêveries de l'astronome et les belles conceptions du sociologue. Le

[1] « Grand Corneille, j'invoque à mon secours ton puissant génie ; qu'il me serve de guide ; qu'il assure mes pas, pour descendre du sommet de la pensée jusqu'aux basses régions habitées par l'astronome Laplace !... »

[2] Un académicien a raconté que, quand Saint-Simon venait faire une lecture à l'Académie des Sciences, « tout le monde s'en allait, on le laissait presque seul avec le bureau ». *Biographie Michaud*, art. *Saint-Simon*.

grand Carnot, entendant parler de Saint-Simon pendant son exil en Allemagne, disait à son fils, le futur disciple d'Enfantin : « J'ai connu M. de Saint-Simon, c'est un singulier homme. Il a tort de se croire un savant, mais personne n'a des idées aussi neuves et aussi hardies [1] ».

[1] *Sur le Saint-Simonisme*, par Hippolyte Carnot (p. 9).

CHAPITRE III

LE MÉMOIRE SUR LA SCIENCE DE L'HOMME

Les efforts de Saint-Simon pour donner une explication nouvelle du monde l'occupèrent encore pendant quelque temps. Plusieurs prospectus annoncèrent l'Encyclopédie qui allait résumer les connaissances humaines. Le philosophe traversait alors une crise de mysticisme ; c'est le temps où il criait aux sceptiques : « Je crois en Dieu. Je crois que Dieu a créé l'univers. Je crois que Dieu a soumis l'univers à la loi de la gravitation [1]. » C'est le temps où une véritable extase s'emparait de lui à la pensée d'une réconciliation avec Redern. Sa misère profonde, sa lutte avec le châtelain de Flers contribuaient à entretenir cette exaltation ; une grande maladie en résulta. Saint-Simon, en se guérissant de son mal, se guérit aussi de ces accès de sensibilité folle qui auraient pu ébranler sa raison. Revenu au travail avec plus de sérieux,

[1] *Nouvelle Encyclopédie* (Paris, 1810, 4°), précédée de l'épître à son neveu. *Œuvres*, p. 96-102.

il composa en 1813 le *Mémoire sur la science de l'homme* [1].

Si l'objet de ses études a changé, le but est resté le même. Saint-Simon veut faire la synthèse des phénomènes physiologiques, comme il l'a cherchée pour les phénomènes astronomiques et physiques ; la loi suprême des uns comme des autres lui paraît être la gravitation. Jusqu'à présent, dit-il, toute synthèse aurait été prématurée, donc inutile. La plus belle découverte demeure sans profit pour les hommes, si elle vient avant son heure, si elle dépasse trop les lumières des contemporains ; Pythagore avait dit que le soleil est au centre du monde, les Grecs avaient soupçonné l'attraction universelle, et cependant ces vérités n'existent pour l'espèce humaine que depuis Copernic et Newton. La science de l'homme a réuni par la méthode d'observation les matériaux nécessaires ; ils sont contenus dans les quatre livres de Vicq-d'Azyr, Cabanis, Bichat, Condorcet : le moment est venu de faire un ouvrage d'ensemble qui résumera ces écrivains en rectifiant leurs erreurs.

Ce travail, Saint-Simon ne l'adresse pas au grand public, mais à une élite de lecteurs qui

[1] Ce Mémoire a été imprimé en 1858 par Enfantin, à la suite de la *Science de l'homme*, et en 1859 par Lemonnier dans les *Œuvres choisies*, avec plusieurs variantes. Nous le citons d'après le terme XL des *Œuvres*.

savent faire un effort pour lire et comprendre. « J'ai appris, dit-il, à penser laborieusement : tel a été pour moi le résultat de mes longs travaux, et je récuse le jugement de ceux pour qui l'exercice de la pensée est devenu d'autant plus facile qu'ils ont avancé davantage dans la carrière de la vie. » Au XVIII^e^ siècle les écrivains se mettaient à la portée de *tout le monde*, comme il le fallait pour préparer une révolution ; « aujourd'hui le seul objet que puisse se proposer un penseur est de travailler à la *réorganisation* du système de *morale*, du système *religieux*, du système *politique*, en un mot du système des *idées*, sous quelque face qu'on les envisage ». Ce mémoire ne sera donc pas imprimé. L'auteur se propose d'en composer quatre, sur la science de l'homme, la philosophie, la réorganisation du clergé, la réorganisation des différents peuples ; ils seront présentés aux sociétés savantes le 1^er^ janvier des années 1816, 1819, 1822, 1825. — Saint-Simon, avec sa confiance habituelle dans l'avenir, se fixe donc un plan de travail de douze ans, jusqu'à cette année 1825 qui fut celle de sa mort. Plus modeste qu'auparavant, il affirme que la tâche est lourde, et qu'il l'aborde seulement à défaut d'autres penseurs plus compétents.

Son intention est de renouveler tout par le positivisme. Depuis Luther, c'est le penchant de l'esprit humain « de baser tous ses raisonnements sur

des faits observés et discutés » ; l'astronomie, la physique, la chimie sont déjà positives ; la physiologie et la psychologie le deviendront bientôt. La philosophie, qui n'est autre chose que la science générale, a pour éléments les sciences particulières ; elle fut conjecturale tant que les sciences l'étaient, elle deviendra positive quand toutes les sciences le seront. La philosophie ainsi transformée, on réorganisera sans peine tout ce qui dérive d'elle, religion, politique, morale, instruction publique ; on arrivera ainsi à former le clergé de savants, puis à doter l'Europe d'un nouveau système social [1]. Telles sont les remarquables idées exposées par notre philosophe en 1813, plusieurs années avant qu'il ait connu Auguste Comte.

Saint-Simon explique d'abord avec une loyauté parfaite comment elles se sont formées, et rapporte une conversation où le Dr Burdin lui a révélé l'avenir de la philosophie positive. Ce médecin est peu connu ; cependant la *Décade philosophique* le mentionne plusieurs fois, Cabanis le cite [2] ; un Cours d'études médicales rédigé par lui parut en

[1] « Les organisations nationales sont des applications générales sur l'ordre social, et la réorganisation du système général de la politique européenne amènera à sa suite les réorganisations nationales des différents peuples qui, par leur réunion politique, forment cette grande société. » *Préface générale.*

[2] Picavet, *Les Idéologues* (Paris, 1891, 8°), p. 100 et 453-4. Il est cité aussi avec éloge par Moreau (*Œuvres de Vicq-d'Azyr*, t. I, 1805, 8°, p. 9).

1803, grâce à la générosité de Saint-Simon [1]. Ce fut quinze ans avant la rédaction du *Mémoire sur la science de l'homme*, c'est-à-dire en 1798, que Burdin exposa ses vues à notre philosophe [2]. Toutes les sciences, lui dit-il, ont commencé par être conjecturales ; après de nombreuses observations, grâce à de longues séries de faits connus, elles ont pu devenir positives. La première qui y réussit fut l'astronomie, « la science dans laquelle on envisage les faits sous les rapports les plus simples et les moins nombreux » ; elle remplaça l'astrologie. Puis ce fut le tour de la physique, de la chimie qui chassa l'alchimie ; aujourd'hui c'est à la physiologie de faire ce pas décisif. Tout ce qui dérive d'elle subira le même changement. La morale sera renouvelée, car « le physiologiste est le seul savant en état de démontrer que dans tous

[1] Dans le discours préliminaire de cet ouvrage, Burdin expose, comme il l'a fait à Saint-Simon, que la médecine, science difficile et hostile aux préjugés, « ne devait figurer parmi les connaissances humaines qu'à une époque très avancée de leurs progrès ». Dans la dernière partie (t. V), il indique le moyen de faire contribuer chaque individu au progrès général ; ce moyen consiste « à donner une éducation dont la base soit le développement convenable des facultés physiques et intellectuelles, et l'étude des sciences exactes, et à suivre cette direction le reste de sa vie, en dirigeant tous ses moyens sur un seul point de science ou d'art, dont on cherche à reculer les bornes, s'en occupant essentiellement ». Dans sa conclusion, Burdin montre que l'homme peut être entièrement transformé par des circonstances favorables, « et sa nouvelle existence morale semble toute divine ».

[2] Cela concorde avec l'autobiographie où Saint-Simon déclare être entré en 1798 dans la carrière philosophique.

les cas la route de la vertu est en même temps celle du bonheur ». La religion sera renouvelée, puisque toute religion repose sur le système scientifique en vigueur ; le clergé sera réorganisé, pour donner l'instruction au peuple. Actuellement deux corps l'ont remplacé ; l'Université enseigne les connaissances acquises, l'Institut les perfectionne : division fâcheuse, car l'Université obéit aux littérateurs, l'Institut aux savants. Enfin la politique sera renouvelée, de sorte qu'on pourra mettre fin à la guerre actuelle. Voilà ce que feront les physiologistes quand ils auront enlevé la prééminence aux mathématiciens, « ces tristes calculateurs, enfermés derrière un rempart d'x et de z [1] ». La science nouvelle s'organisera par l'union d'un physiologiste et d'un philosophe ; soyez le philosophe, conclut Burdin, je serai le physiologiste. Cette offre a séduit Saint-Simon ; depuis quinze ans il s'est adonné à la science positive. Mais le voilà privé du concours de Burdin, qui est devenu médecin militaire ; il continuera cependant sa tâche, en appelant tous les physiologistes à lui fournir la collaboration nécessaire.

Et tout à coup l'idée lui vient de s'adresser au Dr Bougon, qui déjà l'a secouru dans ses

[1] Là-dessus Burdin, ou plutôt Saint-Simon, apostrophe les mathématiciens, les *brutiers* (savants s'occupant des corps bruts) : « Toute l'Europe s'égorge, que faites-vous pour arrêter cette boucherie ? Rien. Que dis-je ! c'est vous qui perfectionnez les moyens de destruction, c'est vous qui dirigez leur emploi. » *Œuvres*, XL, p. 40.

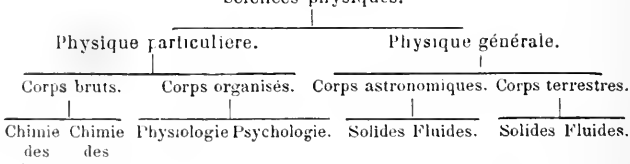
recherches. Aidez-moi, lui dit-il. Ce sera utile pour l'humanité, qui verra finir la guerre actuelle. Ce sera utile pour la France, qui est encore inférieure à « ces diables d'Anglais » dans les sciences. Ce sera utile pour les médecins; leur profession, si glorieuse au temps d'Hippocrate et des Arabes, a été discréditée par le triste enseignement des docteurs du moyen âge et par des formes ridicules que Molière a justement raillées. Ce discrédit persiste, parce que la physiologie n'est pas arrivée comme l'astronomie à une loi générale, et que les médecins, émus des sarcasmes de Molière, ont passé d'un extrême à l'autre : de pédants ils sont devenus petits-maîtres. Aujourd'hui le corps médical se relève, grâce à des hommes tels que Vicq-d'Azyr, Cabanis et Bichat parmi les morts, Cuvier parmi les jeunes; il s'agit d'accomplir la révolution scientifique préparée dernièrement par les leçons de Chaussier et de Hallé. »

Après ce long préambule, Saint-Simon présente ses propres observations, les unes sur la physiologie, les autres sur l'histoire; celles-là doivent compléter Vicq-d'Azyr, celles-ci Condorcet. Pour les premières il suit une méthode bizarre : prenant comme point de départ certaines théories de Vicq-d'Azyr, il y joint les siennes en les attribuant toujours au même savant, de sorte que Vicq-d'Azyr est censé rapporter des faits qui se sont produits après sa mort. Tout d'abord, dit

Saint-Simon, il faut une classification nouvelle des phénomènes et des sciences. La classification en trois règnes est incomplète, puisqu'on ne sait où placer les phénomènes célestes, et vicieuse, puisqu'elle n'est pas binaire; toute classification, étant une comparaison, se ramène à deux termes [1].

Inutile d'énumérer ses observations sur la structure des corps, des différentes parties du corps humain, particulièrement du cerveau, qu'il dit avoir étudié d'une manière spéciale. Voici ses conclusions : les parties élémentaires des corps organisés sont tubuleuses ; les fluides circulant dans ces tubes sont nécessaires à la vie. Les fluides sont l'objet propre de la physiologie ; elle reste en retard parce que l'étude des fluides impondérables offre plus de difficultés que celle des solides ; elle ne s'est pas encore élevée jusqu'à la loi de la gravitation.

[1] Voici la classification de Saint-Simon (p. 88) :



Ampère aussi, dans sa classification des sciences, fait toujours des groupes binaires.

II

Cette partie du mémoire de Saint-Simon ne mérite pas grande attention ; beaucoup plus curieuse et plus intéressante est son esquisse du développement historique de l'humanité. L'œuvre de Condorcet a produit une grande impression sur lui, à cause des résultats qu'elle peut donner. La connaissance du passé permet de prévoir l'avenir ; quand on a bien établi la série des progrès acquis, il suffit d'en indiquer le prolongement naturel pour connaître les progrès futurs. Mais autant Saint-Simon glorifie la conception de Condorcet, autant l'exécution lui paraît défectueuse ; la différence principale entre eux, c'est que notre philosophe réhabilite le moyen âge. Ici encore, avec cette probité qu'on lui a si injustement refusée, il se dit redevable à OElsner [1] d'indications neuves sur le rôle scientifique des Arabes ; mais c'est à lui que revient le mérite d'avoir compris la grandeur de l'époque féodale.

Pascal avait exprimé d'une manière saisissante la doctrine du progrès en comparant l'espèce humaine à un individu qui grandit toujours et qui apprend continuellement. Saint-Simon, dévelop-

[1] L'auteur d'un mémoire couronné par l'Institut en 1809 et paru en 1810, *Des effets de la religion de Mahomet.*

pant cette comparaison, prétend retrouver dans l'histoire de l'humanité les mêmes phases, les mêmes âges critiques, les mêmes changements de goût que dans l'histoire de l'individu. L'enfant dans ses premières années ne songe qu'à manger, tout comme les peuples sauvages. Puis il se prend de passion pour les arts et métiers, il s'amuse à faire des tas de pierres, à creuser des rigoles ; le premier pays civilisé, l'Égypte, s'illustra par ses monuments, ses canaux, ses pyramides. Vient l'adolescence, et l'amour des beaux-arts se développe. Quel est le jeune homme qui n'a pas songé à faire un poème ou une statue ? De même les Grecs furent le peuple artiste par excellence. Dans l'âge viril, l'homme, exubérant de force, rêve de dominer le monde par les armes ; l'âge viril fut pour l'Europe celui des Romains, les grands conquérants. Enfin l'âge mûr a commencé, l'ardeur militaire cesse ; l'homme se plaît à raisonner, à expliquer les actions des autres, à comprendre la science ; tel fut le signe distinctif des Sarrasins, le dernier des peuples conquérants et le premier des peuples savants ; tel est le caractère des nations européennes qui les ont suivis.

Laissons là cette ingénieuse comparaison, et reprenons l'esquisse que Saint-Simon veut substituer à celle de Condorcet[1]. Il faut remonter à l'his-

[1] Ces études commencent déjà dans l'*Introduction aux travaux scientifiques*. Puis Saint-Simon développe ses idées en 1810 dans

toire primitive, sur laquelle on s'est fait de si étranges illusions. On a placé l'âge d'or dans les premiers jours du monde ; les théologiens montraient Adam et Ève dans le paradis; les philosophes, Rousseau et d'Alembert, ont célébré l'homme de la nature, et Condorcet n'est pas si éloigné d'eux qu'on le croit. C'est une erreur grave. L'homme primitif ne l'emportait sur les animaux que par sa conformation anatomique et son organisation physiologique. Cet avantage lui a permis de les dompter, de les détruire ou d'arrêter leurs progrès; si l'espèce humaine disparaissait de la terre, l'espèce qui la suit immédiatement se développerait à sa place. Le castor est, dans la série animale, le premier après l'homme, parce que, vivant dans les pays froids, tandis que nos aïeux recherchaient les pays chauds, il s'est trouvé pendant des siècles à l'abri de leur tyrannie [1]. L'humanité ne possédait pas le langage dès l'origine ; elle a tout acquis peu à peu, lentement, péniblement. L'étude de ces débuts de l'histoire est devenue possible grâce aux récits des grands voyageurs, Bougainville, Cook, La Peyrouse; on a pu y joindre certaines observations

l'*Esquisse d'une nouvelle Encyclopédie* (*Œuvres*, I, p. 89), en 1811 dans les lettres à Redern, en 1812 dans le mémoire contre celui-ci (*Œuvres*, I, p. 113 et 122), avant d'en faire l'exposé complet en 1813.

[1] Saint-Simon remercie le Dr Bougon de lui avoir démontré que c'est le castor, et non le singe, qui est le premier après l'homme.

faites en Europe, surtout sur le Sauvage de l'Aveyron [1].

Fixons donc les premiers termes de la série historique. Le premier, c'est l'époque des hommes primitifs, très voisins des animaux, comme le Sauvage de l'Aveyron. Le second est représenté par les hommes du détroit de Magellan ; Cook les a étudiés dans leurs cavernes. Puis viennent quatre termes de plus en plus élevés : les hommes du nord-ouest de l'Amérique ont des habitations, des chefs et un commencement de langue ; ceux de la Nouvelle-Zélande possèdent une langue complète et pratiquent l'anthropophagie, qui suppose le talent de fabriquer des armes meurtrières ; les habitants des Tonga et des Sandwich sont presque revenus du cannibalisme et possèdent un clergé ; enfin, les Péruviens et les Mexicains, tels que les trouvèrent Cortez et Pizarre, étaient encore plus avancés.

Avec le septième terme, avec les Égyptiens, l'histoire s'éclaire, le terrain est plus solide, nous arrivons aux créateurs de l'écriture. C'est le second point de départ de l'intelligence humaine ; la séparation se produit entre la classe des savants et la masse du peuple. Les savants, ce sont les prê-

[1] Cet individu sauvage, d'après Saint-Simon, fut saisi par des paysans de l'Aveyron et mené à Paris ; on le confia d'abord à l'abbé Sicard, qui espéra s'en servir comme d'un témoin pour la cause théologique et ne put rien en tirer ; heureusement Itard, le médecin des sourds-muets, a fait sur lui des études précises.

tres égyptiens ; ils ont une doctrine publique, le fétichisme, et une doctrine secrète, plus haute, qui admet déjà les causes invisibles.

Le huitième terme nous amène chez les Grecs ; la doctrine des causes invisibles, ou polythéisme, qui demeurait chez les Égyptiens l'apanage d'une élite, devient en Grèce la croyance de tous depuis qu'Homère l'a popularisée dans ses merveilleux poèmes. La Grèce pose les bases de la science politique, avec Lycurgue, Dracon, Solon. Elle donne pour la première fois le spectacle d'une société formée de peuples distincts qu'unit un lien religieux, le culte de Delphes. Enfin les beaux-arts atteignent à une splendeur qui ne sera point dépassée. Mais tout cela n'est rien à côté des progrès qui commencent avec Socrate ; c'est lui qui sépare l'histoire moderne de l'histoire ancienne[1]. Socrate est le plus grand homme qui ait jamais existé. On n'apprécie pas assez l'importance de ses deux grandes conceptions : la première, d'après laquelle il faut à la société un système bien enchaîné, a produit le déisme ; la seconde, c'est que l'homme a deux procédés pour atteindre la vérité, qu'il doit avancer alternativement *a priori* et *a posteriori*. Platon et Aristote, les chefs des académi-

[1] Saint-Simon dédaigne l'histoire ancienne. « Les hommes médiocres sont les seuls dont elle puisse fixer l'attention. Le genre de recherches auquel se livrent les auteurs qui fouillent dans la haute antiquité les empêche de sentir leur incapacité. » *Œuvres choisies*. I, p. 193.

ciens et des péripatéticiens, ou mieux des *priori-ciens* et des *postérioriciens*, se sont tous deux réclamés de Socrate ; cela prouve qu'il avait également compris les deux méthodes. La tendance académicienne a dominé le monde pendant onze cents ans, depuis Platon jusqu'à Almamoun ; puis, sous l'influence des Arabes traducteurs d'Aristote, la tendance péripatéticienne a triomphé à son tour pendant onze cents ans, du VIII^e^ au XIX^e^ siècle.

Revenons à notre tableau historique. Le neuvième terme, c'est l'époque romaine. Les Romains ont organisé le théisme de Socrate et fondé le droit public ; voilà leurs deux grands titres à la reconnaissance du monde. La transition du polythéisme au théisme causa une crise de plusieurs siècles, semblable à celle que traverse maintenant l'humanité pour passer du système théologique au système positif. Avec le dixième terme apparaissent les Sarrasins ; fondateurs de l'algèbre, instituteurs de l'Europe, ils méritent une place considérable dans l'histoire ; de grands esprits, comme Volney, les ont complètement méconnus. Le onzième terme commence à Charlemagne. Ce grand empereur a organisé la Société européenne ; au-dessus des divisions nationales il a réalisé l'union par le pouvoir spirituel, et, comme ce pouvoir doit être indépendant des puissances temporelles, Charlemagne a décidé que Rome n'appartiendrait qu'au pape. La société européenne

subsiste depuis lors, mais sans avoir fait faire à l'humanité un grand pas en avant, comme les Égyptiens, les Grecs, les Romains, les Sarrasins. Qu'elle le fasse donc, par la réorganisation du système scientifique substitué au système théologique. Ce sera le douzième terme, ce sera l'avenir.

Tel est le tableau d'ensemble tracé par Saint-Simon. Chemin faisant, il sème les idées ingénieuses, les aperçus nouveaux. Pour lui, l'histoire de l'humanité se ramène à celle de la science générale, de la philosophie. Le système scientifique sert de base au système religieux, ou plutôt il se confond avec lui ; la religion n'est que la science générale, revêtue d'une forme sainte pour s'offrir à l'adoration des peuples. Et le système religieux produit le système politique ; la religion précède la société politique et la forme à son image. L'Olympe d'Homère est une république de dieux : les Grecs établissent des républiques. Delphes engendre l'unité hellénique ; Delphes tombée, la Macédoine triomphe. Les Romains se seraient laissés entièrement pénétrer par la culture grecque si leur vénération pour les dieux lares ne les avait pas affranchis. « L'institution religieuse, sous quelque aspect qu'on l'envisage, est la principale institution politique. »

C'est aux Anglais que Saint-Simon fait la plus curieuse application de cette idée, en mêlant ses théories scientifiques à ses passions françaises.

Les Anglais peuvent se comparer justement aux Romains : tant qu'ils avaient la même religion que le reste de l'Europe, leur ambition fut modérée ; le jour où la Réforme leur donna une religion nationale, l'anglicanisme, ce jour-là naquit le sentiment patriotique ardent, égoïste, exclusif, qui les caractérise. Séparés du monde par leur foi, ils veulent le dominer ; sur mer, tous les pavillons doivent s'abaisser devant le leur. Ayant juré de soumettre l'Europe, « ils finiront par y parvenir si les Européens ne les forcent pas de se rattacher à eux par une institution générale commune [1] ».

L'histoire obéit donc à une loi générale et non à de petites causes insignifiantes [2]. Cette loi suprême de notre espèce est historique et non géographique, en dépit de Montesquieu ; sa théorie des climats est empreinte d'une exagération évidente. Ce qui fait le caractère des grands peuples, c'est-à-dire le sérieux, la sévérité dans les mœurs, s'est trouvé successivement dans toutes les régions, sous toutes les latitudes. Les Romains,

[1] Ce passage explique pourquoi Saint-Simon, désirant fixer l'attention de l'Empereur, a donné à son mémoire ce sous-titre : « Moyen de forcer les Anglais à reconnaître l'indépendance des pavillons. »

[2] « Beaucoup de personnes doivent aimer la lecture de l'ouvrage qui a pour titre : *Les grands événements par les petites causes*, et cependant cet ouvrage n'a été, n'a pu être que le développement d'une conception essentiellement vicieuse, puisque tout effet est nécessairement proportionné à sa cause. » *Œuvres*, XL, p. 160.

qui dominèrent le monde, fournissent aujourd'hui à la comédie ses Pantalons et ses Arlequins; les Grecs ne sont plus qu'un peuple grossier. La vraie loi, c'est celle du progrès. Mais Saint-Simon, avec une remarquable perspicacité, constate qu'elle ne s'applique point aux beaux-arts. Ceux-ci n'atteindront jamais au même éclat que chez les Grecs. Pour eux la poésie était une fonction sacrée, les poètes servaient de législateurs; aujourd'hui leur unique rôle est d'amuser en passant. Les grands hommes se consacrent toujours à l'étude qui leur paraît la plus élevée, la plus glorieuse : à Athènes ils se portaient vers l'art ou la poésie, aujourd'hui vers les sciences. Un simple détail montre ce changement : en Grèce, les plus nobles familles étaient fières d'offrir leurs filles comme modèles aux peintres et aux sculpteurs; chez nous, la profession de modèle est déshonorante.

Ce tableau du passé doit fournir des conclusions pour l'avenir et le présent; au lieu d'étudier le passé, le présent et l'avenir, on doit examiner le présent en dernier lieu; quand de la connaissance du passé on aura déduit ce que nous réserve l'avenir, il sera possible de raisonner sur le présent d'une manière juste et sans passion. Cette marche exige un long travail, mais, si le nombre de ceux qui dissertent sur la politique se trouve ainsi diminué, ce sera un bien. Appliquée au temps actuel, cette méthode nous montre que nous mar-

chons à un système nouveau, le système positif, et qu'en attendant nous sommes dans une époque de transition, de crise.

Cette crise a commencé avec Luther; c'est lui qui a porté les premiers coups à la société européenne du moyen âge. On a exagéré la grandeur et le rôle de Luther [1]; les Français, restés catholiques, sont aussi avancés que les peuples convertis au protestantisme. La Réforme eut pour premier effet de rajeunir le déisme, qui sans elle serait tombé plus vite; Léon X, le protecteur éclairé des arts, mérite plus de sympathie que son adversaire. Néanmoins c'est Luther qui a commencé l'attaque; puis les grands savants, Copernic et Galilée, enlevèrent à notre planète sa prééminence; les grands philosophes, Bacon et Descartes, opposèrent la raison à la théologie; les grands orateurs, comme Bossuet, préparèrent l'égalité sur la terre en affirmant qu'elle existait dans le ciel. Les encyclopédistes ont achevé ce travail de destruction. L'ancien système a perdu son caractère scientifique depuis Copernic, son caractère religieux depuis Bayle, son caractère politique depuis que Napoléon a repris Rome au pape. Il ne lui reste plus qu'à disparaître [2].

[1] Cette critique s'adresse au livre de Villers, *Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther*, 1803.

[2] Saint-Simon poursuit son coup d'œil sur l'avenir jusqu'au jour où la planète, arrivée à la dessiccation complète, ne sera plus habitable pour l'espèce humaine.

Dans son ardeur à préparer la société nouvelle, Saint-Simon se plaint que la crise soit prolongée par des hommes intelligents qui, sous prétexte de maintenir l'ordre, refusent de renverser le système théologique tout en n'y croyant plus. C'est ce qu'on voyait à Rome quand le polythéisme commençait à déchoir. Cicéron disait que deux augures ne pouvaient se regarder sans rire ; et pourtant, d'après le même Cicéron, la politique et le patriotisme ordonnent de respecter le culte existant. Il a échoué dans sa tentative, comme échoueront ses imitateurs. « Le seul moyen pour nous de sortir du bourbier est d'aller en avant. » La réforme doit se faire le plus tôt possible, en prenant pour fondement la loi de la gravitation.

En 1813 comme en 1808, c'est à l'Empereur que Saint-Simon demande de réaliser le système définitif ; mais le ton a changé, l'enthousiasme des années précédentes a disparu. Le philosophe, tout en proclamant encore la grandeur de Napoléon, lui adresse d'impérieuses exhortations : il faut renoncer au protectorat de la Confédération du Rhin, au pouvoir sur l'Italie, la Hollande, l'Espagne, et se renfermer dans les limites naturelles du pays. « Sinon, dit-il, Votre Majesté fera écraser la France et se trouvera, en définitive, en opposition directe et absolue avec les intentions de ses sujets. » Il fallait du courage pour s'expri-

mer ainsi en 1813; c'est un signe de l'esprit d'opposition qui se réveillait après Moscou, avant Leipzig [1]. Mais avec quelle naïveté Saint-Simon présente, au milieu du bruit des armes, son plan de concours entre les théoriciens! Que Napoléon, dit-il, fonde un prix de 25 millions pour l'auteur du meilleur projet de réorganisation de la société européenne; tous les mémoires devront être déposés avant le 1er décembre 1813. Il y aura trois copies de chacun, une pour Napoléon et deux pour François II d'Autriche et le prince régent d'Angleterre, qui seront invités à former le jury avec lui; s'ils refusent, l'empereur jugera seul. C'est là un de ces bizarres projets d'application immédiate par lesquels Saint-Simon a compromis ses idées les plus justes; cependant il se défend de présenter, comme l'abbé de Saint-Pierre, un simple rêve philosophique, et il conclut : « Imprimer à la politique un caractère positif est l'objet de mon ambition. » Saint-Simon, pour sa part, veut aider à ce progrès en rédigeant trois mémoires. Le premier exposera une fois de plus l'importance égale des deux méthodes *a priori* et *a posteriori*, en ven-

[1] Legouix, défenseur de Saint-Simon lors du procès du 20 mars 1820, rapporte dans son plaidoyer que, sous l'Empire, le philosophe adressa une lettre signée, très sévère, à Napoléon; que la police fit alors une enquête sur lui, et le vit demeurer à l'écart de toute intrigue : « Bonaparte ordonna que son obscurité fût respectée. » C'est probablement à la lettre de 1813 que se rapporte cette anecdote.

geant la première des injustes mépris de l'École[1] : notre auteur, à ce propos, fait parler Bacon et Socrate sur l'avenir de l'humanité. Le second mémoire présentera par la méthode *a priori* la découverte de Newton. Le troisième fera l'histoire du passé, de l'avenir et du présent de l'espèce humaine. Le philosophe y prendra place entre les deux sectes existantes; la secte anglo-française abuse de l'*a posteriori;* la secte allemande combat avec raison cette manie « d'emplir le garde-manger de gibier et de ne jamais se mettre à table », mais elle a tort de prendre l'idée de Dieu comme base du nouveau système ; cette base est la gravitation. Avec ce principe on organisera une morale fondée sur l'expérience, et une politique réglée par un nouveau pouvoir spirituel. Celui-ci, les sociétés savantes de l'Europe peuvent le créer dès maintenant si elles envoient à Rome des délégués qui éliront le nouveau pape de la doctrine scientifique [2].

[1] Un moment pourtant, en 1810. Saint-Simon avait paru renoncer à la méthode *a priori*. Disant que Platon, Descartes et Kant la représentent en face d'Aristote, de Bacon et de son prochain successeur, il ajoutait : « Platon, Descartes et Kant ont présenté des spéculations vagues qui n'ont pas été d'une grande utilité. » *Œuvres*, I, p. 90.

[2] Cette partie est demeurée inachevée.

III

Nous avons essayé de mettre un peu d'ordre dans le fouillis que présente le mémoire de 1813 : connaissances nombreuses et mal digérées, rêveries chimériques, idées justes et souvent remarquables, on y trouve de tout. Ce livre marque chez Saint-Simon un moment de transition, le passage des recherches physiques aux travaux sociologiques.

La science de l'univers, qui l'avait occupé d'abord, devait, selon lui, se déduire tout entière de la loi découverte par Newton, mais non comprise par ce savant [1]. C'est là une conception séduisante, et plus d'un grand esprit s'en est occupé. Auguste Comte en parle dans la première leçon du *Cours de philosophie positive ;* mais c'est pour dire que la chose lui paraît impossible et que Laplace, en essayant de tout ramener à la gravitation, n'a présenté cela que comme un simple jeu philosophique. Les amis de Taine ont rapporté que dans ses derniers jours il cherchait une hypothèse mécanique destinée à expliquer le monde [2];

[1] Saint-Simon, ébloui par la loi de la gravitation, avait manifesté son enthousiasme pour Newton dans les *Lettres d'un habitant de Genève.* Cet enthousiasme s'est changé bientôt en antipathie parce que Newton n'avait pas étendu sa loi aux sciences autres que l'astronomie.

[2] Boutmy, *H. Taine* (extrait des *Annales de l'école des sciences politiques.* 1893). p. 5.

sans doute la gravitation y jouait un rôle [1]. Seulement ces grands philosophes avaient une éducation scientifique sérieuse, et cette prudence qui est le caractère des savants du XIX^e^ siècle ; Saint-Simon se laissa entraîner par sa fougue d'homme de 1800, qui ne croyait rien impossible.

Il abandonna bientôt l'astronomie pour la science de l'homme, mais celle-ci non plus ne lui doit aucune découverte. Quand Burdin, en 1798, soutenait que la physiologie n'était pas encore devenue positive, son opinion pouvait se défendre. Mais les choses avaient changé depuis ; de grands physiologistes étaient venus qui, non contents de réunir des faits, quoi qu'en dise Saint-Simon, avaient fondé une doctrine. Cabanis et Bichat, ces deux maîtres tant glorifiés par Comte et Schopenhauer, rendaient inutiles les appels à un Burdin, à un Bougon. Il est singulier que notre philosophe, en les citant, ait accordé la place d'honneur à Vicq-d'Azyr au lieu de mettre au premier rang le magistral ouvrage sur les *Rapports du physique et du moral*. La seule originalité de Saint-Simon est d'avoir voulu introduire également ici la loi de la gravitation. Ne nous empressons pas de crier à la folie ; plus d'un philosophe de nos jours, par

[1] Renan, dans sa *Lettre à M. Berthelot*, remonte jusqu'au moment où il n'y avait ni astronomie ni chimie, mais seulement la mécanique : « Je ne puis m'empêcher, dit-il, de concevoir la gravitation comme quelque chose d'antérieur aux réactions chimiques. »

exemple Guyau et Fouillée, n'a-t-il pas exprimé des pensées analogues [1] ?

Le système de l'attraction fait disparaître celui des tourbillons; mais notre auteur loue grandement Descartes de l'avoir inventé. Ce culte pour l'auteur du *Discours de la Méthode* n'était pas chose rare chez les contemporains. D'Alembert, dans le discours préliminaire de l'Encyclopédie, signalait l'hypothèse des tourbillons comme ayant été utile pour la science, et, pour le dire en passant, des savants de notre temps lui ont rendu quelque valeur [2]. Après d'Alembert, Condorcet avait glorifié Descartes ; Marie-Joseph Chénier proposait, en 1793, la translation de ses cendres au Panthéon, et trois ans plus tard l'Institut en corps adressait aux Cinq-Cents une demande semblable. Seulement, notre auteur qui, au nom de Descartes,

[1] « La vie est une sorte de *gravitation sur soi.* » Guyau, *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction*, p. 18. Mais il faut méditer surtout ce passage : « La biologie entière deviendra, croyons-nous, la recherche du tempérament fondamental de chaque organisme ou partie d'organisme, lequel entraîne son mode spécial d'agir et de réagir. Le naturaliste poursuivra partout le rythme vital de l'intégration et de la désintégration, il devra tout interpréter en termes de changements constructifs et destructifs. Du même coup, la science de la vie se trouvera rattachée aux sciences plus générales : mécanique, physique, chimie. L'intégration, en effet, a une direction centripète, la désintégration est centrifuge ; l'une est un phénomène de concentration, l'autre d'expansion ; on retrouve donc dans le rythme de la vie l'antithèse plus générale des forces centripètes et des forces centrifuges, qui domine la théorie de l'attraction universelle, et aussi la théorie de l'affinité. » Fouillée, *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1893, p. 275.

[2] Faye, *Sur l'origine du monde*, 1884.

avait jeté la pierre aux partisans de la méthode d'observation, s'est assagi en 1813 et demande seulement l'emploi simultané des deux méthodes [1].

La partie historique du livre de Saint-Simon est de beaucoup la plus intéressante. Les cartésiens, tout en proclamant la loi du progrès, méprisaient les siècles antérieurs. Condorcet, rectifiant leur doctrine, avait montré dans l'histoire du passé le meilleur guide pour préparer les améliorations futures. Saint-Simon reprend cette idée, mais en modifiant les jugements de son maître. La réhabilitation du moyen âge lui permet de montrer le développement continu et majestueux du progrès humain. Et, tout en affirmant la fausseté du déisme, il en reconnaît la puissance considérable dans la suite des temps. Les religions lui apparaissent comme les résumés des opinions philosophiques et scientifiques de l'humanité; elles s'améliorent et se purifient lentement, comme la philosophie elle-même, sous l'influence des prêtres. Le clergé n'est plus, comme chez les encyclopédistes, une réunion d'habiles charlatans ligués pour duper les masses ignorantes; c'est la classe avancée de la nation, chargée de guider les hommes et destinée à disparaître dès qu'elle oublie sa tâche. En disant que les religions ex-

[1] Pour l'éloge de Descartes, Saint-Simon renvoie au discours du jésuite Guenard en 1755 (réimprimé dans les *Tablettes d'un curieux*, 1789, 12°).

pliquent la vie morale et sociale des peuples, Saint-Simon affirme ce que Fustel de Coulanges a démontré. En somme, malgré ses confusions et ses rêveries, le *Mémoire sur la science de l'homme* contient en germe quelques-unes des idées fondamentales du positivisme [1].

[1] Dans une lettre du 10 novembre 1813, dont nous ne connaissons malheureusement pas le destinataire, Saint-Simon dit à un auteur : « L'emploi le plus honorable comme le plus utile que vous puissiez faire de votre vaste érudition... est d'écrire l'histoire de l'esprit humain depuis le xv^e^ siècle jusqu'à ce jour » ; et il s'offre comme second dans cette tâche (Collection Charavay).

CHAPITRE IV

SAINT-SIMON ET AUGUSTIN THIERRY

Saint-Simon avait assigné à Napoléon le 1er janvier 1815 pour la clôture du concours sur la réorganisation de l'Europe; en avril 1814, l'Empereur partit pour l'île d'Elbe. Louis XVIII monta sur le trône et promulgua la Charte. Le philosophe, qui voyait les effets désastreux du despotisme, avait compris depuis quelque temps déjà les bienfaits du régime parlementaire; dès 1813 il disait que les Anglais sont les premiers dans la voie du progrès, et par leur supériorité scientifique, et « parce qu'ils ont trouvé le type de l'organisation qui remplacera successivement chez tous les peuples européens le régime féodal [1] ». Il accueillit donc avec joie la monarchie nouvelle; l'occasion lui parut opportune pour faire régner la paix en Europe et clore la Révolution.

Il venait de s'adjoindre un jeune collaborateur,

[1] *Œuvres*, XL, p. 152.

Augustin Thierry. Celui-ci, encore professeur à Compiègne, avait été mis en rapport avec Saint-Simon par le chimiste Péclet ; il avait lu avec admiration le *Mémoire sur la science de l'homme ;* de son côté, notre auteur avait fait un accueil bienveillant à ses premiers essais [1]. Bientôt le jeune professeur quitta son poste pour devenir secrétaire de Saint-Simon ; pendant trois ans d'études communes, de 1814 à 1817, il subit le charme de son maître et finit par se proclamer son fils adoptif [2].

Tous deux étaient avides de liberté, de réformes, de progrès ; leur premier ouvrage fut un écrit de 1814, *De la réorganisation de la société européenne.* Saint-Simon l'avait probablement commencé en vue du concours dont il présentait le programme à Napoléon, mais l'avènement des Bourbons l'obligea de hâter la publication [3].

Dès le début on retrouve la tendance habituelle de notre philosophe à l'unité, au système. Une seule institution, le gouvernement parlementaire, lui paraît suffisante pour faire le bonheur de l'Europe. Le XVI[e] siècle, disent les auteurs, a été le

[1] Lettre d'Augustin Thierry à Saint-Simon. *Œuvres*, I, p. 151.

[2] Dans le titre de la seconde partie du tome I de *l'Industrie* (1817).

[3] L'opuscule est dans le tome I des *Œuvres ;* il est fait « par M. le comte de Saint-Simon et par Augustin Thierry, son élève ». C'est seulement en 1814 et 1815 que Saint-Simon a repris son titre de comte. Les idées du livre viennent de Saint-Simon ; la forme est probablement de son secrétaire, car le style est bien plus ferme et plus correct que dans les écrits de notre auteur.

siècle de la théologie, le XVII^e^ celui des arts et des lettres, le XVIII^e^ celui de la philosophie et de la critique ; le XIX^e^ aura pour tâche l'examen des grandes questions politiques. La philosophie du siècle dernier fut révolutionnaire ; celle du XIX^e^ sera organisatrice. Maintenir les vieilles institutions, c'est conserver l'ignorance et les préjugés ; rester sans institutions, c'est se condamner à l'anarchie. « Serons-nous contraints de choisir entre la barbarie et la sottise ? Écrivains du XIX^e^ siècle, à vous seuls appartient de nous ôter cette triste alternative. » Les écrivains règnent sur l'opinion, et l'opinion sur le monde. Aux rois de les comprendre et de se mettre à la tête de leurs contemporains, comme le firent au XVI^e^ siècle Charles-Quint et Henri VIII, les deux grands théologiens ; au XVII^e^ Louis XIV, le protecteur des lettres ; au XVIII^e^ Catherine II et Frédéric II, les souverains philosophes.

Puis Saint-Simon s'adresse aux Parlements de France et d'Angleterre. Le régime du moyen âge, qui faisait de l'Europe un ensemble bien constitué, a succombé sous les attaques de Luther ; depuis lors, les guerres ont été continuelles, l'Angleterre en profita pour s'isoler, pour dominer les autres pays en les excitant l'un contre l'autre. Aujourd'hui que la France est libre, il faut que les deux pays constitutionnels rétablissent un lien général et durable. Si l'Angleterre s'y refuse par égoïsme,

l'Europe châtiera son ambition comme elle vient de punir l'ambition française.

Le gouvernement parlementaire fournit le seul moyen de rétablir la paix en Europe. Le Congrès de Vienne n'y réussira pas, chaque puissance n'ayant en vue que son intérêt particulier. L'Autriche dira que la nature lui a donné la prépondérance en Italie et en Allemagne : la Suède, que la nature lui a donné la Norvège. « Assemblez congrès sur congrès, multipliez les traités, les conventions, les accommodements, tout ce que vous ferez n'aboutira qu'à la guerre. » L'équilibre des puissances est un leurre ; la paix véritable n'existe qu'avec une force coactive chargée de la maintenir. Deux hommes l'ont compris, Henri IV et l'abbé de Saint-Pierre ; mais Henri IV n'eut pas le temps d'appliquer ses vues, Saint-Pierre ne sut proposer qu'une combinaison factice.

Commençons par chercher la meilleure forme de gouvernement possible ; c'est la méthode d'observation qui nous l'indiquera. La meilleure constitution est celle qui organise les pouvoirs publics de façon que chaque problème soit étudié à fond. Toute question doit être examinée quant à l'intérêt général et quant à l'intérêt particulier ; il faut donc deux pouvoirs se plaçant à ces deux points de vue ; et entre les deux il en faut un troisième, le pouvoir « réglant ou modérant ». La royauté s'occupant de l'intérêt général, les communes défendront les inté-

rêts particuliers ; les pairs seront le pouvoir modérateur. C'est ce que la Constitution anglaise a réalisé. Ajoutons que, comme l'hérédité amène quelquefois au trône des incapables, on sépare dans la royauté le titre, laissé au monarque, du pouvoir réel, qui appartient à un premier ministre imposé par l'opinion publique ; c'est réunir les avantages de l'hérédité à ceux de l'élection.

Voilà le système qui doit être étendu à l'Europe entière. On commencera par établir dans tous les pays des parlements nationaux, puis au-dessus d'eux un parlement général ; il se formera un patriotisme européen, destiné à devenir aussi fort que l'est aujourd'hui le patriotisme national. Et Saint-Simon, selon son habitude, expose dans le plus grand détail ce projet si éloigné de la réalité. La Chambre des députés comprendra des négociants, des savants, des magistrats, des administrateurs, tous gens habitués à porter les yeux au-delà de leur pays ; chaque million d'hommes élira un député de chacune de ces catégories. Tout député, pour être indépendant, devra posséder 25,000 francs de rentes en terres ; les pairs, nommés par le souverain à titre héréditaire, devront posséder chacun au moins 500,000 francs de rentes en biens-fonds. Quant au roi de l'Europe, Saint-Simon remet prudemment à plus tard de s'en occuper. Le Parlement européen, siégeant dans une ville placée sous sa domination exclusive,

devra examiner les questions d'intérêt général, accomplir les grands travaux, par exemple les canaux du Rhin au Danube, du Rhin à la Baltique; il déversera le trop-plein de notre partie du monde sur les autres continents, et dirigera en Europe l'instruction publique, en imposant à tous le même code de morale.

Le rêveur lui-même doit avouer que l'Europe n'est pas encore capable de se constituer en États-Unis. Il faut, du moins, lui donner l'exemple en formant une fédération franco-anglaise dirigée par un parlement franco-anglais; ayant plus d'expérience de la vie parlementaire, les Anglais posséderont les deux tiers des voix. Cette alliance est nécessaire aux deux pays. En Angleterre, l'accroissement de la dette, la cherté des vivres amèneront une révolution, à moins que la Grande-Bretagne ne s'unisse avec la France, avec un associé riche qui soutiendra de ses capitaux la grande maison endettée. En France, la situation n'est pas mieux assurée. Comparez la révolution de 1789 à celle de 1648, et vous y trouverez cinq termes semblables. D'abord le progrès des lumières montre les inconvénients de l'ancien régime, tout le monde s'entend pour y porter remède ; puis le charme cesse, le parti qui détient l'autorité veut revenir sur ses pas, et les novateurs excitent la populace contre lui; en troisième lieu, la populace prend le pouvoir, ce qui amène l'anarchie, la guerre civile, la

famine ; ensuite on a soif d'ordre, de despotisme, on accepte une domination guerrière ; enfin, le calme renaît, l'ordre social nouveau s'organise. Voilà les cinq époques auxquelles correspondent la Constituante, la Législative, la Convention, la tyrannie de Bonaparte, le retour des Bourbons. Il y a eu un sixième terme en Angleterre, l'expulsion des Stuarts ; pareil sort menace la dynastie française. Tout le monde est mécontent : la noblesse nouvelle méprise la noblesse ancienne, les commerçants se plaignent de l'orgueil des gentilshommes, le sentiment national est révolté par l'humiliation de la France. Tout le monde accepte la Charte, mais elle est mal appliquée ; les députés, façonnés au despotisme de Bonaparte, n'osent se croire indépendants ; les pairs ne le sont pas, puisqu'on leur refuse l'hérédité ; Louis XVIII demeure incertain[1]. C'est lui qui est menacé, parce qu'on lui rapporte tout, parce que la responsabilité ministérielle n'existe pas encore. L'union avec l'Angleterre satisfera l'orgueil national aussi bien que les besoins du commerce et de la marine.

Les deux pays ainsi réunis gagneront facilement l'Allemagne à leur cause. Saint-Simon juge les Allemands en contemporain de Mme de Staël : « La

[1] « Eloigné par sa philosophie et son caractère de toute idée d'autorité absolue, il y est ramené malgré lui par le pouvoir des habitudes de l'enfance et par les conseils de ceux qui l'entourent : d'un côté sa sagesse le sollicite, de l'autre son éducation le rappelle. »

morale la plus pure, une sincérité qui ne trompe jamais, une probité à toute épreuve se rencontrent chez la nation allemande. » Or l'Allemagne s'agite et veut la liberté : une révolution y sera forcément sanglante, à moins que l'Angleterre et la France n'interviennent pour apaiser la lutte. Il faut aussi que l'Allemagne fasse son unité, pour ne pas rester à la merci de ses voisins. Alors un parlement des trois puissances achèvera la réorganisation de l'Europe. Saint-Simon et Augustin Thierry concluent par ces paroles enthousiastes : « L'imagination des poètes a placé l'âge d'or au berceau de l'espèce humaine, parmi l'ignorance et la grossièreté des premiers temps : c'était bien plutôt l'âge de fer qu'il fallait y reléguer. L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au devant, il est dans la perfection de l'ordre social : nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour ; c'est à nous de leur en frayer la route. » Les hommes de notre fin de siècle, qui voient les haines nationales grandir et les haines sociales s'envenimer, ne peuvent relire ces lignes sans un sentiment de tristesse.

II

Saint-Simon avait beau écrire au tsar pour lui soumettre son livre[1], ce n'était qu'une belle utopie digne de prendre place à côté de celle de l'abbé de Saint-Pierre. Mais, tout en prônant le gouvernement parlementaire pour l'Europe, il travaillait par les moyens les plus pratiques à le consolider en France. *Le Censeur*, le recueil libéral de Comte et Dunoyer, publia un article de lui sur la nécessité d'organiser le ministère et l'opposition[2]. C'est un élève de l'Angleterre qui parle ici. L'existence de deux grands partis est nécessaire, parce qu'ils se surveillent l'un l'autre. Tous deux doivent être constitutionnels ; c'est facile, maintenant que Louis XVIII a imposé silence aux hommes rétrogrades. Le ministère a pour lui le pouvoir et les places, l'opposition n'a qu'une force, l'esprit public ; formons donc l'esprit public. Un parti n'est constitué que lorsqu'il obéit à un chef ; or l'opposition seule possède un vrai chef, tandis que le ministère est une réunion d'hommes choisis par le roi : c'est dans l'opposition que doit s'organiser le futur ministère. Nous sommes encore loin de ces habitudes : « Je vois des ministres, et point de ministère, des oppo-

[1] Nous n'avons plus cette lettre. Voir *Œuvres*, II, p. 1.
[2] *Le Censeur*, t. III, p. 334 et suiv.

sants, et point d'opposition. » Montrons aux Français leur intérêt à maintenir la Charte ; car l'humanité a vieilli, on ne se passionnera pour le régime parlementaire que si l'on a la conviction que les fortunes privées y sont attachées. Toute une classe de nos compatriotes, les propriétaires de domaines nationaux, a évidemment besoin du maintien de la Charte ; l'inquiétude qu'inspirent les attaques des ultra-royalistes a fait tomber ces domaines à vil prix ; que les propriétaires s'unissent et forment un parti d'opposition constitutionnelle. L'opposition doit exister hors des Chambres, pour appuyer celle qui est au Parlement ; autrement il faudrait des Fabricius pour devenir députés opposants, et le temps des Fabricius est passé. Que le parti libéral soutienne ses champions par des souscriptions, « et un homme de talent, sans se dévouer à mourir de faim, pourra être autre chose que ministériel ». Notre publiciste présente ces idées à Louis XVIII, en rappelant qu'il descend des Saint-Simon.

Cette proposition d'assurer les propriétaires de domaines nationaux reparut peu après ; cette fois Saint-Simon apporte un plan précis et détaillé. Une agence générale sera formée à Paris ; les forts souscripteurs constitueront le petit conseil, qui dirigera tout, car les riches doivent payer de leur personne et de leur bourse[1]. On établira des

[1] *Le Censeur*, t. IV, p. 10 et suiv. « Il n'y a point de liberté, point de prospérité possible pour un État si les riches ne cherchent point

agences départementales, véritables banques de prêts pour les propriétaires ; on publiera des journaux sur les affaires courantes, et des livres destinés à défendre les biens nationaux. Saint-Simon allait donner l'exemple en composant un ouvrage à ce sujet[1] quand on apprit le retour de l'île d'Elbe.

A cette nouvelle, le réformateur, indigné de voir interrompre l'œuvre de paix, fulmine contre Napoléon dans un pamphlet daté du 15 mars 1815[2]. Les Anglais, qui se sont levés en masse en 1745 contre le descendant des Stuarts, auraient montré encore plus d'ardeur contre un Cromwell venant les envahir. Or c'est un Cromwell qui aujourd'hui attaque la France : « Croit-il que nous oublierons ce qu'il fut, ce que nous sommes, ce que nous voulons être ? » Ses promesses libérales fussent-elles sincères, lui et les siens ne pourraient les tenir. Tous doivent s'armer contre lui ; les soldats n'oublieront pas la patrie pour un homme.

Cinq jours après, Napoléon entrait à Paris et, trompant les prédictions de ses ennemis, faisait préparer l'Acte additionnel. Saint-Simon et son élève donnèrent, le 18 mai, une consultation poli-

la considération, s'ils ne mettent pas, pour ainsi dire, leur vanité dans de grands sacrifices faits pour l'utilité publique... Nous ne savons donc pas que les gouvernés ont leurs devoirs, leurs soins, leurs fonctions tout aussi bien que ceux qui gouvernent! » (P. 15-16.)

[1] *Le Défenseur des propriétaires de domaines nationaux.*

[2] Profession de foi du comte de Saint-Simon au sujet de l'invasion du territoire français par Napoléon Bonaparte. *Œuvres choisies*, II, p. 329.

tique à ce propos[1]. Mal revenus de leurs défiances contre l'Empereur, c'est à la nation française qu'ils s'adressent ; elle doit agir tout de suite, avant le Champ de Mai, avant de se donner un maître ; qu'elle impose à celui-ci l'union avec l'Angleterre. C'est la seule alliance possible. L'Autriche, pays de réaction, veut asservir l'Italie ; s'unir à elle, ce serait contredire notre passé ; d'ailleurs Napoléon, déjà membre de la famille impériale de Vienne, en prendrait les habitudes et les tendances. La Russie est une puissance purement conquérante ; il faudrait, pour avoir son appui, conquérir avec elle, et compromettre nos libertés, ou la laisser conquérir seule, et compromettre l'existence nationale. La Prusse, plus éclairée que ses voisines, est animée d'une haine si ardente contre Napoléon qu'on ne peut songer à elle. Reste l'Angleterre : tous ces pays sont absolutistes, l'Angleterre est libérale ; elle est puissance maritime, la France puissance continentale. Son gouvernement nous hait, mais les deux peuples s'entendront : c'est la seule union sûre, car la Nation est toujours la Nation, tandis que les alliés de Louis XVIII ne sont pas ceux de Napoléon. La nation française doit déclarer au Champ de Mai que le peuple anglais est désormais notre allié naturel.

[1] Opinion sur les mesures à prendre contre la coalition de 1815, par Henri Saint-Simon et Augustin Thierry. *Œuvres choisies*, II, p. 335.

Il convient aussi d'ajouter deux déclarations à l'acte constitutionnel. Par la première, le peuple français refuse au gouvernement le droit d'agrandir le territoire, même par des traités, s'il s'agit d'un accroissement de plus de 100,000 individus. Si le gouvernement croit ces traités possibles, voici comment on procédera : « Le peuple qu'il s'agira d'incorporer à la France, de son côté, et le peuple français du sien, devront au préalable manifester leur vœu à cet égard par des signatures individuelles ; et l'union ne sera réputée légitime, et comme telle effectuée, que dans le cas où de part et d'autre la majorité absolue aura voté pour elle ; autrement, elle ne pourra avoir lieu. » Par une seconde déclaration, le peuple français acceptera l'Acte additionnel, mais, le déclarant provisoire, il invitera la Chambre des députés à s'ériger en Constituante dès qu'elle le jugera nécessaire.

III

Voilà les ouvrages de ce que l'on peut nommer la période parlementaire de la vie de Saint-Simon. Ils sont en partie un reflet de l'opinion publique sous la première Restauration. Ce qui tempérait pour les classes instruites l'amertume de la défaite, c'était la joie d'avoir enfin trouvé un régime pacifique et libéral. Les partisans de la Charte se

prenaient de sympathie pour l'Angleterre et demandaient aux ennemis d'hier des leçons de politique. Saint-Simon partage ces sentiments, mais cela ne l'empêche pas de démêler tout de suite les périls qui menacent la dynastie restaurée: il signale l'humiliation d'un peuple habitué à la gloire, l'abîme qui sépare les émigrés de la nation, l'inquiétude des acquéreurs de domaines nationaux. Aussi, après avoir accueilli avec autant de colère que Benjamin Constant le retour de l'île d'Elbe, il se résigne au fait accompli, mais sans enthousiasme, sans éloges pour le monarque rentré aux Tuileries.

La part de la chimère est grande chez lui, comme toujours; on sourit en lisant ces projets de fédération franco-anglaise, de parlement européen. Mais aussi, que de vues fines et ingénieuses, par exemple cette comparaison entre les révolutions de France et d'Angleterre, qui va défrayer les journaux jusqu'en 1830! Et même, dans ses projets, tout doit-il être écarté? Ses paroles sur l'annexion de territoires nouveaux, sur la nécessité d'un plébiscite libre, sont d'un véritable précurseur. La France a fait entrer ce principe dans la politique européenne lors de la réunion de la Savoie, et c'est la violation de cette règle vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine qui tient aujourd'hui toute l'Europe en armes.

Augustin Thierry a dû collaborer avec plaisir à

ces écrits, car les idées de Saint-Simon étaient également celles du jeune et ardent libéral, qui allait mener une si âpre guerre contre les ultra-royalistes. Mais, en 1817, ils se séparèrent, peu après la publication du premier volume de *L'Industrie*, qui contenait encore un ouvrage d'Augustin Thierry. Saint-Simon avait un caractère impérieux; son secrétaire ne voulut plus subir sa volonté. Le premier dit un jour : « Je ne conçois pas d'association sans le gouvernement de quelqu'un. — Et moi, répartit Thierry, je ne conçois pas d'association sans liberté. » Ce fut le signal de la rupture [1]. Elle ne les brouilla pas complètement. Saint-Simon, peu de temps avant sa mort, reçut en hommage de son ancien élève *la Conquête de l'Angleterre par les Normands;* il eut encore la force de lire l'ouvrage et d'en comprendre le mérite; mais, devançant les historiens anglais de notre temps, il reprochait à Augustin Thierry d'avoir exagéré les maux de la conquête et méconnu le progrès social dont elle fut la cause. Le

[1] Guigniaut, *Notice historique sur la vie et les travaux de M. Augustin Thierry* (Paris, 1863, 4°), p. 30. L'influence de Saint-Simon est encore sensible dans un article de Thierry publié par *le Censeur européen* en 1817 (t. II, p. 107 et suiv.). A propos des élections qui vont avoir lieu, il expose, conformément au système industriel de Saint-Simon, la lutte nécessaire entre les travailleurs et les gouvernants ; et il dresse une liste d'industriels à élire, tels que La Fayette (qui est considéré comme industriel), Laffitte, Ternaux, Casimir Périer. Tout cet article pourrait être signé de Saint-Simon.

grand historien vint assister aux funérailles du philosophe [1].

Ces trois années de rapports avec Saint-Simon n'ont sans doute pas été inutiles à Augustin Thierry. Ses travaux sur l'histoire des communes ont dû avoir pour point de départ des conversations avec son maître, qui a montré dans cet affranchissement le présage du triomphe des idées modernes. Tous deux aussi ont déploré l'insuffisance des ouvrages historiques antérieurs, cette insuffisance qui a fait dire à Saint-Simon que l'histoire n'est jusqu'à présent que la biographie du pouvoir, et à Thierry qu'il nous manque « l'histoire des citoyens, l'histoire des sujets, l'histoire du peuple ».

[1] Hubbard, p. 105. Bazard a plus tard développé cette critique contre l'ouvrage de Thierry dans ses Considérations sur l'histoire, publiées par *le Producteur*, en 1826.

CHAPITRE V

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES EN 1815 ET LES ÉCRITS DE SAINT-SIMON

Après Waterloo se produit une évolution nouvelle dans l'esprit de Saint-Simon. Son but est, comme auparavant, de donner à la France et à l'Europe une organisation définitive; cette fois, il croit en avoir trouvé l'instrument dans l'industrie. Une grande transformation économique allait s'accomplir en France; il faut en étudier les débuts pour comprendre le nouveau système de notre philosophe.

I

Ce sont les progrès des sciences qui ont rendu possible le développement industriel de notre siècle. Ces progrès étaient déjà marqués sous Louis XVI; aussi l'industrie fit-elle un grand pas en avant et, sans la Révolution, ses triomphes en France date-

raient peut-être de 1780 [1]. La Terreur elle-même ne l'arrêta pas [2]. Après le 18 brumaire, les travaux pacifiques reprirent sous Napoléon; le blocus continental, en fermant une partie de l'Europe aux marchands anglais, obligea l'industrie française à créer des produits nouveaux, et les conquêtes de l'Empereur lui ouvrirent de vastes débouchés. Napoléon l'encourageait de son mieux; les grands prix de 10.000 francs fondés par les décrets de l'an XII n'étaient pas seulement réservés aux meilleurs ouvrages de science, de peinture ou d'art dramatique; il y en avait pour la machine la plus utile, pour l'établissement le plus avantageux à l'industrie. Enfin les Richard Lenoir et les Oberkampf reçurent la Légion d'honneur.

A côté de l'action du gouvernement, celle des particuliers se faisait sentir. Il y avait à Paris un groupe de libéraux, hommes de bien, que l'on retrouve en ce temps à la tête de toutes les œuvres utiles; dignes héritiers des gentilshommes réformateurs qui vivaient sous Louis XVI, ils s'inspiraient de l'exemple de l'Angleterre et tâchaient d'imiter ses associations. Les principaux furent MM. de Lasteyrie, de Gérando et de Laborde. Tout ce groupe se réunissait dans le salon du grand industriel Benjamin Delessert; c'est là que Lasteyrie exposa les avantages tirés par l'Angleterre de la

[1] *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. I, p. 42.
[2] Chaptal, *Souvenirs sur Napoléon*, introduction (vie de Chaptal).

Société pour l'encouragement des arts, des manufactures et du commerce, fondée à Londres en 1754. On résolut d'en faire autant pour la France : ainsi naquit en 1802 la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

Néanmoins la guerre paralysait ces efforts, et le monde des travailleurs soupirait après la paix. Elle fut obtenue en 1815, et la France, appauvrie par tant de luttes, obligée de payer aux vainqueurs une indemnité considérable, eut l'ardent désir de s'enrichir par le travail. Les premiers jours de la Restauration furent remplis par la Terreur blanche, par la lutte contre la Chambre introuvable, par l'occupation étrangère ; mais, dès que le calme reparut, on se mit à l'œuvre. Plusieurs publicistes annonçaient que l'ère des combats était close, que les seules luttes possibles entre peuples civilisés étaient les batailles pacifiques de l'industrie. Benjamin Constant l'avait prédit avant la chute de Napoléon [1] ; ce fut répété sans relâche dans un recueil très lu à ce moment, *le Censeur européen*, rédigé par Charles Comte et Dunoyer. En 1814, Comte avait publié *le Censeur ;* porte-parole du libéralisme, il ne s'y occupait que de politique proprement dite : la lutte contre le clergé, contre les émigrés, et surtout la défense de la liberté de la

[1] « Nous sommes arrivés à l'époque du commerce, qui doit nécessairement remplacer celle de la guerre... » Cité par Dunoyer, *Œuvres*, t. II (Paris, 1870), p. 176.

presse étaient ses principaux soucis. Mais dans sa nouvelle Revue, qui paraît en 1817, les problèmes économiques tiennent la première place. Dès le début, Comte prouve que la question essentielle de l'ordre social est la propriété, que les gouvernements ont pour unique mission de protéger la classe laborieuse contre la classe « oisive et dévorante » : les Romains ont pu s'enrichir en pillant le monde, les modernes ne doivent vivre que par le travail [1]. Et voici comment un économiste renommé, Ganilh, terminait un de ses livres : « Tant que les hommes seront dominés par la passion des richesses, et il est bien à craindre qu'elle ne dure autant que l'espèce humaine, il n'y aura que deux moyens de la satisfaire, ou la guerre et les spoliations, ou la paix et le commerce. Souverains de la terre, choisissez [2] ! »

Ces exhortations produisirent un résultat pratique. Le gouvernement des Bourbons tâcha d'organiser et d'encourager l'industrie, surtout sous le ministère libéral de Decazes. En 1819 furent créés le Conseil général du commerce et celui des manufactures. La même année l'on rétablit l'usage des expositions industrielles, qui se succédèrent tous les quatre ans sous la Restauration ; à celle

[1] Considérations sur l'état moral de la nation française. (*Censeur européen*, t. I, p. 1 et suiv.).

[2] *La théorie de l'économie politique*, 2e éd., t. II, p. 486 (Paris, 182?, 8°).

de 1819, le roi décora dix inventeurs, parmi lesquels Jacquart, Kœchlin, Firmin Didot. Enfin Decazes créait au Conservatoire des arts et métiers trois cours nouveaux, ceux de mécanique, de chimie industrielle et, ce qui était plus significatif, celui d'économie industrielle, confié à Jean-Baptiste Say.

En même temps, de nombreux écrivains indiquaient aux capitalistes français le moyen de lutter contre la concurrence anglaise et leur exposaient ce qui était fait, ce qui restait à faire. Parmi les livres écrits sur ces questions, les plus remarquables furent ceux de Chaptal et de de Laborde[1]. Ancien ministre et grand chimiste, Chaptal joignait l'expérience de l'administrateur à l'autorité du savant. Son livre commence par un tableau du passé; puis il montre que l'industrie manufacturière et l'industrie agricole, loin de se combattre, sont destinées à s'entr'aider. Après avoir exposé la situation et les progrès possibles de l'agriculture française, il en fait autant pour les manufactures et se félicite d'avoir vu disparaître les barrières qui autrefois séparaient les fabricants des savants[2].

[1] Chaptal, *De l'industrie française*. Paris, 1819, 2 vol. 8°. De Laborde, *De l'esprit d'association*, 1818. Nous le citons d'après la 2e édition, Paris, 1821, 2 vol. 8°.

[2] « Aujourd'hui les rapports les plus intimes existent entre eux : le manufacturier consulte le savant, il lui soumet les difficultés qu'il rencontre, il adopte ses avis avec une entière confiance, et ils marchent de concert vers la perfection des arts. » T. II, p. 112.

De Laborde se place à un point de vue plus théorique, tout en évitant « ces illusions de perfectibilité et d'utopie » qui ne sont que dangereuses. Le principe unique de l'ordre social est le travail, source de l'industrie : celle-ci comprend l'agriculture, les manufactures, le commerce. « Le travail est l'art pratique du bonheur, comme la philosophie en est la science spéculative. » Mais l'homme isolé demeure impuissant : il a besoin de l'association. Deux systèmes différents existent, celui de corporation et celui d'association : le premier, dominant sous la féodalité, a décliné peu à peu grâce à l'affranchissement des communes ; c'est le second qui seul peut enrichir la France, comme il a fait la fortune de l'Angleterre. Et l'auteur d'exposer toutes les multiples associations qui lui paraissent désirables : associations municipales pour la création des produits ; associations industrielles pour l'accroissement des produits (il s'agit des banques) ; associations militaires pour la garantie des produits, c'est-à-dire la garde nationale, qui doit remplacer à peu près complètement l'armée régulière. Le crédit public, la culture, les fabriques, le commerce, l'instruction, la bienfaisance tireront également profit de l'esprit d'association. Cherchant toujours ses modèles en Angleterre, de Laborde signale avec éloges les sociétés déjà formées en France ; que d'autres les suivent, sous l'œil bienveillant du gouvernement qui doit se borner à

encourager ces efforts. — Tout cet ouvrage respire le patriotisme le plus sincère, les sentiments les plus nobles ; optimiste comme la plupart de ses contemporains, de Laborde prévoit des progrès rapides : « On peut déjà entrevoir, dit-il, l'époque où il n'y aura pas un individu en France qui ne saura lire, écrire et compter, qui ne connaîtra la morale et la religion, et enfin qui sera inférieur à un autre en sentiments élevés et en connaissances utiles. » Il raille les fils de gentilshommes qui méprisent les manufactures, mais adresse également un blâme aux théoriciens trop pressés qui veulent troubler le peuple [1]. Ce livre est le programme admirable des esprits généreux qui rêvaient une France nouvelle, pacifique et laborieuse.

Un point sur lequel insistent Chaptal et de Laborde, comme le fera Saint-Simon, c'est la nécessité pour l'industrie d'être non seulement protégée, mais honorée ; alors seulement elle attirera les regards de tous les hommes éminents. Le second rappelle qu'en Angleterre les grands industriels deviennent lords et vont siéger à côté des Nelson et des Wellington ; le premier affirme que, « lors-

[1] « Que ceux qui se croient dans leur province une importance exclusive par quelques vieux souvenirs, quelques chroniques ignorées, viennent visiter l'établissement de M. Ferrey à Essonne. » — « Vous qui appelez sans cesse les classes inférieures à la participation de tous les avantages sociaux, tremblez de les y voir parvenir sans les lumières suffisantes pour les posséder. » T. I, p. 22 ; t. II, p. 142, 151.

qu'un gouvernement n'attache pas aux personnes qui exercent une profession toute la considération qu'elles méritent, il étouffe en elles les sentiments généreux qui les portent à sacrifier leur propre intérêt à l'intérêt de leur patrie [1] ».

II

Pendant que ces deux écrivains donnaient à l'industrie des conseils pratiques, les théories économiques étaient mises à l'ordre du jour par Jean-Baptiste Say. C'est lui qui fit connaître à notre pays la science fondée par Adam Smith, et qui proclama l'indépendance de l'économie politique, en la séparant de la politique et de l'administration. Au moment où le canon tonnait de Cadix à Moscou, l'adversaire de Napoléon démontra que tous les peuples sont unis par leurs intérêts, que la prospérité de chacun ouvre aux autres des débouchés nouveaux, que les guerres, les prohibitions, les monopoles, ne sont pas seulement des crimes, mais des fautes. Le souverain, disait-il, doit gouverner le moins possible, le moins cher possible, et se borner à garantir la sûreté des travailleurs. Paru en 1803, le *Traité d'économie politique* eut un grand succès et atteignit sa quatrième

[1] Chaptal, t. II, p. 222.

édition en 1819 ; depuis 1815 Jean-Baptiste Say enseigna ses doctrines à l'Athénée, en attendant que le gouvernement lui confiât la chaire du Conservatoire des arts et métiers. Les disciples furent nombreux : si Chaptal, ancien administrateur de l'Empire, faisait quelques réserves contre la liberté commerciale, de Laborde la louait avec enthousiasme ; d'innombrables écrits parurent, qui ne faisaient que paraphraser et développer Smith et Say. Toutefois la nouvelle doctrine était loin de s'imposer à tous ; non seulement les grands propriétaires se coalisaient contre elle pour défendre leurs intérêts, mais, dans le domaine théorique même, elle fut vivement contestée. Le débat prit une grande ampleur, intéressant le public aux problèmes économiques et par là aux problèmes sociaux qui en sont inséparables.

Les premières attaques dirigées contre les économistes vinrent des partisans de l'ancien système commercial. Ferrier, dans un ouvrage paru en 1804 et qui atteignit sa troisième édition en 1822, opposa l'administration à l'économie politique, Colbert et Necker à Smith [1]. Il attaqua cette prétendue science qui négligeait les sociétés pour ne voir que les produits, qui protégeait l'usure, rabaissait le travail intellectuel et glorifiait la contre-

[1] *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce.* Paris, 8°. Le système mercantile fut aussi défendu par Le Blanc de Volx.

bande; il se moqua de ces orgueilleux docteurs, Say, Ricardo, Malthus, qui ne savaient même pas s'accorder entre eux. Pendant ce temps Ganilh reprochait à la nouvelle science de rester purement spéculative, de prendre un caractère philosophique et absolu, de négliger la statistique qui en est « la partie élémentaire, nécessaire et fondamentale »; et, comme autrefois Necker, il condamnait également le système de la liberté illimitée ou celui de la restriction à outrance [1].

Des adversaires plus redoutables, mettant aussitôt le doigt sur la plaie, blâmèrent l'économie politique au nom de la morale. Ils lui reprochaient de se borner à quelques considérations vulgaires sur le moyen de produire les richesses, et d'oublier tout ce qui fait vraiment la grandeur de la science politique. Citons d'abord, dans cet ordre d'idées, un ouvrage qui n'a d'intérêt que par sa bizarrerie, celui d'Ecrement [2]. Par un mélange singulier, il joint sans cesse l'éloge du luxe à des préoccupations morales et catholiques. Le budget doit être porté jusqu'à 1,500 millions; les gros impôts enrichissent le peuple en faisant circuler l'argent; l'armée aura

[1] Ganilh, ouvrage cité.

[2] Ecrement, *Entretiens et vues sur l'économie politique*. Paris, 1817, 12°. C'est une réfutation de Ganilh. « L'économie politique, semblable à un cèdre majestueux, dont le gouvernement formerait le corps, dont les sciences et les arts constitueraient les branches, et la religion composerait la couronne, doit, à mon avis, embrasser tout ce qui exerce une influence sur le bonheur social. »

des uniformes superbes qu'on renouvellera tous les ans pour activer le commerce. En même temps il demande que les prêtres soient cinq pour cent de la population, que chaque arrondissement ait un couvent de filles. L'instruction sera universelle, avec deux instituteurs pour garçons et deux institutrices pour filles par chaque groupe de cinq cents âmes ; ainsi tous les crimes disparaîtront.

D'autres livres étaient plus sérieux. Aubert de Vitry, combattant le système de Malthus, reproche aux nouveaux savants de ne pas voir dans le progrès économique une décadence morale [1]. Il substitue au mot d'économie politique celui d'économie sociale, car c'est de l'homme social tout entier qu'il s'agit ; au contraire, Smith a « ravalé cette belle science, la plus noble et la plus utile de toutes, aux simples combinaisons de l'industrie, au mécanisme des travaux manuels [2] ».

L'optimisme est complet chez tous les partisans

[1] *Recherches sur les vraies causes de la misère et de la félicité publiques.* Paris, 1815, 8°. « Il est au moins douteux (p. 30), malgré les prétentions des économistes actuels, que notre luxe, qui doit, suivant leurs maximes, faire vivre les pauvres des passions des riches, augmenter au dehors la puissance des nations par l'accumulation des richesses au dedans, ait fait autre chose que mettre ceux qui n'ont pas d'or à la merci de ceux qui le possèdent, que corrompre les premiers par une cupidité impuissante, les abrutir par des travaux stupides, qu'enivrer les autres par l'abus des plaisirs, qu'entretenir constamment le germe du désordre dans l'intérieur des sociétés en favorisant les passions viles et sans frein. »

[2] P. 183. Il loue beaucoup l'économiste allemand de Soden d'avoir combattu Smith.

de Jean-Baptiste Say ; qu'on laisse l'industrie libre, s'écrient-ils, et tout ira bien. Le développement des machines leur paraît devoir, après quelques souffrances passagères, apporter aux capitalistes la richesse, aux ouvriers l'aisance et le bon marché. De même que Say, Chaptal et de Laborde vantent ces instruments du progrès [1]. Mais déjà quelques observateurs chagrins montraient les dangers de l'ordre de choses nouveau et, vrais précurseurs du socialisme, réclamaient la part des pauvres. Parmi eux se trouvait un médecin, Fodéré, dont le livre n'a paru qu'en 1825, l'année de la mort de Saint-Simon. Il constate la fièvre de lucre qui s'est emparée de tous [2]. Les pauvres n'ont rien gagné aux améliorations économiques, puisque « la morale n'a pas marché de pair avec les productions de l'esprit ». Au lieu des calculs de comptoir auxquels se livrent les économistes, il faut un système qui assure à tous les hommes leur part dans les bienfaits de la

[1] « Des personnes peu éclairées craignent toujours que l'emploi des machines n'enlève le travail à une grande partie des ouvriers qui sont employés dans les fabriques ; on a dû éprouver les mêmes craintes lorsqu'on a découvert la charrue et l'imprimerie. » Chaptal, II, p. 29. — « Cette admirable combinaison du travail et du génie multiplie tous les produits, rend toutes les jouissances usuelles sans diminuer l'emploi des ouvriers, puisque, dans les fabriques comme dans l'agriculture, elles ne remplacent que le dernier échelon de la société, que le temps, pour ainsi dire, de la fatigue et de l'apprentissage. » De Laborde, II, p. 13.

[2] *Essai historique et moral sur la pauvreté des nations.* Paris, 8°. « L'on ne voit de toute part (p. 6) que des fronts sourcilleux, que des gens qui veulent paraître riches, parce qu'ils craignent le mépris attaché aux apparences seules de la pauvreté. »

civilisation [1]. Ces machines tant vantées dégradent la classe ouvrière ; la ruine des corporations provoque une production excessive et trop souvent frauduleuse. L'auteur veut voir établir dans chaque département un Conseil du commerce et des arts industriels, libre d'autoriser ou de repousser toute machine nouvelle, et surtout chargé de taxer les salaires ; il y aura la taxe ordinaire, fixée en proportion des choses indispensables aux ouvriers, et la taxe extraordinaire, frappée temporairement sur un profit temporaire des maîtres. A côté de cette action du gouvernement, il faut l'initiative heureuse et charitable des patrons, selon le bel exemple donné par Owen à New-Lanark.

Avant le livre de Fodéré avait paru un ouvrage beaucoup plus important par le nom et le passé de son auteur, celui de Sismondi. L'écrivain génevois comptait parmi les disciples de Smith ; son livre sur la *Richesse commerciale*, paru en 1803, était conforme aux théories de la *Richesse des nations ;* et voici que ce champion de l'économie libérale faisait volte-face et déclarait la guerre à la nou-

[1] « Un sage aménagement de toutes les ressources, c'est-à-dire une bonne économie publique dont profitent, non pas le plus petit nombre, mais tous les membres indistinctement des diverses sociétés humaines, chacun suivant le rang qu'il y occupe, qui donne à tous l'assurance d'être à l'abri du mépris et de la misère, au moyen d'un travail soutenu, indépendant du hasard des circonstances, et qui produise annuellement une augmentation de véritables richesses par l'augmentation du nombre de ceux qui y travaillent... » (P. 21.) Fodéré insiste sans cesse sur l'importance de l'éducation morale.

velle école. Ce furent les souffrances causées par l'industrie nouvelle qui décidèrent sa conversion; il les avait vues en Italie, en Suisse et en France; on lui avait appris qu'elles étaient les mêmes en Angleterre, en Allemagne, en Belgique. Smith considérait la richesse toute seule; Sismondi, abordant la vraie question sociale, déclare qu'il faut toujours considérer le rapport de la richesse avec la population, et que le gouvernement, loin de laisser faire, doit sans cesse intervenir. La production excessive est un mal, puisque la consommation ne peut augmenter sans cesse. L'agriculture surtout exige les soins de la société: « Elle doit soumettre la propriété territoriale à une législation qui en fasse, en effet, résulter le bien de tous, puisque le bien de tous a seul légitimé cette propriété. » Dans l'industrie, le travailleur est exposé à des chômages terribles, et les machines ont augmenté ses maux. Il y a donc beaucoup à faire. Et Sismondi, répondant à Ricardo, s'écrie : « L'économie politique n'est pas une science de calcul, mais une science morale. Elle égare quand on croit se guider par des nombres; elle ne mène au but que quand on apprécie les sentiments, les besoins et les passions des hommes[1]. » Tous les socialistes français après 1830

[1] *Nouveaux principes d'économie politique, ou de la richesse dans ses rapports avec la population.* Paris, 1819, 2 v. 8°. — L. III, chap. II et XII.

n'ont guère fait, sans le savoir, que répéter Sismondi.

Ainsi les ennemis de l'économie politique étaient nombreux. Elle avait aussi des partisans qui, tout en acceptant ses théories, en tiraient des conséquences toutes différentes de celles des maîtres. C'était le cas de Fazy, le futur chef du parti radical en Suisse, dans son livre *L'homme aux portions*, imité pour la forme de *L'homme aux quarante écus*. Il loue Smith d'avoir introduit l'analyse dans les sciences morales, et Say d'avoir donné la méthode de l'économie politique [1]. Mais que d'hérésies dans son tableau de la France ! Cent mille individus, dit-il, reçoivent six millions de portions; car la France est assez riche pour fournir à chacun de ses trente millions d'habitants « une nourriture abondante, de bon linge, de bons habits, des logements sûrs, de l'instruction et de la jouissance des arts ». Ces riches consomment une grosse part de ces portions et distribuent le reste à des gens inutiles qui sont ainsi détournés de produire. Voilà le système qu'il faut changer entièrement, en favorisant le travail, et surtout celui des petits propriétaires.

Tel était le débat engagé au moment où Saint-Simon exposa le système industriel. Il connaissait les principaux des écrits et des écrivains dont nous

[1] « Aussi cette science approche-t-elle de ce degré positif hors duquel un bon esprit ne doit plus perdre son temps à de vaines recherches et à de vaines déclamations. » *L'homme aux portions*. Paris, 1821, 12° (p. 171).

avons parlé; de Laborde a été cité par lui avec éloge; Comte avait fait, en 1814, bon accueil à ses articles politiques; Jean-Baptiste Say le recevait chez lui; Chaptal laissait insérer une partie de son travail dans un recueil dirigé par Saint-Simon. Enfin il y avait alors à Paris plusieurs industriels et banquiers aux vues larges, aux idées élevées, dont les principaux comptèrent parmi les protecteurs de notre auteur; tels furent Laffitte, Ardoin, et principalement Ternaux[1]. Saint-Simon vivait donc dans la société des économistes et se proclamait leur disciple, mais, comme Fazy, ce fut un de ces élèves qui effrayent l'orthodoxie des maîtres. Sans prendre part aux discussions entre les amis et les adversaires de Say, il dut en subir l'influence, mais sa puissante originalité lui fit trouver des conclusions nouvelles. Après avoir envisagé l'industrie au point de vue purement économique, il y joignit bientôt le point de vue moral et prépara ainsi le système des saint-simoniens. Avant d'exposer sa doctrine, il faut énumérer les ouvrages ou fragments d'ouvrages où elle est contenue, et marquer ce qui a été fait par ses collaborateurs; car ici comme auparavant Saint-Simon s'est efforcé de mettre le principe d'association en pratique pour la propagande de ses théories.

[1] Ternaux prononça, le 10 juillet 1821, à la Chambre des députés, un discours où il se plaignait des préjugés nobiliaires contre le travail, préjugés que le ministère semblait approuver. Ce discours lui valut les chaleureux éloges de Saint-Simon, et un couplet spécial du *Chant des industriels* composé par Rouget de L'Isle.

III

Ce n'est qu'en 1817 que Saint-Simon annonça le nouveau système ; cependant on peut le pressentir déjà dans sa note de 1816 sur l'enseignement mutuel. Celui-ci était une des grandes préoccupations du jour. La Société pour l'instruction élémentaire, fondée par les hommes dont nous avons déjà parlé, de Laborde, de Gérando, de Lasteyrie, voulait répandre en France la méthode de Lancaster ; Carnot la favorisa pendant les Cent Jours, et la première assemblée générale se tint le 17 juin 1815, la veille de Waterloo. Les libéraux soutenaient cette association, tandis que les ultra-royalistes opposaient à l'enseignement mutuel l'enseignement simultané, en usage dans les séminaires ; la lutte des deux méthodes, transformée en débat politique, dura longtemps. Saint-Simon, qui figurait parmi les premiers souscripteurs de la nouvelle Société, lui présenta en 1816 tout un programme de réformes. On faisait fausse route, selon lui, en ne recherchant comme élèves que les enfants en guenilles ; il fallait entretenir dans l'école une propreté parfaite, afin d'attirer les enfants de la bourgeoisie, qui procureraient à l'œuvre les adhésions pécuniaires indispensables ; il fallait instruire la classe moyenne aussi bien que les simples

ouvriers. Puis, à côté des écoles primaires, l'auteur demande une école secondaire, où un certain nombre d'enfants sachant lire et écrire recevront une instruction spéciale [1]. La France a besoin, pour payer ses dettes, de beaucoup travailler : « Son objet, c'est donc l'industrie. » Cette école lui fournira un personnel d'élite. — Toute la note est fort intéressante ; notre philosophe a compris l'importance des écoles professionnelles.

C'est en 1817 que parut le premier volume de *L'Industrie* [2]. A part le prospectus, il ne contient rien de Saint-Simon ; la partie politique est d'Augustin Thierry ; la partie financière a été rédigée par Saint-Aubin, ancien membre du Tribunat, celui que Say appelait le bouffon de l'économie politique, « bouffon très judicieux », au témoignage de Blanqui aîné. Saint-Aubin demande au gouver-

[1] « Ceci, Messieurs, mérite de fixer toute votre attention ; c'est le moyen de donner à la France l'avantage de posséder une classe d'ouvriers d'une instruction supérieure à l'instruction des ouvriers dans les autres pays. » *Quelques idées soumises par M. de Saint-Simon à l'Assemblée générale de la Société d'instruction primaire.* 1816. — C'est analysé dans le *Dictionnaire de pédagogie*, art. Saint-Simon.

[2] *L'Industrie ou discussions politiques, morales et philosophiques.* Dans l'intérêt de tous les hommes livrés à des travaux utiles et indépendants. Par Henri Saint-Simon. Paris, 1817, 8°. T. I. Première partie, *Sur les finances*, par Saint-Aubin (p. 5-224). — Seconde partie, *Politique*, par Augustin Thierry, fils adoptif de Henri Saint-Simon. Puis vient une troisième partie (104 p.), encore sur les finances. La *Politique* porte comme sous-titre : *Des nations...* — D'après la notice de Guigniaut sur Augustin Thierry, elle avait déjà paru à part, sous ce second titre, en 1816.

nement de ne pas faire une banqueroute déguisée sous le nom de consolidation forcée, de ne pas traiter les créanciers nationaux plus mal que les étrangers. Il recommande l'usage des emprunts et critique le budget de 1817 comme mal fait, contraire aux intérêts des travailleurs, grevé de dépenses excessives pour la guerre et la marine.

Augustin Thierry, avec une ardeur juvénile, attaque la guerre et l'esprit de conquête dans sa *Politique*. Toute société, dit-il, est une ligue; la nation en est une aussi. Ce qui la constitue vraiment, c'est le patriotisme; ce qui la forme, ce n'est pas la géographie, mais la libre volonté des citoyens. « On n'associe les hommes que lorsqu'ils consentent », dit l'auteur comme pour lancer un défi au Congrès de Vienne. Le patriotisme était exclusif autrefois; pour les anciens, point de différence entre *ennemi* et *étranger*. C'est l'industrie qui a épuré ce sentiment et créé de nouveaux rapports entre les peuples. Ces rapports commencèrent par des rivalités mesquines : *Delenda est Carthago*, tel est le refrain que répétaient l'une contre l'autre la France et l'Angleterre. Mais un nouveau progrès s'est fait, et la coalition de 1815 a déclaré que l'existence d'une France grande et libre est nécessaire à l'Europe. La fraternité des peuples, pour être durable, a besoin que l'intérêt vienne s'ajouter au sentiment; cet intérêt serait évident si l'on n'y opposait des chimères. On pré-

tend que le domaine doit être arrondi, « que tel prince, qui n'était qu'un sot, s'étant laissé battre, il y a trois cents ans, les enfants de ceux qui l'ont battu sont nos ennemis naturels ». Seule, la Russie menace l'Europe et doit être surveillée ; dans l'Europe même, la guerre n'a plus de place : il y aura encore des luttes de soldats contre soldats, non de nation contre nation. Un peuple grandit par le travail, l'économie, la liberté. L'industrie déteste la guerre, à moins qu'on ne vienne l'attaquer. Dans ce cas, elle se défend vigoureusement, comme elle l'a fait en France contre les alliés de Pilnitz, en Europe contre les *brigands* de Bonaparte. Aujourd'hui, ces combats sont finis. « Vos armes, s'écrie le jeune historien, ce sont les arts et le commerce ; vos victoires, ce sont leurs progrès ; votre patriotisme, c'est la bienveillance et non la haine. Voulez-vous joindre à ces vertus douces les vertus fortes et mâles auxquelles le Lacédémonien se formait en combattant ? O citoyens ! vous avez des ennemis plus acharnés que les Perses, l'ignorance et ceux qu'elle fait vivre [1]. »

Après ce premier volume de *L'Industrie*, un second parut sous le même titre [2]. Une déclaration de principes indique l'objet de l'entreprise. Puis viennent les *Lettres de Henri Saint-Simon à un Américain*, où l'auteur invoque l'exemple de la

[1] Cette *Politique* est insérée dans les *Œuvres*, t. II.
[2] Paris, 1817, 8°.

jeune démocratie industrielle d'outre-mer [1]. Le même volume contient des extraits de brochures et de discours de Laffitte, de Casimir Périer et de M. B***, négociant : tous recommandent le recours à l'emprunt et le payement intégral des dettes de l'État envers les créanciers nationaux. — Ensuite cent pages de Chaptal sont consacrées aux progrès de l'industrie depuis trente ans. Un avant-propos indique pourquoi l'on a inséré ce long morceau : l'industrie fut très libre sous la tyrannie de la Convention, aussi a-t-elle progressé malgré l'anarchie générale : donc l'industrie n'a besoin que de liberté. — La dernière partie a pour titre : *Les trois époques*, par M. X***. L'auteur résume et apprécie les trois époques qui se sont succédé depuis 1789 : l'époque révolutionnaire, l'époque guerrière, l'époque industrielle ; selon lui, la Révolution est arrivée à son terme, et l'industrie donnera la paix et le bonheur. — Le volume se termine par une conclusion où il est facile de reconnaître la plume de Saint-Simon.

Puis vint le tome III de *L'Industrie*, qui parut par cahiers successifs en 1817 ; les trois premiers sont l'œuvre d'Auguste Comte, le quatrième est de Saint-Simon. Le tome IV est aussi de Saint-Si-

[1] Dunoyer attribue ces *Lettres* à un jeune professeur nommé Maignien ; malgré ce témoignage, la violence de Dunoyer contre Saint-Simon, les nombreux passages de ces lettres où celui-ci parle de ses campagnes d'Amérique, enfin le style qui est bien le sien, nous empêchent d'attribuer à Maignien autre chose qu'une faible part de collaboration. V. Dunoyer, ouvrage cité, p. 184 et suiv.

mon ; il en parut d'abord un premier cahier, en 1817 ; puis, en 1818, une autre partie intitulée *Moyen constitutionnel d'augmenter les richesses de la France...*

Le recueil suivant, *le Politique*, est annoncé comme rédigé par une société de gens de lettres ; c'est un volume de Mélanges[1]. Saint-Simon n'y paraît pas sous son nom ; mais ses disciples nous ont appris qu'il était l'auteur des deux articles publiés ensuite à part[2]. De plus, c'est évidemment lui qui signe *A*, comme le prouvent les indications qui suivent chaque signature : « A., membre de la Société de Cincinnatus ; A., qui a été un des premiers acquéreurs de biens nationaux ; » et d'autres dans le cours des articles[3]. C'est le principal rédacteur. A côté de lui on trouve B., ancien élève de l'École polytechnique, c'est-à-dire Auguste Comte, et L., qui est Lechevallière ; puis d'autres, qui signent également d'une initiale. A. s'attache surtout à montrer qu'il faut licencier presque entièrement l'armée permanente ; B. fait la critique du budget. A part cela, les principaux articles sont consacrés à combattre la proposition Barthélemy, qui demandait la réforme de la loi électorale. Les

[1] *Le Politique*, par une société de gens de lettres. Mélanges. Janvier 1819.

[2] *Le parti national ou industriel comparé au parti antinational. — Sur la querelle des abeilles et des frelons.*

[3] A. parle de son voyage à York-Town et de ses onze mois de captivité sous la Terreur.

auteurs du *Politique* s'indignent : « Sonnez ! sonnez l'alarme, trompettes de l'opinion publique ! » Mais bientôt ils se rassurent et se réjouissent de cette proposition qui, en excitant la colère des industriels, va secouer enfin leur torpeur [1].

Le recueil suivant, *L'Organisateur*, parut d'une manière encore plus confuse que les précédents, par livraisons éparses, en 1819 et 1820. La première livraison contenait un vif et piquant pamphlet contre l'inutile aristocratie des courtisans et des fonctionnaires ; cette *Parabole*, comme l'ont nommée les saint-simoniens, valut à l'auteur un procès retentissant. Très heureux de cette réclame inespérée, Saint-Simon développa et compléta ses assertions dans quatre lettres adressées aux jurés, tout en continuant *L'Organisateur* avec l'aide d'Auguste Comte.

Le philosophe désire convertir à ses vues le roi et les industriels, et provoquer une alliance entre eux. C'est l'objet du recueil qui apparaît en 1821, *le Système industriel*. Le but assigné par lui à la société future est plus élevé qu'auparavant : elle cherchera non seulement à s'enrichir, mais à faire profiter les pauvres de ces richesses ; elle suivra l'inspiration des philanthropes. Saint-Simon re-

[1] *Le Moniteur* du 10 juin 1819 rend compte d'une discussion à la Chambre des députés sur la pétition de Saint-Simon, demandant le droit de poursuivre le sous-préfet de Péronne et le percepteur de Doingt pour levées illégales d'impôts. Le rapport lui donne satisfaction au point de vue théorique.

vient d'une façon plus pressante encore sur le même sujet dans le *Catéchisme des industriels ;* la forme du livre, par demandes et réponses, est plus vigoureuse, plus frappante. Le fond n'a pas beaucoup varié : il s'agit toujours d'organiser le pouvoir temporel, confié à l'industrie, et le pouvoir spirituel, remis aux mains des savants.

Cependant Saint-Simon, après une crise de désespoir qui le mena jusqu'au suicide, avait trouvé de nouveaux disciples qui vinrent travailler sous ses ordres. Cette collaboration produisit en 1825 le volume des *Opinions littéraires, philosophiques et industrielles*, portant pour épigraphe : « L'âge d'or, qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé, est devant nous. »

L'introduction a été rédigée par Léon Halévy. L'auteur montre l'incertitude où vit la société, occupée de débats stériles, et toujours à la remorque du XVIII^e^ siècle. Puis, s'adressant à la jeunesse : vous cherchez anxieusement du nouveau, dit-il ; vous voulez une littérature *actuelle ;* vous n'avez qu'une pensée, « celle d'un bonheur universel et d'une perfection indéfinie ». Venez à nous, et nous vous montrerons le but ; marchons tous ensemble, « et inscrivons sur nos pacifiques bannières : le paradis terrestre est devant nous ».

Rodrigues s'occupe du rôle des banquiers ; il montre, par l'exemple de Necker, de Laborde et Laffitte, les services qu'on leur doit déjà ; leur rôle

augmentera encore à l'avenir, et surtout ils veilleront aux besoins de la classe la plus nombreuse. — Duverger indique le fondement de la nouvelle législation : Bentham a dit que le but des lois était l'utilité ; Saint-Simon, allant jusqu'au bout dans cette voie, montre que ce sera la production, et le prouve par l'histoire. — Le Dr Bailly traite de la physiologie appliquée à l'amélioration du régime social. La société apparaît comme un tout, une machine organisée, un véritable individu ; l'histoire de la civilisation n'est que celle de la vie de cet individu. « Une physiologie sociale, constituée par les faits matériels qui dérivent de l'observation directe de la société, et une hygiène renfermant les préceptes applicables à ces faits sont donc les seules bases positives sur lesquelles on puisse établir le système d'organisation réclamé par l'état actuel de la civilisation. »

Ensuite viennent des Mélanges, composés surtout par Halévy. Un poète (c'est lui) raconte une conversation dans laquelle un prêtre, un cultivateur, un savant, un magistrat, un militaire se sont confessés à lui ; chacun avoue qu'il parle et agit contre ses sentiments ; c'est dû à l'égoïsme, la grande plaie de la génération présente. Dans un autre morceau, l'écrivain raconte qu'il avait au collège quatre amis, et qu'il les a retrouvés dans le monde placés juste en raison inverse de leur capacité. Le volume se termine par un dialogue où Ro-

drigues et Halévy mettent en scène un artiste, un savant et un industriel. On doit, disent les trois interlocuteurs, secouer le joug de la routine, le respect pour les opinions des *gens comme il faut ;* un homme l'a compris, Saint-Simon ; aussi passe-t-il pour un cerveau dérangé. Sa philosophie est encore peu connue, parce qu'il a eu le tort de ne s'adresser qu'aux industriels. Les trois causeurs se promettent de fonder un journal pour exposer ces idées à tous ; « puissent enfin les sciences, les arts et l'industrie, cette grande trinité, former un indissoluble faisceau, et produire par leur union ce bien-être complet auquel la société a le droit de prétendre, puisqu'elle en possède tous les éléments » !

Les deux articles les plus importants de ce volume sont l'œuvre de Saint-Simon lui-même. D'autre part, il préparait le tableau de la religion des temps futurs ; la mort l'empêcha de faire autre chose que la première partie, parue également en 1825. C'est le *Nouveau Christianisme*.

Toutes ces brochures confuses et incohérentes, parues de 1817 à 1825, contiennent en réalité un système, fixé dans ses grandes lignes dès le début, puis qui se développe et s'achève par les réflexions d'un penseur vigoureux. Nous allons essayer de l'exposer, en rassemblant et en ordonnant les idées éparses dans les différents écrits de Saint-Simon.

CHAPITRE VI

DOCTRINE DE SAINT-SIMON. — HISTOIRE DE L'ANCIEN RÉGIME

Le XVIII^e^ siècle a critiqué, a détruit ; le XIX^e^ doit construire, doit organiser. Mais comment trouver le système qui convient à l'époque nouvelle? Par l'étude de l'histoire : « Ce n'est que par l'observation philosophique du passé que l'on peut acquérir une connaissance exacte des vrais éléments du présent. » Si l'on ne connaît pas les temps antérieurs, si l'on se borne à considérer le moment actuel, on se condamne à confondre « les restes d'un passé qui s'éteint et les germes d'un avenir qui s'élève ». Les meilleures institutions demeurent inutiles quand elles ne viennent pas à propos; l'histoire montrera si l'heure est favorable pour les adopter. Malheureusement on ne l'a pas traitée jusqu'à présent comme il convenait; elle n'a été qu'une biographie du pouvoir. Les encyclopédistes ont signalé ce défaut et provoqué de bons travaux de détail, surtout celui de Hume, mais pas un grand

ouvrage d'ensemble. Aussi l'histoire n'est aujourd'hui qu'une branche de la littérature, alors qu'elle devrait compter parmi les sciences. Condorcet garde seul l'honneur éternel d'avoir entrevu le but sans l'atteindre [1].

Faute des lumières de l'histoire, on n'a pas su où il fallait aller ; on a avancé, mais lentement : « les hommes ont marché dans la route de la civilisation à reculons du côté de l'avenir ». Cette ignorance fait que les tentatives de perfectionnement social sont qualifiées d'utopies. « Qui dit utopie dit incertitude de la possibilité ou impossiblité, sentie d'une manière vague, de l'exécution d'un nouveau système d'organisation sociale. Or ce vague et cette incertitude, à quoi tiennent-ils, si ce n'est au peu d'habitude que nous avons de considérer la grande série des faits historiques relatifs à la marche de la civilisation, ou, pour mieux dire, à l'ignorance complète où l'éducation nous laisse d'ordinaire à cet égard [2] ? »

Il faut que les historiens nouveaux nous montrent l'humanité soumise à la loi du progrès, loi qui nous domine et qu'il nous est impossible de changer [3].

[1] *Œuvres*, III, p. 140 ; V, p. 69 ; IV, p. 68 et suiv.

[2] *Œuvres choisies*, III, p. 190 ; *Œuvres*, IV, p. 63.

[3] « Les effets secondaires sont les seuls soumis à notre dépendance. Tout ce que nous pouvons, c'est d'obéir à cette loi (notre véritable Providence) avec connaissance de cause, en nous rendant compte de la marche qu'elle nous prescrit, au lieu d'être poussés aveuglément par elle. » *Œuvres*, IV, p. 119 (dans la partie rédigée par Auguste Comte).

On s'imagine que les grands hommes sont des créateurs ; ils ne font que résumer un mouvement préparé longtemps avant eux ; Luther, qui passe pour avoir inventé la Réforme, a fait le résumé de Wiclef, de Jean Huss, des Vaudois [1]. Examinons, d'après ces principes, les grandes périodes de l'histoire du monde.

L'antiquité classique joue dans notre éducation un rôle prépondérant ; notre jeunesse est formée à l'école de l'ancienne barbarie : les Grecs et les Romains, nos maîtres en littérature, sont aussi nos maîtres en politique. Il y a là une grave faute [2]. Les anciens étaient très inférieurs aux modernes, car leur morale prêchait la haine de l'étranger : « sous ce rapport ces Grecs, tant admirés dans les collèges, n'étaient guère plus civilisés que les tribus sauvages du nord-ouest de l'Amérique. » Leur philosophie et leur religion étaient également arriérées. Un progrès important commence avec Socrate, qui se mit à étudier à la fois l'homme physique et l'homme moral, et qui, le premier, substitua le théisme au polythéisme. Bientôt, chez les Romains, la vieille religion polythéiste perdit son prestige ; en conquérant l'Orient, ils connurent les doctrines

[1] IV, p. 178.

[2] On peut comparer ce passage à celui où Bastiat dit que le latin forme des émeutiers « en imbibant, en saturant la jeunesse française destinée au travail, à la paix, à la liberté, des sentiments d'un peuple de brigands et d'esclaves ». *Baccalauréat et Socialisme*, 1850 (p. 10).

mystiques de l'Asie. Le peuple juif était le seul qui eût fait du théisme sa religion positive ; c'est de ce peuple que sortit Jésus. Après lui, Paul organisa la foi nouvelle ; les oracles païens « se turent quand on commença à ne plus y croire » ; enfin Constantin arriva et donna le pouvoir à l'Église[1].

Ainsi fut préparée la société du moyen âge. On a coutume de mépriser cette époque ; les philosophes modernes l'ont critiquée, parce qu'ils voulaient renverser le système féodal et théologique fondé après le x^e^ siècle. Mais aujourd'hui que celui-ci achève de disparaître et que le nouveau système va se fonder, il n'y a plus d'inconvénient à reconnaître combien le moyen âge fut supérieur à l'antiquité. On peut les comparer à quatre points de vue différents :

1° Dans l'antiquité, l'esclave est la propriété du maître, qui possède sur lui le droit de vie et de mort. Au moyen âge, l'esclave est attaché à la glèbe, et sa vie, ses yeux, ses oreilles, tous ses membres ont une valeur.

2° Dans l'antiquité, les patriciens commandent, les hommes éminents de la plèbe sont condamnés à végéter. Au moyen âge, il en est autrement, grâce à la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel ; celle-ci est le plus grand progrès accompli depuis les Romains. Les pouvoirs

[1] *Œuvres*, III, p. 78 ; III, p. 33. *Œuvres choisies*, III, p. 207. *Œuvres*, III, p. 175, sqq.

temporels, qui sont locaux, appartiennent aux nobles, mais le pouvoir spirituel, qui est général, qui l'emporte en dignité, appartient ordinairement à des plébéiens. Le clergé a défriché les terres incultes de l'Europe, entretenu les écoles, conservé les monuments anciens, établi la trève de Dieu, et pendant plusieurs siècles il a possédé le monopole des sciences et de tous les travaux intellectuels.

3° Les Romains n'ont jamais été qu'un petit groupe, cent mille au plus par génération, et, comme les Grecs, ils n'offraient aux barbares que les fers ou la mort. Au moyen âge s'est formée une société politique de plus de soixante millions d'hommes, qui a fait des conquêtes, des conversions, et qui a dit : tous les hommes doivent se regarder comme des frères.

4° Les anciens sont restés nos maîtres pour les beaux-arts, « pour l'imagination agissant immédiatement sur les sens » ; mais pour toutes les sciences, physiques ou morales, ils sont demeurés dans l'enfance ; l'organisation sociale était barbare, toujours soumise à la classe militaire. Le moyen âge, au contraire, négligeant les beaux-arts, s'est occupé de la morale et de la politique. Un état de choses nouveau s'est formé avec Charlemagne, Alfred le Grand, surtout Grégoire VII ; ils ont su accommoder les principes aux circonstances. La religion chrétienne, essentiellement démocratique, aurait mené à l'anarchie ; elle devient le catholi-

cisme, essentiellement monarchique ; on imagina l'infaillibilité de l'Église, celle du pape, la puissance temporelle du clergé, nombre d'autres inventions « toutes admirables, puisque ce sont elles qui ont commencé à donner de la solidité à la société européenne ». Le moyen âge atteignit son apogée avec Hildebrand et plus tard saint Louis, ce philosophe qui avait conçu le plan d'une encyclopédie[1].

Voyons maintenant comment arriva une nouvelle transformation. Le moyen âge avait donné le pouvoir spirituel au clergé, le pouvoir temporel aux nobles. Au XII^e siècle se produisirent deux grands faits, l'affranchissement des communes et l'introduction des sciences expérimentales par les Arabes. Depuis lors il y a toujours eu, par un mouvement parallèle, décadence du système ancien et progrès d'un système nouveau. Suivons ce double mouvement, ces deux séries[2].

La décadence du premier système, lentement préparée pendant trois cents ans, est devenue visible au XVI^e siècle. Luther a profité du travail fait auparavant : grâce à lui, la papauté succombe en tant que pouvoir européen, la croyance aveugle fait place au libre examen. Le pouvoir spirituel était condamné à mort par les progrès des sciences

[1] *Œuvres choisies*, III, p. 220 et suiv.

[2] *Œuvres*, IV, p. 78 et suiv C'est la partie rédigée par Auguste Comte.

et les découvertes qui en résultaient : Christophe Colomb et ses émules ont élargi les vues de l'humanité; l'intervention de l'imprimerie permit de battre en brèche les institutions du passé; les travaux de Copernic et de Galilée ruinèrent la théologie. « Tout le système théologique est fondé sur la supposition que la terre est faite pour l'homme, et l'univers entier pour la terre; ôtez cette supposition, et toutes les doctrines religieuses s'écroulent. » Après ces attaques de détail, il restait à faire l'attaque d'ensemble; le XVIII^e^ siècle s'en chargea. On mit trop de précipitation à renverser les croyances théologiques, mais on les renversa.

Pendant ce temps, le pouvoir temporel à son tour succombait devant les communes. Celles-ci, qui s'étaient alliées avec la féodalité contre la royauté en Angleterre, s'unirent à la royauté contre la féodalité en France. Richelieu écrase la noblesse; Louis XIV, poussé par un fils d'artisan, Colbert, suit la même voie, tandis que l'Angleterre fait la révolution de 1688. L'ancien système a donc été battu peu à peu, en détail; les communes ont jeté la division entre leurs maîtres, de manière à les vaincre tour à tour. Louis XIV chercha, il est vrai, à revenir sur ce qu'il avait fait, à protéger une noblesse servile et méprisable; c'est sa plus grande faute. Les mœurs du Régent, le libertinage de Louis XV achevèrent de déconsidérer la monarchie ancienne, et la Révolution eut lieu.

Pendant que les anciens pouvoirs descendaient, les nouveaux montaient. Du jour où la science reçut des Arabes un nouvel essor, où les communes furent affranchies, elles eurent le moyen de conquérir leur indépendance. « Or elles ne pouvaient pas cesser d'être instruments pour l'ancien système sans devenir ses ennemies : c'est le cas de l'adage : *Qui non est pro me contra me est.* » Leur progrès a été si régulier qu'on pourrait y voir la suite d'un plan prémédité. Les communes, affranchies de la dépendance individuelle des nobles, restaient sous la dépendance collective de la classe féodale. Trop faibles pour s'en délivrer, elles renoncèrent à agir sur les hommes et ne cherchèrent qu'à agir sur la nature. Cette heureuse subordination les empêcha de s'égarer; les pouvoirs dominants, les voyant très soumises, leur accordèrent aide et encouragement. Les communes s'enrichirent, et la découverte de la poudre donna aux roturiers des armes. Du progrès matériel résulta le progrès politique, visible surtout en Angleterre. En même temps les sciences préparèrent les voies à un nouveau pouvoir spirituel, le jour où elles devinrent positives : cette révolution est due à Bacon, à Galilée, à Descartes.

Quoique ce tableau historique s'applique à toute l'Europe occidentale, Saint-Simon regarde surtout vers l'Angleterre et la France; arrivé au XVIII^e^ siècle, il borne son étude à la France, pour expliquer la

crise de 1789. Cette crise, dit-il, est due aux fautes de la royauté. Celle-ci avait été jusque-là fidèle à sa mission protectrice ; on vit en 1600 « le bon Henri, formé par une éducation virile et dégagé de tout préjugé religieux, travailler avec ardeur au bien-être de la classe la plus nombreuse de la nation, et, secondé de son ami Sully, faire tous ses efforts pour réaliser le vœu si cher à son cœur, le vœu de la *poule au pot* ». Mais Louis XIV, à la fin de son règne, prit le contre-pied des actes de Colbert ; de lui date « ce déficit que vingt banqueroutes de contrôleurs généraux n'avaient point encore pu combler en 1789 ». Quand Louis XV eut déshonoré le despotisme, la nation chercha un remède à ses maux[1].

Malheureusement l'expérience lui faisait défaut ; le peuple prenait les affaires de la terre comme il prend celles d'en haut, joyeux si le ciel est beau, triste s'il est sombre, en se bornant à prier Dieu. Un roturier songeait-il à raisonner sur la politique, on riait de lui : « Vouloir gouverner l'État d'un quatrième étage était la plaisanterie du temps, la plaisanterie à la mode. » N'ayant plus ni états généraux ni traditions anciennes, le peuple fit des demandes chimériques[2]. Dépourvus d'idées justes,

[1] *Œuvres choisies*, II, p. 439 ; *Œuvres*, II, p. 156.

[2] « Si les Français ont proclamé les droits de l'homme, la cause en est que les esprits, depuis longtemps, étaient déshabitués des droits de citoyen ; c'est que, ne pouvant redemander un bien qu'ils ne connaissaient plus, ils se sont livrés aux désirs vagues et indéfinis d'un bien imaginaire. » *Œuvres*, II, p. 158.

les Français étaient infectés d'idées fausses ; le clergé, pour sauver son pouvoir menacé par la Réforme, prêchait l'obéissance passive ; les ennemis du clergé, les encyclopédistes, n'étaient que des littérateurs superficiels (ce qu'il y a de plus profond dans cette œuvre, le discours préliminaire, a été composé par d'Alembert, un savant). En vrais étourdis, ces écrivains attaquèrent tout sans indiquer ce qu'on mettrait à la place. Et cependant le mépris pour les castes dominantes augmentait tous les jours : que dirait-on d'une armée où les compagnies d'élite seraient devenues inférieures aux troupes ordinaires[1] ?

Louis XVI, rempli d'idées généreuses, voulut renouer l'antique alliance de la royauté avec les communes ; il prit conseil de Necker, un industriel, et prononça de sa propre autorité le doublement du tiers. Pourquoi répondit-on si mal à son appel ? Cela tenait aux mauvaises habitudes politiques du pays et surtout au caractère de ceux qui allaient diriger la Révolution, les légistes et les métaphysiciens. Il y avait, en effet, trois classes sous l'ancien régime : la première, celle des privilégiés, noblesse et clergé ; la seconde composée des roturiers d'un rang élevé, propriétaires oisifs, militaires, gens de robe, et tous ceux qui exerçaient des professions « réputées honorables » ;

[1] *Œuvres*, II, p. 154 ; V, p. 181.

enfin la troisième, qui exerçait les professions dégradantes, c'est-à-dire toute la classe industrielle. Les légistes et les métaphysiciens viennent de la seconde classe ; les premiers, rejetant la domination féodale, ne veulent pas non plus du pouvoir industriel ; les seconds, simples littérateurs étrangers aux sciences, écartent les idées théologiques, mais sont incapables de s'élever jusqu'aux idées positives. Les uns comme les autres ont rendu des services sous l'ancien régime, il serait « imphilosophique » de ne pas le reconnaître[1] ; mais, à partir de la Révolution, leur influence fut néfaste, parce qu'ils étaient nourris d'abstractions et d'idées vagues [2].

Les légistes de 1789 détruisirent tout sans rien construire ; les Girondins renversèrent la royauté sous la direction de trois avocats, Guadet, Vergniaud, Gensonné. La Montagne avait pour chef

[1] « L'abolition des justices féodales, l'établissement d'une jurisprudence moins oppressive et plus régulière sont dûs aux légistes. Que de fois, en France, l'action des Parlements n'a-t-elle pas servi à garantir l'industrie contre la féodalité !... Quant aux métaphysiciens, c'est à eux qu'on doit la Réforme du xvi^e^ siècle et l'établissement du principe de la liberté de conscience, qui a sapé dans sa base le pouvoir théologique. » *Œuvres*, V, p. 8. — Saint-Simon déclare qu'il entend par « métaphysiciens » les littérateurs du xviii^e^ siècle. *Œuvres*, V, p. 81.

[2] *Œuvres*, VII, p. 18 ; II, p. 199. Saint-Simon fait une remarque très fine : les philosophes du xviii^e^ siècle critiquaient plus les choses que les hommes, les principes du système politique que la forme du gouvernement : au contraire, la Révolution s'est plus occupée des hommes que des choses, de la forme du gouvernement que des principes. *Œuvres*, IV, p. 30.

Robespierre, un légiste ; les légistes remplissaient les comités, dirigeaient les assemblées de département, de district, de municipalité, fondaient les clubs ; ce sont eux qui ont inventé la Terreur. Amoureux du pouvoir avant tout, ces protées se transformèrent pour le conserver et se rallièrent à Bonaparte ; les légistes républicains, Cambacérès en tête, devinrent les principaux soutiens du despotisme. En un mot, « l'Assemblée Constituante a organisé l'*avocasserie ;* la Convention a constitué la *sans-culotterie ;* Bonaparte a établi le despotisme militaire. » Et la classe industrielle, toujours passive, laissa commettre les crimes de la Révolution, de même qu'elle laissa grandir le despotisme impérial [1].

Saint-Simon est devenu très sévère pour l'Empereur ; on éprouve une impression pénible à le voir qualifier de « fou furieux » l'homme qu'il avait tant admiré. Disons à sa décharge qu'il n'avait pas attendu la chute de Napoléon pour se détacher de lui : dès 1813, le *Mémoire sur la science de l'homme* adressait au souverain des avertissements sévères. Et sa conception nouvelle de la société, en le portant à glorifier le travail et à détester la guerre, devait lui faire prendre en haine le dieu de la Grande Armée. Bonaparte, dit il, a développé en France la passion des conquêtes, la

[1] *Œuvres*, III, p. 162 ; *Œuvres choisies*, II, p. 446.

cupidité nationale, mauvais sentiment qui, refoulé à l'intérieur des frontières depuis 1814, est devenu la cupidité individuelle. Mais sa faute la plus grave, c'est d'avoir voulu, comme l'empereur Julien à Rome, rétablir l'ancien ordre de choses et entraver la marche de la civilisation; il a échoué comme Julien, et comme tous ceux qui tenteront cette œuvre impossible. Sa chute marque le commencement de l'époque moderne [1].

Les tableaux historiques de Saint-Simon ne sont jamais que des ébauches, mais on y trouve quantité d'aperçus intéressants, qu'il s'agisse de l'Europe entière ou de la France. Tout en empruntant beaucoup à Condorcet, notre philosophe adopte un point de vue différent. Pour Condorcet, l'histoire de l'esprit humain se résume dans celle de la science, et la science a presque toujours eu à lutter contre le despotisme et l'astuce des prêtres; elle a été l'ennemi de la religion. Saint-Simon considère aussi l'histoire scientifique comme formant le fond de l'histoire générale, mais la religion à ses yeux n'est que le résumé, la synthèse de toutes les sciences particulières. Chaque découverte d'un savant marque un progrès religieux; chaque pro-

[1] *Œuvres*, VI, p. 89 ; V, p. 14 et 91. Comme exemple du militarisme de Napoléon, Saint-Simon cite l'École polytechnique: à l'origine, les professeurs dirigeaient tout, l'ordre était confié à un subalterne ; l'empereur mit au-dessus d'eux un gouverneur, un sous-gouverneur, un directeur ; c'étaient des dépenses inutiles, et le corps des professeurs y perdit en dignité. *Œuvres*, IV, p. 203.

grès de la religion, à son tour, profite à la science et la morale ; l'organisation sociale a sa base dans les croyances religieuses. Le christianisme ayant une valeur plus grande que le paganisme, le moyen âge est supérieur à l'antiquité.

Cette influence de la religion sur les sociétés paraissait évidente à la plupart des contemporains. Benjamin Constant la signalait ; bientôt Edgar Quinet allait montrer en elle la source des institutions politiques pour tous les pays. Chateaubriand et Maistre partent de là pour demander le rétablissement de la puissance ecclésiastique ; Saint-Simon, au contraire, tire de l'histoire la preuve que l'ancien régime est fini, que le catholicisme du moyen âge a donné tous ses fruits, et qu'une nouvelle époque scientifique doit engendrer une philosophie, par suite une religion et une politique nouvelles.

Le tableau de l'histoire de France, de l'affranchissement des communes, est le résultat de la collaboration de Saint-Simon avec ses deux grands disciples, Augustin Thierry et Auguste Comte. On a montré de nos jours sous un aspect tout différent la révolution communale, mais elle n'en demeure pas moins, comme le disait Saint-Simon, l'origine des progrès de la bourgeoisie. Au moment où notre philosophe écrivait, Guizot faisait ses leçons sur le moyen âge. Saint-Simon les crut inspirées de *L'Organisateur* et, dans un passage

joliment tourné, remercia le célèbre professeur de vulgariser ses idées, de jouer à son égard le rôle de Voltaire vis-à-vis de Bayle [1]. En réalité, leur idée fondamentale n'était pas la même : où Saint-Simon indiquait une opposition de classes, celle des militaires et des travailleurs, Guizot voyait une différence de races, la lutte des Gaulois et des Francs. Notre auteur semble même avoir été frappé des opinions de Guizot ; dans ses écrits postérieurs, il insista, lui aussi, sur la distinction des Gallo-Romains et des conquérants germains [2].

Son jugement sur le XVIII[e] siècle et sur la Révolution mérite d'être remarqué. L'école de l'ancien régime les condamnait en bloc ; le parti libéral les glorifiait dans tous leurs actes. Saint-Simon, avec un véritable esprit historique, montre que le XVIII[e] siècle a fait une œuvre nécessaire de critique et de destruction ; les encyclopédistes ont été imprudents et légers, mais c'est grâce à eux qu'on peut réorganiser la société. L'ancien prisonnier du Luxembourg juge sévèrement les hommes de la Terreur ; mais la nuit du 4 août lui apparaît comme une des grandes dates de l'histoire, et les fautes qui furent commises, il les attribue aux mauvaises habitudes inculquées par le despotisme. La Révolution, d'après lui, n'a pas fait banqueroute, pourvu qu'on termine ce qu'elle a commencé.

[1] *Œuvres*, V, p. 192.
[2] Ed. Rodrigues, p. 20 et suiv.

CHAPITRE VII

CRITIQUE DU RÉGIME ACTUEL

L'histoire a montré à Saint-Simon quelle politique il faut suivre ; or ses contemporains, à quelque parti qu'ils appartiennent, méconnaissent les besoins de leur époque. Notre écrivain a donc critiqué les fautes de la Restauration ; doué d'une combativité qui s'était exercée autrefois contre Laplace, il est devenu à l'occasion polémiste vif et acerbe. Ce genre de discussion lui paraît indispensable : toute crise aboutissant à un état de choses nouveau a commencé par la risée publique du passé [1].

La vérité dont il faut se pénétrer tout d'abord, c'est que les deux anciennes castes, noblesse et clergé, sont tombées parce qu'elles ne servaient plus à rien. Toute institution politique puise sa force dans les services qu'elle rend à la société.

[1] *Œuvres*, IV, p. 33.

La noblesse autrefois défendait le peuple contre les attaques du dehors; les chevaliers étaient donc de véritables industriels : Bayard peut figurer parmi les bienfaiteurs de l'humanité. Mais le développement de l'infanterie et des armes à feu a tout changé; après quinze jours un homme sait tirer un coup de fusil; « après deux ou trois campagnes il se trouve capable de remplir les fonctions de général, pourvu qu'il ait reçu de la nature une grande audace et un peu d'intelligence. » Les guerres de la Révolution montrent comment les généraux s'improvisent. D'ailleurs c'est l'industrie qui fait la force des armées; celle qui est le mieux pourvue des produits de l'industrie a la victoire presque assurée. La noblesse n'est plus qu'une tourbe d'oisifs qui vivent à Paris de pensions et de traitements [1].

La caste sacerdotale est tombée dans la même décadence depuis Luther. Sans doute, même après lui, quelques prêtres ont compris leur mission : Fénelon, Massillon, Fléchier, Bourdaloue furent d'utiles défenseurs du peuple; Bossuet a contribué beaucoup à la Révolution, en montrant l'égalité des hommes après la mort; en 1789, les curés ont maintes fois tenu tête aux seigneurs. Mais ce sont là des exceptions à la servilité générale des prêtres en face des rois. Depuis 1815, pas un seul

[1] *Œuvres*, V, p. 167 et 171 ; VII. p. 37; III, p. 149.

prédicateur n'a osé dire aux Bourbons quels étaient leurs devoirs [1].

Il fallait donc après 1814 déblayer le terrain de ces restes misérables du passé; on a fait le contraire. L'aristocratie ne sert à rien et tient le haut du pavé; la classe industrielle accomplit tous les travaux utiles et n'a aucun pouvoir. C'est ce que Saint-Simon prouve dans un parallèle célèbre. « Nous supposons, dit-il, que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiologistes, ses cinquante premiers mathématiciens, ses cinquante premiers poètes, ses cinquante premiers peintres, ses cinquante premiers sculpteurs, ses cinquante premiers musiciens, ses cinquante premiers littérateurs »; et l'énumération continue par les mécaniciens, les banquiers, les cultivateurs, les ouvriers, jusqu'au nombre de trois mille. Une telle perte ferait de notre peuple un corps sans âme; il faudrait au moins la vie d'une génération pour réparer ce désastre. Supposons, au contraire, que la nation perde Monsieur, tous les princes de la famille royale, les ministres, les maréchaux, les cardinaux, les préfets, les juges, et les 10,000 propriétaires les plus riches vivant noblement; en tout 30,000 personnes. Quel dommage en résultera-t-il pour le pays? Aucun. Tous

[1] *Œuvres*, V, p. 169 et suiv.

seront faciles à remplacer. « Il existe un grand nombre de Français en état d'exercer les fonctions de frère du roi aussi bien que Monsieur... Les antichambres du château sont pleines de courtisans prêts à occuper les places de grands officiers de la couronne ; l'armée possède une grande quantité de militaires aussi bons capitaines que nos maréchaux actuels. Que de commis valent nos ministres d'État!... Quant aux 10,000 propriétaires vivant noblement, leurs héritiers n'auront besoin d'aucun apprentissage pour faire les honneurs de leurs salons aussi bien qu'eux. » Eh bien! ce sont ces inutiles qui commandent aux travailleurs et qui prélèvent sur le budget trois ou quatre cents millions. La société actuelle est véritablement le monde renversé « et l'espèce humaine (politiquement parlant) est encore plongée dans l'immoralité [1] ».

La faute en incombe à tout le monde, au gouvernement, aux partis, à la classe industrielle.

[1] *Œuvres*, IV, p. 17 et suiv. Voici la fin du morceau : « La société actuelle est véritablement le monde renversé. — Puisque la nation a admis pour principe fondamental que les pauvres devaient être généreux à l'égard des riches, et qu'en conséquence les moins aisés se privent journellement d'une partie de leur nécessaire pour augmenter le superflu des gros propriétaires..... Puisque l'ignorance, la superstition, la paresse et le goût des plaisirs dispendieux forment l'apanage des chefs suprêmes de la société, et que les gens capables, économes et laborieux ne sont employés qu'en subalternes et comme des instruments... » Etc. — On trouve ailleurs un tableau plus court et aussi rigoureux de la société actuelle. (*Œuvres*, V, p. 25.)

Le gouvernement s'est bien souvent trompé. Louis XVIII, qui est intelligent et fin, comprend les besoins nouveaux; mais, dépourvu de connaissances positives, il subit les préjugés qui lui viennent de son éducation. Les ministres, au lieu de le mener dans le droit chemin, commettent les erreurs les plus lourdes. On n'avait qu'une féodalité jusqu'en 1789; grâce à eux, nous en avons deux, l'ancienne et celle de Bonaparte. La première est fière de ses aïeux, de son attachement aux Bourbons; la seconde allègue ses victoires, ses conquêtes; toutes deux ne s'entendent que pour vivre dans l'oisiveté aux dépens des travailleurs. Les ministres ont cru que l'ancienne noblesse était dévouée au roi, tandis qu'elle ne songe qu'à ses privilèges; que la nouvelle le deviendrait, alors qu'elle veut un roi de sa façon. Le second ministère de Richelieu s'est fait « le don Quichotte des gentilshommes et des tonsurés ». Villèle fait entrer les nobles à la Chambre, un avocat au ministère de l'intérieur, les jésuites dans les écoles [1].

Ces erreurs sont provoquées et aggravées par les hommes qui jouèrent un si triste rôle pendant la Révolution, les légistes et les métaphysiciens. Ceux-ci prônent une doctrine bâtarde, qui arrête le triomphe des idées positives; ceux-là, au lieu de préparer des progrès sérieux, ne s'arrêtent qu'à

[1] *Œuvres*, V, p. 203 et 98; VI, p. 211.

des discussions de mots, de forme. Chez les ultra-royalistes, chez les ministériels, chez les libéraux, ce sont les légistes qui dominent ; les industriels, qui éloignent ces phraseurs de leurs affaires privées, leur confient les affaires publiques. Les légistes mènent et corrompent chacun des grands partis actuels [1].

Ces partis sont au nombre de trois. Le premier, celui des *Rétrogrades*, veut le retour à l'ancien régime. Cette opinion a de nombreux adhérents ; le *Journal des Débats* et le *Times* sont les feuilles les plus lues, les livres de Chateaubriand se vendent à des milliers d'exemplaires. Cette tendance est explicable ; l'espoir et l'enthousiasme du XVIII^e^ siècle ont fait place au découragement en présence de la désorganisation générale qui date de 1793. Ainsi l'équipage de Christophe Colomb, parti plein de confiance pour le Nouveau Monde, s'effraya et voulut virer de bord juste au moment où apparaissait la terre promise. Mais on ne fait pas remonter un fleuve vers sa source. De Bonald et Chateaubriand, malgré leurs vertus et leurs talents, ne peuvent être regardés que comme des extravagants. Ces écrivains et leurs pareils, Maistre, Lamennais, sont allés contre leur but ; en montrant la faiblesse de la Sainte Alliance, le vide du libéralisme, la nécessité d'une doc-

[1] *Œuvres*, V, p. 36 et 150.

trine, ils ont préparé non pas le retour de l'ancien système, mais l'avènement du système nouveau [1].

Un second groupe s'intitule le parti des modérés; leur vrai nom est celui de *Stationnaires*. Ils tentent l'entreprise absurde d'amalgamer les institutions anciennes et nouvelles, de faire la fusion des contraires : « Ces hommes voudraient s'élever au rôle de conciliateurs, et ils n'atteignent qu'à celui de bonnes femmes. » Cette opinion, bien qu'elle plaise à la masse, n'a aucune force, parce qu'elle est passive. Les modérés varient sans cesse, puisqu'ils s'attachent à conserver ce qui existe en dernier lieu, quelle que soit la cause qui l'ait fait exister. A ce parti se rattache l'école nébuleuse des doctrinaires, Royer-Collard, Camille Jordan, Guizot, qui « peuvent être considérés comme des intermédiaires entre les théologiens et les gens de bon sens [2]. »

Le troisième parti est celui des *Libéraux*, successeurs des encyclopédistes. Leur force est grande; ce sont eux qui ont successivement culbuté Robespierre, le Directoire et Bonaparte; la classe industrielle les soutient par crainte d'un retour en arrière. Mais les libéraux ont commis la faute impardonnable de devenir les instruments des bonapartistes. Ceux-ci forment une féodalité militaire, plus insolente envers les *pékins* que l'ancienne envers les *vilains;* ils font appel aux passions natio-

[1] *Œuvres*, II, p. 172 ; IV, p. 29 ; éd. Rodrigues, p. 199 et suiv.
[2] *Œuvres*, II, p. 169 ; VI, p. 39 ; *Le Politique*, p. 85.

nales en montrant la France humiliée sous les Bourbons ; ils ont rendu cher à l'industrie ce Bonaparte qui l'a tant opprimée ; on répète partout qu'un 1688 est nécessaire. Les libéraux, se traînant à leur remorque, n'apportent aucune idée nouvelle, aucun système d'organisation ; ils ne sauront que détruire sans édifier. « Les non-propriétaires mettront les privilégiés à la porte ; et ceux qui se constitueront sur le champ de bataille les chefs de la nation ne tarderont pas à recréer les privilèges à leur profit, etc. etc. [1] »

Ainsi tous les partis s'agitent dans le vide et ne s'inquiètent que de la forme du gouvernement, de la division des pouvoirs. C'est aux industriels de sortir de cette confusion. Il faut au libéralisme substituer l'*industrialisme*, un mot nouveau qui indique un parti nouveau. Les travailleurs sont vingt-cinq millions contre quelques milliers d'hommes : la science, le talent, la richesse leur appartiennent : ils sont les abeilles, et les autres sont les frelons. Et pourtant la classe industrielle ne sort pas de l'inaction, elle se laisse toujours mener, faute d'avoir conscience de sa force ; il est temps de s'enhardir. « Si vous vous faites mouton, le loup vous mangera. » Le parti rétrograde, aujourd'hui au pouvoir, sera hors d'état de la comprimer : « Votre cause est plus robuste que vous ne pensez :

[1] *Œuvres*, V, p. 202 ; VI, p. 12. *Œuvres choisies*, II, p. 447.

puisqu'elle a pu résister à tous vos amis depuis 1789, elle saura bien résister à vos ennemis. » Le premier devoir des industriels, une fois qu'ils auront pris la résolution d'agir, sera de s'entendre avec le roi, de rétablir l'antique alliance entre les Capétiens et le peuple, qui avait commencé sous Louis le Gros et qui dura jusqu'à Louis XIV ; cette union a fait la grandeur des rois et les progrès des communes; la rupture de ce pacte a causé les malheurs de Louis XVI et l'oppression des travailleurs par Bonaparte. Le monarque l'avait compris un instant, et la loi électorale, promulguée par lui en 1817, assurait la majorité aux chefs de la classe industrielle. Qu'ont-ils fait? Ils ont envoyé à la Chambre des ennemis de la dynastie [1].

Pour échapper aux dangers qui nous menacent, comprenons bien où nous en sommes et ce qu'il nous faut faire. Nous sommes dans une époque de transition. L'humanité a traversé, vers la fin de l'empire romain, une crise semblable, quand elle passa du polythéisme au théisme; il en résulta des maux terribles, parce que les peuples civilisés étaient en minorité vis-à-vis des barbares, et qu'entre ces deux doctrines absolues, polythéisme et théisme, il n'y avait rien qui facilitât le passage. Aujourd'hui nous sommes en présence d'une transition à la fois philosophique et politique :

[1] *Œuvres*, III, p. 81; éd. Rodrigues, p. 205; *Œuvres*, V, p. 50: VI, p. 63.

« La première consiste dans le passage du système théologique au système terrestre et positif; la seconde, dans le passage du régime arbitraire au régime libéral et industriel. » Mais les restes du passé demeurent encore trop nombreux pour que le nouveau régime soit possible. Il faut donc adopter « le mode d'organisation dans lequel l'ancien régime a le moins d'inconvénients »; c'est le système parlementaire. Les Anglais le possèdent depuis longtemps, mais encombré d'institutions féodales; nous l'avons sous une forme meilleure et plus moderne dans la Charte. Ce n'est pas que celle-ci mérite les éloges qu'on lui prodigue; l'octroi monarchique soulève ses craintes; et, comme toute loi de transition, elle renferme des choses contradictoires, puisque c'est une tentative pour faire coexister les institutions militaires et industrielles. Elle ne termine rien [1], mais c'est une bonne mesure provisoire. L'ingénieur qui fait un pont commence par établir des bâtardeaux; considérons la Charte comme un bâtardeau propre à soutenir le pont qui mènera de l'ancien régime au nouveau [2].

De même, il faut conserver pour quelque temps encore la religion, qui sauvegarde les mœurs;

[1] « Quand nous nous écrions avec transport que la Révolution est à jamais finie, nous exprimons bien plus un désir qu'une confiance raisonnée, et ce que nous voulons que ce que nous savons. » *Œuvres*, III, p. 80.

[2] *Œuvres*, III, p. 24-5; VI, p. 186. *Œuvres choisies*, II, p. 449.

seulement, comme mesure transitoire, obligeons le clergé catholique à étudier les sciences [1]. Et, après avoir assuré ainsi le présent, allons résolument en avant. La Convention a voulu restaurer les mœurs et le gouvernement des Grecs et des Romains, « conception radicalement absurde »; Bonaparte a voulu nous ramener au temps de Charlemagne, et ce ne fut « qu'une ineptie philosophique soutenue par un grand talent et une volonté ferme »; aujourd'hui les partis se battent à coups de constitution anglaise, et l'on veut nous donner comme définitif le régime fondé en 1688, ce qui nous ramène encore d'un siècle en arrière. Il faut chercher du nouveau [2].

Saint-Simon se mêle donc à tous les débats du temps, et chaque incident de la vie politique lui paraît confirmer sa thèse. Après l'assassinat du duc de Berry le gouvernement songe à une réaction; mais ce sont des réformes, s'écrie Saint-Simon, qui peuvent seules empêcher le retour de pareils crimes. La Chambre a été le théâtre d'une séance orageuse [3]; cette violence vient de ce que les partis se battent sans savoir où ils vont. Le ministère vient de lire le discours du trône; le philosophe le critique paragraphe par paragraphe. Et

[1] « Peut-on craindre que le clergé veuille s'obstiner à n'avoir pour membres que des idiots ? » *Œuvres*, III, p. 41.

[2] *Œuvres choisies*, III, p. 256 et suiv.

[3] C'était celle où le général Foy parla de la *glorieuse* cocarde tricolore.

toujours revient cet avertissement sinistre qu'une révolution est proche, que les jours de la dynastie sont comptés. Saint-Simon fait preuve d'une clairvoyance bien supérieure à celle de son ami Béranger quand il s'indigne de l'alliance entre libéraux et bonapartistes et montre aux premiers qu'ils sont dupes des seconds. Souvent le novateur interpelle le roi, tout en lui disant qu'un Bourbon n'a pas les connaissances nécessaires pour juger le nouveau régime. Très sévère pour les ministres, il loue cependant quelques bonnes mesures prises par eux : Decazes garde l'honneur d'avoir fait la loi électorale ; de Serres a courageusement reconnu que la morale est distincte de la religion, et, malgré son éducation de légiste, c'est l'homme le plus capable de comprendre le système nouveau ; Villèle, à côté de graves fautes, a montré des sympathies pour l'industrie et fondé le conseil suprême du commerce [1]. Quant aux industriels, Saint-Simon leur adresse des objurgations constantes ; il conjure ceux d'entre eux qui sont députés, par exemple Ternaux, de se mettre à la tête du mouvement. Ainsi le bouillant philosophe, au nom de la doctrine qu'il a découverte, distribue à tous l'éloge et le blâme [2].

[1] Sur les ministres, *Œuvres*, IV, p. 172 et 235 ; éd. Rodrigues, p. 203. Saint-Simon adresse également des épîtres à Richelieu et de Serres (*Œuvres*, VII, p. 83, et VI, p. 256).

[2] *Œuvres*, IV, p. 230 ; VI, p. 148 ; V, p. 124. Saint-Simon, en annonçant une révolution, rappelle qu'il a prédit aux Bourbons la même chose en 1814.

Son ton est le même à l'égard des écrivains qui traitent les questions politiques ou sociales. Plusieurs publicistes ont eu le mérite, après Montesquieu et Condorcet, de préparer le nouveau système. Les rédacteurs du *Censeur européen*, Comte et Dunoyer, sont maintes fois cités en termes élogieux : Saint-Simon les exempte de l'anathème lancé contre la gent des avocats, et consacre une étude particulière à la brochure où Dunoyer a défendu le droit de pétition. Benjamin Constant et Paul-Louis Courier ont critiqué avec esprit le système actuel ; de Laborde et Fiévée ont indiqué l'importance de l'industrie ; de Pradt a montré les dangers de la situation en Europe. Quant à Guizot, « cet excellent publiciste » a fait comprendre la différence qui existe entre la France et l'Angleterre dans le développement de leur histoire[1].

La transformation qui se prépare doit être internationale, et cependant Saint-Simon ne s'occupe guère que de la France, parce qu'elle donne l'exemple aux autres peuples ; notre écrivain a le chauvinisme naïf du Parisien qui croit toutes les nations attentives à ce que fait et dit la Ville-Lumière : « L'Europe est dans la France, et la France dans Paris. »

[1] Voy. surtout *Sur Dunoyer et sur les autres publicistes modernes* (éd. Rodrigues, p. 175 et suiv.), et aussi *Œuvres*, VII, p. 27 ; VI, p. 134 ; éd. Rodrigues, p. 116. D'après Hubbard (p. 88), Benjamin Constant reconnut que Saint-Simon seul exposait des choses neuves sur la politique, et Paul-Louis Courier eut des relations avec notre auteur, qui lui conseillait de pousser plus avant sa critique.

Quelquefois pourtant le novateur promène ses regards au-delà des frontières. Les États-Unis lui apparaissent comme un peuple enfant, plus ambitieux de richesse que de savoir, un peu gâté par l'abondance des terrains libres. En Europe, il jette parfois les yeux sur l'autocrate de Russie, auquel déjà il avait écrit en 1814 : Alexandre a déclaré à la diète de Pologne que des réformes étaient nécessaires. Mais c'est de l'Angleterre que Saint-Simon s'occupe le plus volontiers, comme tous ses contemporains ; en 1814, il la proposait aux Français comme modèle ; maintenant son but est plutôt de les prémunir contre une admiration exagérée. L'Angleterre a toujours mélangé les principes du passé avec ceux des temps modernes ; elle possède l'*habeas corpus* et fait la presse des matelots ; Manchester n'a pas de représentant, mais tel lord en choisit neuf à lui seul : le gouvernement qui travaille contre la traite des nègres veut dominer sur toutes les mers. La corruption politique prouve que l'Angleterre traverse une crise, que la réforme électorale y est inévitable ; cette crise sera le passage de l'enfance à la virilité[1].

Le réformateur souhaite pour l'Europe, comme auparavant, une sorte de confédération. Celle-ci se fera sans peine quand tous les pays auront dé-

[1] Ed. Rodrigues, p. 65. Sur les Etats-Unis, *ibid.*, p. 167 et suiv. ; sur le tsar, *Œuvres*, VI, p. 55; sur l'Angleterre, éd. Rodrigues, p. 90, et *Œuvres*, VI, p. 201.

truit l'ancien régime ; voilà pourquoi, en 1820, il salue avec joie les révolutions d'Espagne, de Portugal et de Naples, et prédit un bouleversement prochain dans tous les pays. Mais Saint-Simon, comme les philosophes du XVIII[e] siècle, compte plutôt sur les rois, les despotes éclairés, que sur les peuples pour faire triompher la bonne cause. Il invitait Louis XVIII à établir le régime nouveau par des ordonnances ; de même, après l'échec des insurrections de 1820, l'idée lui est venue qu'on pourrait se servir de la Sainte Alliance. Malgré ses idées théologiques, cette Ligue a porté le dernier coup à l'ancien système, en n'admettant point le souverain pontife parmi ses membres ; elle a même eu tort de supprimer l'heureuse distinction établie entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Mais son grand mérite est d'avoir assuré la paix et fondé une autorité supérieure aux gouvernements nationaux ; grâce à elle, « la morale de l'Evangile est devenue prépondérante en Europe ». Grâce à elle aussi, la réorganisation générale se fera dès que l'opinion publique le voudra, car « l'opinion est la reine du monde [1] ».

[1] *Œuvres*, VI, p. 21. Sur la Sainte Alliance, *Œuvres*, VI, p. 100. *Œuvres choisies*, II, p. 436 ; III, p. 254.

CHAPITRE VIII

ORGANISATION DU NOUVEAU RÉGIME

Arrivons enfin au nouveau régime et voyons par quelles mesures on l'établira. Tout d'abord il doit reposer sur une nouvelle philosophie. L'histoire nous apprend « que tout régime social est une application d'un système philosophique, et que, par conséquent, il est impossible d'instituer un régime nouveau sans avoir auparavant établi le nouveau système philosophique auquel il doit correspondre ». Quelle est la cause des violences de 1793, sinon le vague des conceptions philosophiques d'alors? Les hommes ne se battent jamais que faute de s'entendre. « C'est le défaut d'idées générales qui nous a perdus, nous ne renaîtrons véritablement que par des idées générales; les anciennes sont tombées de vétusté et ne peuvent se rajeunir, il nous en faut de nouvelles. » Nous avons besoin d'un système, et tout système est tranchant, absolu, exclusif [1].

[1] *Œuvres*, III, p. 23 ; II, p. 213 ; éd. Rodrigues, p. 44. Saint-Simon

La base de l'organisation nouvelle sera la philosophie positive. La politique n'est pas encore sortie du nombre des sciences conjecturales. Il en résulte que l'on croit tout le monde capable de s'en occuper avec fruit. Personne dira-t-il que tout Français qui paye cent francs de contributions directes est propre à faire de la chimie ? C'est pourtant moins difficile que la politique ; seulement l'une a le caractère positif, l'autre le caractère métaphysique. « C'est le propre de la métaphysique, précisément parce qu'elle n'a rien de réel, de persuader qu'on est propre à tout sans avoir besoin de rien étudier d'une manière spéciale. » Nous nous trouvons ainsi amenés à des conséquences bizarres : « On peut soutenir aujourd'hui sans se couvrir de ridicule que la science politique est innée, ou qu'il suffit d'être né Français pour être en état d'en raisonner ; un tel langage est même réputé patriotique. » La politique devrait être confiée à une classe de savants spécialistes qui imposeraient silence au « parlage ». Au contraire, les hommes adonnés aux sciences conjecturales dirigent les vrais savants ; autant admettre que c'est la lune qui éclaire le soleil. Il est temps de sortir de cette

dit encore : « Oui, Sire, oui, Messieurs, le besoin d'une doctrine philosophique proportionnée à l'état des lumières est aujourd'hui le besoin le plus grand du corps social, le plus fortement senti par toutes les têtes pensantes, celui qui est le moins susceptible d'ajournement... La société ne vit point d'idées négatives, mais d'idées positives. » *Œuvres*, VI, p. 48.

ornière, de comprendre que toutes les questions, en politique ou ailleurs, méritent un examen sérieux, qu'on ne peut pas imposer une décision par la force, mais par la démonstration [1].

Cela se fera-t-il rapidement ? Saint-Simon a pensé d'abord que tout le XIX^e^ siècle serait nécessaire pour faire l'Encyclopédie des idées positives, et qu'à la fin du siècle seulement on pourrait fonder le régime qui en résulte [2]. Mais ensuite il est devenu plus confiant dans le succès prochain de ses idées. La politique positive succédera sans difficulté à la politique conjecturale, comme l'astronomie a succédé facilement à l'astrologie : « On peut combattre une croyance, mais on est obligé de se soumettre à une démonstration. » Alors, au lieu de bâtir les institutions en l'air, en les fabriquant de toutes pièces, on les déduira de l'étude des faits. « Une constitution réelle ne peut jamais être inventée, elle ne peut être qu'observée. Le véritable pouvoir constituant ne peut être ni un roi, ni une assemblée ; c'est le philosophe qui étudie la marche de la civilisation et qui résume toutes les observations en une loi générale, laquelle devient principe constituant lorsqu'elle a été vérifiée par la masse des hommes éclairés [3]. »

Si la politique positive peut s'édifier maintenant,

[1] *Œuvres*, V, p. 16-17.
[2] *Œuvres*, II, p. 220.
[3] *Œuvres*, VI, p. 188.

c'est grâce à la naissance de l'économie politique. Les principes de cette nouvelle science ont été posés par « l'immortel Smith », et de nombreux élèves l'ont suivi; le plus grand de tous, Jean-Baptiste Say, a complété l'œuvre de Smith, en accentuant le caractère doctrinal de l'économie politique et en critiquant les erreurs des gouvernements. Smith faisait de la science créée par ses livres une modeste dépendance de la politique; Say a prouvé qu'elle existe par elle-même, mais il n'est encore pas allé jusqu'au bout; on doit ajouter qu'une de ces sciences repose sur l'autre, « que l'économie politique est le véritable et unique fondement de la politique ». Les faits observés par Say permettent de formuler cette règle, que la politique est « la science de la production, c'est-à-dire la science qui a pour objet l'ordre de choses le plus favorable à tous les genres de production[1] ».

Voilà les principes du nouveau système, du système industriel. Toute association humaine a pour objet la guerre ou le travail, la conquête ou l'industrie : le système purement militaire, c'est le système féodal; le système de transition qui prétend convenir aux deux à la fois, c'est le système parlementaire; le système constitué en vue du travail seul, c'est le système industriel. Voici comment Saint-Simon a, pour la première fois, indiqué

[1] *Œuvres*, III, p. 152; II, p. 187.

le caractère nouveau de ses recherches : « La société tout entière repose sur l'industrie. L'industrie est la seule garantie de son existence, la source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités. L'état de choses le plus favorable à l'industrie est donc, par cela seul, le plus favorable à la société. Voilà tout à la fois et le point de départ et le but de tous nos efforts[1]. »

Les deux traits dominants du système industriel sont d'abord la prépondérance des producteurs dans la société, ensuite le peu de pouvoir laissé à l'État. Dans les temps anciens, une minorité conquérante dominait une grande masse opprimée; il fallait un gouvernement fort, préoccupé surtout de maintenir l'ordre; les gouvernants étaient les maîtres des gouvernés. Mais ces derniers, en s'enrichissant, ont toujours acheté de nouvelles portions de pouvoir; le gouvernement, étant de sa nature improductif, en a toujours vendu. Il s'est dépouillé lui-même de ses forces. Néanmoins on ne peut pas le supprimer : l'histoire de la Révolution a montré que, s'il est gênant, l'anarchie est encore pire; « un gouvernement est un besoin, c'est-à-dire un mal nécessaire ». On s'en passerait fort bien si le monde n'était composé que de travailleurs. Mais l'homme est naturellement paresseux; il y a des oisifs, des parasites, qui veulent

[1] *Œuvres*, II, p. 13.

consommer sans produire ; « il y a des fainéants, c'est-à-dire des voleurs ». Les travailleurs ont besoin d'une protection contre eux. Comme le gouvernement rend un service utile, on doit le payer, pas trop cher ; le seul moyen d'être gouverné le moins possible, c'est de l'être au meilleur marché possible. Autrefois il y avait des *pouvoirs*, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel : désormais il n'y aura plus que des *capacités*, la capacité scientifique et la capacité industrielle. Les vrais directeurs de la société seront les chefs des entreprises industrielles, les chefs de la production ; les gouvernants garderont des fonctions de police, un rôle subalterne comme celui des surveillants dans les collèges. Autrefois l'homme ambitieux et actif s'attachait à dominer ses semblables ; dans le système nouveau, il s'efforcera de dominer les choses. Tel nabab anglais qui règne en despote sur des milliers d'Indous au Bengale n'a qu'un rêve, c'est de retourner vivre en Angleterre où il ne lui sera pas permis d'offenser le moindre matelot. Ainsi la civilisation perfectionne chez l'homme non seulement les connaissances, mais les passions[1].

Comment sera établi le système nouveau ? D'abord il faut gagner l'opinion publique ; si elle se prononce en faveur du régime industriel, le Parlement s'inclinera et la royauté obéira. Le

[1] *Œuvres*, II, p. 198 et 128 ; IV, p. 127.

premier rôle appartient donc aux écrivains ; la discussion avec les défenseurs du passé, avec les légistes et les métaphysiciens, doit être recherchée, car le système industriel en sortira vainqueur. Les industriels ont un intérêt évident à s'assurer le concours des meilleurs publicistes; et, comme ceux-ci jusqu'à présent n'avaient d'autres moyens de vivre que la protection du gouvernement, il faut suppléer à cette ressource par des souscriptions volontaires. C'est le journal *le Conservateur* qui a constitué le parti ultra-royaliste; c'est *la Minerve* qui a créé le parti libéral; un seul ouvrage, un seul recueil (peut-être celui de Saint-Simon) formera le parti industriel. On pourrait faire deux comités, l'un composé de publicistes, qui choisira les travaux dignes de paraître, et l'autre composé d'industriels, qui gérera les fonds de l'association et donnera le permis d'imprimer aux travaux présentés par le premier groupe [1].

L'opinion publique une fois préparée, il sera temps d'agir. C'est au roi d'accomplir la transformation politique en changeant le budget. Dans le système nouveau la royauté pourra subsister, au moins de nom, car le caractère en sera profondément modifié [2]. Plus de liste civile démesurée pour

[1] *Œuvres*, III, p. 213 ; éd. Rodrigues, p. 239.

[2] Ailleurs Saint-Simon laisse entendre que, dans le système nouveau, la royauté disparaîtra d'elle-même. *Œuvres*, III, p. 40.

entretenir un grand nombre d'oisifs ; plus de nobles anciens ou nouveaux pour former une cour ; la féodalité doit achever de disparaître, et le monarque fera bien d'y consentir de bonne grâce, afin d'obtenir une large indemnité pour cette noblesse qu'il aime ; les industriels, toujours ennemis de la violence, ne s'y refuseront pas[1]. Au lieu de présenter aux Chambres une Constitution nouvelle, le prince devrait agir par ordonnance et déclarer, dans une proclamation aux Français, qu'il prend la dictature provisoirement jusqu'à ce que le pays soit réorganisé[2].

Quant aux mesures à prendre, Saint-Simon les expose souvent, mais ses idées à ce propos ont beaucoup varié. Très à son aise dans le domaine de la philosophie et de l'histoire, notre auteur devient plus incertain dès qu'il s'agit d'institutions pratiques. Voyons les différents plans présentés par lui.

Le premier et le plus complet se trouve dans *L'Organisateur*. Il y aura trois chambres. La première, ou chambre d'*invention*, comprendra deux cents ingénieurs civils, cinquante poètes ou écrivains, vingt-cinq peintres, quinze sculpteurs ou architectes, dix musiciens ; elle dressera un projet de travaux publics, qui sera mis à jour tous les

[1] Il propose un emprunt de deux milliards pour cette indemnité. *Œuvres*, IV, p. 60.

[2] *Œuvres*, VII, p. 53 ; V, p. 101 ; VI, p. 237 et suiv.

ans, puis un projet de fêtes publiques, depuis celles de la capitale jusqu'à celles des simples cantons. Composée de membres qui recevront 10,000 francs par an, élus pour cinq ans et rééligibles, elle fixera pour l'avenir les conditions d'électorat et d'éligibilité. La seconde chambre, ou chambre d'*examen*, comptera trois cents membres : cent physiologistes, cent physiciens occupés des corps bruts, cent mathématiciens ; elle examinera les projets de la première, dirigera l'éducation publique et les fêtes morales. La troisième, ou chambre d'*exécution*, sera l'ancienne Chambre des communes ou des députés, recrutée parmi les chefs de toutes les branches de l'industrie, sans aucun traitement puisque tous seront riches ; elle exécutera les projets préparés par les deux autres assemblées, et surtout elle s'occupera du budget. Le Parlement formé de ces trois chambres commencera par ouvrir des concours pour les meilleurs projets de codes civil et criminel et de défense nationale [1].

Faut-il ajouter quelques détails bizarres donnés par Saint-Simon ? Cinquante mille arpents seront transformés en jardins, chacun avec un musée des produits nationaux et industriels de la région, et des maisons pour les artistes de passage, « destinés à enflammer les habitants du can-

[1] *Œuvres*, IV, p. 50 et suiv.

ton de la passion dont les circonstances exigeront le développement pour le plus grand bien de la nation ». Tout le sol français doit devenir « un superbe parc à l'anglaise ». Nous ne sommes pas loin de Salente et de l'île de Thomas Morus ; ou plutôt, Saint-Simon a beau railler les chimères de la Révolution, il est bien le contemporain de ceux qui, en 1794, proposaient les fêtes à l'Être suprême, à la Frugalité, à l'Agriculture, à l'Industrie. Seulement, au lieu de condamner le luxe, le philosophe veut l'étendre à toutes les classes : « Le luxe deviendra utile et moral quand ce sera la nation entière qui en jouira. »

Voilà le programme complet de réformes qui est sorti un jour de l'imagination de notre auteur; plus tard il a présenté des projets plus modérés. Dans le *Système industriel*, ses demandes se bornent à la réorganisation de trois ministères. Le ministre des finances devra être un industriel ayant exercé sa profession pendant dix années consécutives ; il présidera un conseil de vingt-six membres (dix cultivateurs, quatre négociants, quatre manufacturiers, huit banquiers) qui examinera son projet de budget. Le ministre de l'intérieur devra justifier de six années consécutives passées dans l'industrie ; il présidera un conseil [1]

[1] Sept agriculteurs, trois négociants, deux fabricants, deux physiciens, trois chimistes, trois physiologistes, trois ingénieurs des ponts et chaussées.

chargé de fixer le budget de ce département. Le ministre de la marine doit avoir à son actif vingt ans de résidence dans un port, dix années passées dans la profession d'armateur ; le conseil maritime comprendra treize membres nommés respectivement par les armateurs de chaque grand port. Tout cela peut s'accomplir très vite, simplement par voie budgétaire[1].

Autre projet d'ordonnance présenté peu après. L'Institut sera chargé de surveiller l'instruction publique et de rédiger le catéchisme national ; des industriels formant un conseil prépareront le budget ; la noblesse disparaîtra ; la garde nationale fera la police et nommera ses officiers[2]. — En 1824 encore, Saint-Simon donne la prépondérance à l'Institut en le complétant. Il doit y avoir deux Académies : l'Académie des sciences, qui existe déjà, comptera un nouveau groupe composé de mécaniciens praticiens ; l'Académie des sciences morales, qui se trouvait en germe dans la classe des sciences morales et politiques sous la Révolution, recevra non seulement des moralistes, des théologiens, des légistes, mais aussi tous les genres d'artistes, car « les faiseurs de théories ne doivent point être séparés de ceux qui se distinguent dans les principales applications ». Au-dessus des deux Académies, un Collège scientifique suprême, nommé

[1] *Œuvres*, V, p. 106 et suiv.
[2] *Œuvres*, VI, p. 239.

par elles, coordonnera les travaux de ces deux corps et sera « le conseil initiateur de Sa Majesté » ; ses projets seront remis au Conseil administratif suprême, recruté parmi les industriels pour contrôler l'emploi du budget et préparer celui de l'année suivante ; c'est ce projet que le Conseil des ministres présentera aux Chambres[1]. Dans les *Opinions littéraires*, Saint-Simon refait les mêmes propositions et recommande d'agir *brusquement*, sans se borner aux demi-mesures qui ne servent à rien, même quand elles sont violentes comme celles de la Révolution[2].

Le philosophe s'est assagi peu à peu ; nous n'en sommes plus aux trois assemblées dont il parlait dans *L'Organisateur*. Le rôle attribué aux deux Académies et au Collège scientifique suprême dénote une confiance exagérée dans la capacité des savants, mais on peut accepter le conseil d'industriels aidant à préparer le budget. Il ne parle plus de renverser entièrement l'ancienne Constitution ; la Charte peut subsister, les conseils nouveaux seront « une simple intercalation entre le pouvoir du roi et celui des Chambres ».

Ainsi se formera la société nouvelle. Une fois les oisifs éliminés, il ne restera plus que des travailleurs, divisés en trois grandes classes : les industriels, les savants, les artistes ; toutes les trois

[1] *Œuvres choisies*, III, p. 198.
[2] *Ibid.*, III, p. 298.

doivent aider au triomphe du système futur. Saint-Simon s'adressa d'abord aux industriels; voyant leur froideur en présence de ses projets, il crut nécessaire de gagner d'abord les artistes, qui l'aideraient à échauffer les cœurs, puis les savants, qui devaient convaincre les intelligences [1]. Mais d'ordinaire le rôle principal est réservé aux industriels, parce que l'existence des deux autres classes dépend d'eux. On lui objecte que ce serait plutôt aux savants, aux théoriciens, à prendre la tête du mouvement. Non, répond-il; d'abord la fortune des industriels leur assure l'indépendance. En présentant une opinion hardie, les théoriciens exposeraient leurs moyens d'existence, alors que les chefs d'industrie peuvent y perdre tout au plus « un sobriquet de baron, de comte, de marquis ou de duc ». Et puis les patrons des travailleurs posséderont toujours la force matérielle : « Les théoriciens resteront à tout jamais, sous le rapport temporel, dans la dépendance des cultivateurs, des fabricants, des négociants et des banquiers, quoiqu'ils doivent obtenir un plus haut degré de considération que celui dont jouiront ceux qui le leur accorderont. » Ainsi Corneille et Molière doivent leur réputation à des acteurs et des spectateurs qui se savaient incapables de rivaliser avec eux. Si le corps scientifique possédait le pouvoir, il devien-

[1] *Œuvres choisies*, II, troisième lettre aux jurés.

drait bientôt, comme le clergé, « métaphysicien, astucieux et despote ». La part des savants est assez grande, puisqu'ils auront le pouvoir spirituel, la surveillance de l'éducation [1].

Quant aux beaux-arts, on croit qu'ils seront tués par l'avènement des hommes positifs. Grande erreur ! Quelles furent les nations artistes par excellence? Athènes, la ville la plus industrieuse de la Grèce; Florence, qui obéissait à des banquiers, les Médicis; Anvers, le grand port de commerce; les Hollandais, les puissants marins du XVII^e^ siècle. L'oisif gaspille l'argent pour avoir des domestiques, des chevaux, une bonne table; l'industriel aime les collections de tableaux ou de sculptures, et sait que les découvertes de l'art font prospérer les fabriques. Artistes et industriels sont faits pour vivre ensemble; ce sont les artistes qui ont excité les Grecs contre les Perses, qui ont inspiré aux chrétiens la haine de la tyrannie; « ils trouveront le moyen d'éveiller dans l'âme des industriels les idées de gloire ainsi que les sentiments généreux ».

Les industriels comprennent les négociants, les fabricants et les agriculteurs. Tous méritent de l'intérêt, tous contribuent à la production; mais les derniers, les cultivateurs, sont les plus utiles. Malheureusement l'agriculture est bien moins avancée

[1] *Œuvres*, V, p. 160.

que les deux autres branches de l'industrie ; Saint-Simon le constate et veut y remédier. L'exposé de ses idées sur la réforme agricole prouve que ce philosophe utopiste savait quelquefois s'appliquer à l'étude précise d'un sujet particulier [1].

Dans la fabrication et le commerce, les travailleurs ont des bailleurs de fonds ou commanditaires, mais gardent le premier rôle ; dans l'agriculture, le travailleur n'est qu'un subalterne [2], et voilà ce qui en retarde les progrès. Le propriétaire qui cultive ses terres est plus estimé comme propriétaire que comme agriculteur, mais le capitaliste qui fait du commerce est plus estimé comme négociant que comme capitaliste. L'histoire nous explique ces différences : les droits des commerçants et des manufacturiers ont été fixés par un contrat, le rachat des communes ; ceux des propriétaires fonciers ont pour origine la conquête, le droit du plus fort. Les propriétaires sont les descendants des Francs, les fermiers ceux des Gaulois.

Pour changer cela, trois lois devraient être promulguées immédiatement. La première fera peser l'impôt foncier, non plus sur le propriétaire, mais sur le cultivateur, pour que celui-ci atteigne le

[1] *Œuvres*, III, p. 85 et suiv.

[2] Dans l'industrie, « c'est le travailleur qui donne son nom à la maison..., c'est le travailleur qui en est l'homme important aux yeux de la loi, ou plutôt c'est le travailleur que la loi a rendu l'homme important. Dans l'agriculture, le travailleur n'est qu'un subalterne, ce n'est qu'un fermier qui appelle son propriétaire son maître. »

cens électoral ; puisque c'est lui qui rend le sol productif, c'est à lui de jouir des droits politiques attachés à la propriété. La seconde loi mettra en vigueur le système fréquemment suivi en Angleterre : on estime la valeur de la terre lors de la mise en possession du fermier, puis lors de l'expiration du contrat, et la différence en bénéfice ou en perte est partagée entre le propriétaire et le travailleur. Celui-ci pourra également requérir le propriétaire de faire un emprunt pour améliorations, en hypothéquant le domaine ; en cas de refus du propriétaire, des arbitres examineront le différend et, s'il y a lieu, ordonneront l'emprunt. Une troisième loi décidera la mobilisation des propriétés foncières, mesure indispensable, qui s'est appliquée facilement dans une partie de la Prusse. Le crédit agricole, enfin constitué, mettra nos laboureurs en état d'égaler ceux de l'Angleterre.

Quant au commerce et à l'industrie, la seule chose nécessaire à leur développement est la liberté des échanges, l'accord entre tous les peuples. Plus de monopoles, plus de barrières. La politique coloniale doit être condamnée : on aurait dû consacrer au territoire français tout l'argent si vainement dépensé, au lieu de réoccuper la ville de Pondichéry [1].

Manufacturiers, agriculteurs et commerçants,

[1] *Œuvres*, III, p. 110.

tous sont des industriels, mais chacun demeure confiné dans sa sphère, dépourvu d'idées générales. Il leur faut des chefs aux vues plus hautes, capables de les unir dans une action commune : ce seront les banquiers. C'est vers la fin du règne de Louis XIV qu'est née « l'industrie banquière », mais sa puissance ne date que de quelques années. La science des finances a été fondée par le discours où Pitt exposa son projet d'impôt sur le revenu ; en 1817 les banquiers ont offert leur argent à Louis XVIII et créé le crédit public. Mais que de progrès à faire encore ! Les banquiers doivent multiplier leurs affaires, toujours fertiles en profits et semblables « à ces matières onctueuses que la main ne touche jamais sans en conserver quelques traces ». Ces financiers n'ont pas compris jusqu'ici que les industriels seront leurs meilleurs clients, qu'il y a plus à gagner avec les peuples qu'avec les rois. Et ils ont le tort de se laisser circonvenir par les légistes et les bonapartistes ; les salons de la Chaussée d'Antin sont peuplés de phraseurs, de fonctionnaires publics destitués. Que les banquiers se mettent en rapport avec les commerçants de la rue Saint-Denis ou de la rue de la Verrerie comme avec les manufacturiers des faubourgs ; alors ils seront les maîtres. Les banquiers, voilà les vrais chefs de la classe industrielle. Le conseil de la Banque de France, avec ses régents qui ne touchent aucun traitement, qui gèrent cette grande maison

sans négliger leurs affaires particulières, est le type de ce que sera l'administration dans la société industrielle, car désormais le gouvernement fera place à l'administration [1].

Les projets de Saint Simon n'étaient pas, comme on l'a trop répété, des utopies irréalisables. Il voulait le règne des savants et celui des banquiers; les premiers ont le pouvoir en Chine, les seconds sont devenus tout-puissants chez nous depuis Louis-Philippe; seulement il s'est fait illusion sur les conséquences de ces nouveautés. L'exemple des Laplace et des Cuvier aurait dû lui apprendre qu'on peut être grand savant et médiocre homme d'État; la politique, avec ses mesures moyennes et ses transactions, n'a que faire du compas d'un mathématicien ou du microscope d'un naturaliste. Quant à la puissance des banquiers, elle n'a changé ni la nature du gouvernement ni le caractère de la société; ses progrès n'ont pas été profitables à cet esprit de solidarité qui devait, d'après Saint-Simon, faire le salut des peuples modernes.

[1] Ed. Rodrigues, p. 29. *Œuvres*, III, p. 112.

CHAPITRE IX

THÉORIE SOCIALISTE

Jusqu'ici nous avons vu dans Saint-Simon l'apôtre de l'industrialisme, qui se borne à compléter Adam Smith et Jean-Baptiste Say. Mais ce n'est qu'une face de son système; d'autres idées apparaissent chez lui, qui auraient beaucoup étonné l'auteur de la *Richesse des nations;* il a été en France l'un des précurseurs du socialisme. Il semble que toute doctrine poussée à l'extrême doive engendrer la théorie contraire, destinée à la détruire. Ce sont les économistes qui ont introduit dans la politique la notion des lois absolues, s'imposant avec une égale force à toutes les sociétés; ce sont eux qui ont donné à la propriété pour unique origine le travail; ce sont eux qui ont voulu substituer à la politique nationale une politique internationale. Tout cela, les socialistes le leur ont pris, mais en interprétant ces principes d'une manière tout opposée. Saint-Simon fut un socialiste; après avoir réduit au

minimum le pouvoir du gouvernement, il esquissa la doctrine qui supprime l'individu au profit de l'État.

Cette tendance apparaissait déjà dans les *Lettres d'un habitant de Genève*, mais l'auteur semblait y avoir renoncé. Le retour à ces vues est marqué par une note du *Système industriel;* c'est souvent dans les notes que Saint-Simon hasarde ses plus audacieuses théories. On prétend, dit-il, que le but du contrat social est de maintenir la liberté. Cela pouvait être exact lorsque la liberté courait des dangers, mais le système industriel donnera le plus haut degré de liberté sociale; dès lors, faire des combinaisons savantes pour la préserver de périls imaginaires, ne serait-ce pas renouveler le combat de don Quichotte contre les moulins à vent? « D'ailleurs en aucun cas le maintien des libertés individuelles ne peut être le but du contrat social. La liberté, considérée sous son vrai point de vue, est une conséquence de la civilisation, progressive comme elle, mais elle ne saurait en être le but. » Les sauvages s'associent pour la chasse ou la guerre, non pour la liberté. « Il faut un but d'activité, je le répète, et la liberté ne saurait en être un, puisqu'elle le suppose. Car la vraie liberté ne consiste point à rester les bras croisés, si l'on veut, dans l'association; un tel penchant doit être réprimé sévèrement partout où il existe; elle consiste, au contraire, à développer, sans entraves et avec toute

l'extension possible, une capacité temporelle ou spirituelle utile à l'association. » A mesure que la civilisation progresse, la division du travail augmente ; donc les hommes dépendent moins les uns des autres individuellement, mais chacun dépend plus de la masse [1]. « Or l'idée vague et métaphysique de liberté, telle qu'elle est en circulation aujourd'hui, si on continuait à la prendre pour base des doctrines politiques, tendrait éminemment à gêner l'action de la masse sur les individus. Sous ce point de vue, elle serait contraire au développement de la civilisation et à l'organisation d'un système bien ordonné, qui exige que les parties soient fortement liées à l'ensemble et dans sa dépendance [2]. »

Ce morceau remarquable est une déclaration de guerre de Saint-Simon à l'école libérale, du socialisme à l'individualisme. Il affirme que la liberté intéresse fort peu la masse du peuple. « Les discussions sur la liberté, qui agitent beaucoup la classe moyenne, sont devenues à peu près indifférentes à la classe inférieure, parce qu'elle sent très bien que, dans l'état actuel de la civilisation, l'arbitraire ne peut jamais porter sur elle [3]. »

[1] Saint-Simon l'a redit ailleurs : « La division qui s'est introduite dans les travaux a lié complètement les hommes ensemble. » (*Œuvres choisies*, II, p. 438.) C'est cette idée qui a été développée dans un livre récent (Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, 1893, 8°.)

[2] *Œuvres*, V, p. 15-16.

[3] *Œuvres*, VI, p. 179.

Si ce n'est point la liberté qui peut devenir l'idéal des temps nouveaux, sera-ce la démocratie, avec ses deux dogmes fondamentaux, la souveraineté du peuple et l'égalité absolue? Moins encore. Le penseur aux conceptions les plus audacieuses demeure toujours un homme de son époque; Saint-Simon, vivant sous un gouvernement censitaire qui réserve les droits politiques à un petit nombre d'hommes, considère le suffrage universel et toutes ses conséquences comme des monstruosités. Le principe de la souveraineté populaire est une de ces idées métaphysiques et vides de sens qu'il est temps de chasser de la politique, aussi bien que son contraire, le principe de la légitimité. Celle-ci fut une invention du clergé, qui voulait gagner les bonnes grâces de la monarchie; la souveraineté du peuple a pris crédit en Hollande vers le même temps, à la fin du XVI^e^ siècle. L'une et l'autre ont grandi ensemble; « ces deux dogmes n'ont d'existence réelle que par opposition l'un à l'autre [1] ». Les légistes ont imaginé cette abstrac-

[1] « Le sens vulgaire attaché à l'expression de souveraineté du peuple, et même le seul sens clair qu'on puisse lui attacher, est souveraineté par la volonté du peuple, puisque le peuple sent très bien, excepté dans des moments de délire d'une courte durée, qu'il n'a pas le loisir d'être souverain. Or, comme il est admis que cette volonté n'est point déterminée par des conditions fixes, puisées dans l'intérêt du peuple, et qu'elle est très indépendante du mérite du souverain, il s'ensuit que l'expression souveraineté par la volonté du peuple ne signifie rien que par opposition à souveraineté par la grâce de Dieu. » *Œuvres*, V, p. 210.

tion métaphysique pour l'opposer à l'abstraction métaphysique prônée par le clergé; « ils ont transporté aux nations l'infaillibilité papale ». Leur invention est morte aujourd'hui; le seul moyen de la faire renaître serait précisément de ressusciter la monarchie de droit divin.

L'égalité absolue inspire à notre auteur une répulsion plus vive encore; c'est le sentiment d'un homme qui a vu la Terreur et entendu proclamer « cette bêtise sanguinaire : *l'égalité ou la mort* ». Il frémit en pensant aux nouveaux troubles que ce mot pourra exciter. Que les industriels y fassent attention: « Le dogme de l'égalité turque, c'est-à-dire de l'égale admissibilité à l'exercice du pouvoir arbitraire, peut encore faire, si vous n'y prenez garde, de grands ravages ; il n'est point tout à fait émoussé. Quel moyen avez-vous de lutter contre les séductions de ce dogme, avant d'avoir pu donner au peuple des notions nettes et précises sur ses véritables intérêts? » Le régime nouveau réalisera la seule égalité possible, l'égalité industrielle : « Tout homme, quel qu'ait été son point de départ, pourra parvenir à la première de toutes les existences sociales, la royauté seule exceptée, et il ne pourra y parvenir que par des travaux qui auront été utiles à ses semblables. Ainsi ce sera par une disposition essentiellement morale que la tendance vers l'égalité sera satisfaite. » Et la question de la souveraineté du peuple, de l'ori-

gine des pouvoirs, sera ainsi résolue par le fait [1].

Saint-Simon est persuadé que la masse ouvrière ne demande pas l'égalité complète, à moins d'y être amenée par des excitations malsaines. Aussi envoie-t-il un manifeste aux ouvriers eux-mêmes : leur devoir est d'engager les chefs d'industrie à prendre le gouvernement. Saint-Simon leur dit comment ils doivent parler à leurs patrons : « Vous êtes riches et nous sommes pauvres ; vous travaillez de la tête, et nous des bras ; il résulte de ces deux différences fondamentales qui existent entre nous que nous sommes et que nous devons être vos subordonnés. » Des ouvriers tenant un pareil langage à leurs patrons, voilà qui nous transporte bien loin du socialisme actuel [2].

Quel est donc le vrai but de l'organisation sociale, si ce n'est ni la liberté ni l'égalité ? L'ordre ? pas davantage ; le gouvernement doit y veiller, bien entendu, mais cela va sans dire. Les gouvernés ont répondu depuis longtemps : c'est le bonheur social. Rien de plus vrai ; seulement la formule est trop vague et laisse trop de latitude aux gouvernants. Un roi ambitieux placera le bonheur social dans la conquête ; un roi dévot, dans la religion, et ainsi de suite. Si une caravane dit à ses chefs : « Menez-nous où nous serons le mieux, »

[1] *Œuvres*, VI, p. 17. — *Deux lettres à MM. les électeurs du département de la Seine*. Juin 1822 (extrait du *Système industriel*).

[2] *Henri Saint-Simon à MM. les ouvriers*, 1821.

ils peuvent disposer d'elle suivant leur caprice ; qu'elle leur dise : « Menez-nous à la Mecque, » ils n'ont plus que le rôle de guides. Le vrai but à poursuivre, c'est « d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a point d'autre moyen d'existence que le travail de ses bras ». Louis XVIII doit comprendre qu'il faut établir « une organisation sociale solide, c'est-à-dire combinée directement dans l'intérêt de la majorité ». Voilà la fin dernière de la société, du gouvernement des lois [1]. L'amélioration générale sera complétée par des travaux particuliers, que les savants ont déjà préparés et que Saint-Simon énumère avec complaisance [2].

Qu'on n'ait pas indiqué nettement ce but jusqu'à présent, l'histoire du passé nous l'explique. Le régime industriel ne pouvait être fondé avant qu'on eût accompli les progrès élémentaires, qu'on eût tiré le peuple de l'esclavage et de la

[1] *Œuvres*, IV, p. 196 ; VI, p. 81. *Œuvres choisies*, II, p. 435.

[2] Les savants, dit-il, ont préparé des projets pour l'éducation nationale, pour le développement agricole. « J'ai aussi connaissance de projets ayant pour but d'assurer du travail aux non-propriétaires et d'améliorer sous tous les rapports le sort de cette classe qui compose encore aujourd'hui la majorité de la nation, tout en accroissant chez eux le sentiment du respect dû à la propriété et, d'une autre part, en multipliant les jouissances des riches. J'ai encore connaissance de combinaisons faites pour remédier aux inconvénients qui résulteront de la rapidité avec laquelle la population s'accroîtra, quand le régime industriel aura fait prendre à la culture, à la fabrication et au commerce tout l'essor dont ils sont susceptibles. Ce travail renferme un système de colonisation large et peu dispendieux. » *Œuvres*, V, p. 162.

barbarie. « Il faut qu'une population ait acquis un certain degré de capacité temporelle et spirituelle pour pouvoir vivre sous un système d'ordre social où elle n'est pas soumise, quant au temporel, à l'empire de la force physique, et quant au spirituel, à celui des croyances aveugles. » Or l'esclavage n'est entièrement anéanti qu'en France, et depuis la Révolution; en 1789 il y avait encore des mainmortables; l'axiome « Point de terre sans seigneur » demeurait admis; l'immense majorité du peuple était taillable et corvéable à merci. La nuit du 4 août a définitivement affranchi la France, alors que l'esclavage subsiste dans la libre Amérique. Le nouveau régime ne serait point applicable en Russie comme il l'est chez nous. Depuis cette nuit fameuse, tout Français a la propriété de son travail tout au moins; le peuple acquiert l'amour de l'ordre et le respect des biens individuels, comme on l'a vu dans la grande disette de 1794, alors que la foule était souveraine. Les connaissances pratiques se sont également développées; les ouvriers agricoles, acheteurs de biens nationaux, les ont très bien fait valoir[1]; parmi les ouvriers des fabriques, plusieurs ont succédé aux entrepreneurs ruinés, et grâce à eux la production nationale a beaucoup augmenté. L'Angleterre elle-

[1] Saint-Simon, rappelant ses souvenirs de marchand de biens nationaux, cite comme exemple l'habileté des nouveaux cultivateurs autour de Cateau-Cambrésis. *Œuvres choisies*, III, p. 268.

même est par là inférieure à la France : le prolétaire anglais a la haine du riche, le prolétaire français en est revenu [1].

La fin de l'état social est donc l'amélioration du sort des travailleurs. Il faut « classer comme premières dépenses de l'État celles qui sont nécessaires pour procurer du travail à tous les hommes valides, afin d'assurer leur existence physique ; celles qui ont pour objet de répandre le plus promptement possible dans la classe des prolétaires les connaissances positives acquises ; et enfin celles qui peuvent garantir aux individus composant cette classe des plaisirs et des jouissances propres à développer leur intelligence ». Pour fournir de l'occupation aux prolétaires, Saint-Simon réclame de grands travaux dont il fait tracer le programme par les ouvriers eux-mêmes ; ce seront des défrichements, des desséchements de marais, et puis des routes, des ponts, des canaux ; les capitaux se porteront volontiers vers ces entreprises, pourvu que l'État en abandonne les bénéfices aux directeurs. Les bras ne manqueront pas davantage ; après la récolte, un huitième des travailleurs suffit aux soins des champs ; six millions de terrassiers pourront être employés dans l'intervalle des moissons. Tandis que le bénéfice profitera aux chefs d'exploitation, les terrassiers jouissant de salaires

[1] *Œuvres*, IV, p. 144. *Œuvres choisies*, III, p. 183 et suiv.

plus élevés qu'auparavant consommeront davantage : 120 à 150 millions de salaires en plus par mois représentent 1,500 à 1,800 millions de consommation en plus par an ; celle-ci profitera aux ouvriers des manufactures et du commerce. Ajoutons qu'on pourrait économiser dans le budget 200 millions aux dépens des bureaucrates « qui emploient leur temps à lire la gazette et à tailler des plumes » ; autant d'argent à employer au profit des classes laborieuses. Saint-Simon ne demande pas une diminution du budget : « La véritable économie ne consiste pas à peu dépenser, mais à bien dépenser[1]. »

Ainsi, de grands travaux publics et un budget bien entendu, voilà les remèdes qui donneront aux classes populaires une condition meilleure. Toutes les écoles socialistes ont préconisé une réforme bien plus radicale, une transformation de la propriété individuelle, qu'il s'agisse de la limiter ou de la supprimer. Le problème n'a pas échappé à Saint-Simon ; dès 1814 il écrivait : « Il n'y a point de changement dans l'ordre social sans un changement dans la propriété[2]. » Plus tard le philosophe a déclaré pourquoi un tel changement est légitime : « Il est évident que, dans tout pays, la loi fondamentale est celle qui établit les propriétés et

[1] *Œuvres choisies*, III, p. 279. *Saint-Simon à MM. les ouvriers.* *Œuvres*, VI, p. 171.
[2] *Œuvres*, I, p. 242.

les dispositions pour les faire respecter ; mais de ce que cette loi est fondamentale, il ne résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée. Ce qui est nécessaire, c'est une loi qui établisse le droit de propriété et non une loi qui l'établisse de telle ou telle manière. C'est de la conservation du droit de propriété que dépend l'existence de la société, mais non de la conservation de la loi qui a primitivement consacré ce droit. Cette loi dépend elle-même d'une loi supérieure et plus générale qu'elle, de cette loi de la nature en vertu de laquelle l'esprit humain fait de continuels progrès, loi dans laquelle toutes les sociétés puisent le droit de modifier et de perfectionner leurs institutions ; loi suprême qui défend d'enchaîner les générations à venir par aucune disposition de quelque nature qu'elle soit. » Et ce qui vient après est encore plus significatif : « Ainsi donc ces questions : — quelles sont les choses susceptibles de devenir des propriétés ? par quels moyens les individus peuvent-ils acquérir ces propriétés ? de quelle manière ont-ils le droit d'en user lorsqu'ils les ont acquises ? — sont des questions que les législateurs de tous les pays et de tous les temps ont le droit de traiter toutes les fois qu'ils le jugent convenable, car le droit individuel de propriété ne peut être fondé que sur l'utilité commune et générale de l'exercice de ce droit, utilité qui peut varier selon les temps. » Voilà des paroles

étonnantes quand on songe qu'elles sont écrites en 1819[1] et non en 1848, qu'elles sont signées de Saint-Simon et non de Louis Blanc ou de Karl Marx. Mais le hardi novateur se borne à établir un principe, sans dire en quoi consistera la législation nouvelle. S'agissait-il de supprimer l'héritage, dont Saint-Simon ne parle jamais? s'agissait-il de retirer ses droits au propriétaire oisif, puisque tout homme doit travailler? On ne sait; préoccupé de faire accepter ses plans et par le roi et par les grands industriels, notre auteur a laissé dans l'ombre cette question si grave. Sa doctrine socialiste n'est donc pas complète; ajoutons qu'elle n'est pas démocratique. On a dit de nos jours : « Tout pour l'ouvrier et par l'ouvrier. » Le système de Saint-Simon pourrait se résumer ainsi : « Tout pour l'ouvrier, rien par l'ouvrier[2]. »

[1] *Œuvres*, III, p. 89-90.

[2] Une partie de ce chapitre a déjà paru dans un article de la *Revue internationale de Sociologie* (nov.-déc. 1893).

CHAPITRE X

MORALE ET RELIGION

L'amélioration physique et économique du sort des travailleurs n'est pas la partie principale du programme saint-simonien ; l'amélioration morale de l'humanité paraît à notre philosophe beaucoup plus importante. Il y attachait d'autant plus de prix que, pour lui, la morale ne tarda pas à se confondre avec la religion. Il y eut toujours chez Saint-Simon une double tendance : ses études positives et scientifiques le poussaient à fonder une morale purement pratique et démontrable ; mais ses penchants sentimentaux et presque mystiques l'amenaient à vouloir une religion, dans le sens complet du mot. Ces deux tendances, qui semblent s'exclure l'une l'autre, ont fini par se juxtaposer, par s'unir, de sorte que son système de morale a deux faces différentes.

Saint-Simon abandonna de bonne heure le christianisme traditionnel ; le refus de faire sa première

communion ne fut sans doute pas un simple caprice d'enfant. Mais le sentiment religieux restait vif chez lui. En 1790, dans son adresse à la Constituante pour la suppression des titres nobiliaires, c'est d'un ton inspiré qu'il louait la grande assemblée [1]. La décadence du christianisme au XVIII[e] siècle laissait un grand vide chez les hommes pénétrés du besoin de croire ; à défaut de la religion, beaucoup donnaient dans la superstition. C'est ce qui fit le succès des illuminés, martinistes en France, rose-croix en Prusse, swedenborgiens en Suède. L'imagination ardente et la vie agitée de Saint-Simon le disposèrent à tomber dans ces erreurs [2] ; rappelons-nous l'apparition de Charlemagne au Luxembourg, les paroles dictées par Dieu dans les *Lettres d'un habitant de Genève*. Et cependant cet écrit de visionnaire contient déjà le principe de sa morale positive : les savants remplaceront le clergé comme pouvoir spirituel, la religion sera fondée sur la science.

L'*Introduction aux travaux scientifiques* substitue au précepte négatif de la morale chrétienne :

[1] « Nous vouons entre ses mains (de l'Assemblée) le plus souverain mépris à ces dévots mondains qui osent appeler Dieu au secours de leurs richesses, feignant de craindre pour la religion, à l'instant même que vingt-cinq millions d'hommes, donnant le grand exemple à l'univers de se rappeler que l'Éternel les a tous indistinctement créés à son image, cessent enfin d'insulter à la majesté de sa toute-puissance par les distinctions impies de la naissance... » Adresse du canton de Marché-le-Pot. Hubbard, p. 23.

[2] Nous avons vu que son ami Redern était un Illuminé.

« Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fît », le précepte positif de la morale nouvelle : « L'homme doit travailler. » Il est vrai que, vers le même temps, Saint-Simon s'écriait d'un ton passionné : « Je crois en Dieu[1]. » Mais le mot *Dieu* sert à exprimer des idées très diverses, et vouloir remplacer le dogme de la Providence par celui de la gravitation universelle, c'est rompre entièrement avec les anciennes croyances.

Enfin nous arrivons aux conceptions définitives du philosophe, au système industriel. La morale, dit Saint-Simon, est ce qu'il y a de plus important pour les sociétés. Elle seule peut prévenir une perturbation imminente ; et pourtant on la néglige, on préfère se passionner pour d'insignifiants problèmes politiques. C'est exactement comme si les Hollandais négligeaient leurs digues le long de la mer pour s'occuper de quelques petites inondations intérieures. « La seule digue que les propriétaires puissent opposer aux prolétaires, c'est un système de morale. » La morale dominante jusqu'à ce jour est celle du christianisme ; elle a été grande et belle, digne de cette admirable religion[2]. Gardons-nous de renverser trop tôt la foi ancienne, mais

[1] *Œuvres*, I, p. 102.

[2] « ..... Religion admirable qui a prouvé sa supériorité sur toutes les autres, et même sa supériorité absolue, puisque les peuples qui l'ont adoptée sont les seuls dont le sort se soit continuellement amélioré, les seuls chez lesquels l'esclavage se soit successivement adouci et ait fini par s'anéantir. » *Œuvres choisies*, III, p. 213.

préparons le nouveau système. La révolution qui a fait triompher presque partout les idées positives doit transformer aussi les sciences philosophiques. « Il faut passer de la morale céleste à la morale terrestre... Le christianisme a fait faire un grand pas à la morale, il serait injuste et absurde de le nier; mais on doit reconnaître avec la même bonne foi que son règne est fini et que le temps pendant lequel il a été utile est déjà loin de nous [1]. »

Le principe nouveau, c'est que « tout ce qui est utile à l'espèce est utile aux individus et, réciproquement, que tout ce qui est utile à l'individu l'est aussi à l'espèce ». Il faut créer une chaire de morale dans laquelle le professeur expose comment chaque individu, placé à n'importe quel rang de la société, peut combiner son intérêt particulier avec le bien général. Ainsi la morale, qui n'a pas fait un pas en avant depuis douze cents ans, sortira des idées vagues; les moralistes ne seront plus noyés dans la métaphysique et leur science pourra servir de base à l'instruction publique. Or celle-ci est la chose qui doit le plus intéresser les gouvernements; c'est l'ignorance seule qui cause les troubles, les soulèvements des prolétaires contre l'ordre établi [2].

L'instruction publique sera confiée aux déten-

[1] *Œuvres*, II, p. 221; III, p. 37-38.

[2] *Œuvres*, V, p. 177. *Œuvres choisies*, III, p. 189. Comme exemple d'une révolte causée par l'ignorance des ouvriers, Saint-Simon cite la grande émeute de Manchester (éd. Rodrigues, p. 221).

teurs du pouvoir spirituel, aux savants. L'Institut rédigera un catéchisme national contenant les « principes qui doivent servir de base à l'organisation sociale, ainsi que l'instruction sommaire des principales lois qui régissent le monde matériel ». Ce catéchisme sera inculqué par l'enseignement mutuel à tous les enfants. Le roi doit promulguer l'ordonnance suivante : « Article premier. L'Institut aura la surveillance de l'instruction publique ; il ne pourra être rien enseigné dans les écoles de contraire aux principes établis dans le catéchisme national. Article 2. Les ministres des différents cultes seront soumis pour leur prédication, de même que pour leur enseignement aux enfants, à la surveillance de l'Institut. Article 3. Aucun Français ne pourra exercer les droits de citoyen avant d'avoir subi un examen sur le catéchisme national ; l'Institut réglera le mode et les conditions de l'examen[1]. »

Une culture intellectuelle plus complète est réservée aux riches, mais on s'occupera beaucoup des pauvres, pour que la haute classe ne puisse abuser de sa supériorité. L'éducation des hommes comprend l'éducation proprement dite et l'instruction. La première est la plus nécessaire pour accroître le bien-être social ; elle forme les habitudes, développe les sentiments, apprend à appliquer les

[1] *Œuvres*, VI, p. 237-39.

principes ; les Français du peuple ont fait à ce point de vue des progrès considérables. Reste à leur donner, par l'enseignement mutuel, une instruction suffisante. « La dixième partie de ce que coûtent les places inutiles dans les états-majors de toutes les branches de l'administration suffirait pour apprendre en dix années à lire, à écrire et à compter à tous les prolétaires de France. On pourrait en outre leur apprendre un peu de dessin, un peu de musique, et se servir des beaux-arts comme d'un moyen de les passionner pour le bien public [1]. »

La morale sera enseignée par un clergé de savants, au lieu de théologiens. Le clergé a pour tâche de diriger le peuple, de le dominer par ses connaissances, et de présider à l'éducation nationale, qui ne saurait être placée en d'autres mains ; c'est ce que les prêtres chrétiens ont cessé de comprendre. Le nouveau clergé, en possession d'une morale positive et démontrable, aura le droit de l'imposer à tous les hommes. Les philosophes du XVIII[e] siècle, combattant contre la théologie, proclamèrent la liberté illimitée de conscience ; or, avec ce principe négatif il n'y aurait plus deux croyances uniformes, ni même une croyance fixe chez un individu du matin au soir. « Il est clair que la liberté illimitée de conscience et l'indifférence religieuse absolue reviennent exactement

[1] *Œuvres choisies*, III, p. 273-5.

au même, quant aux conséquences politiques. » Désormais la liberté de conscience n'aura plus de raison d'être. On craint que le nouveau clergé n'abuse de son pouvoir comme l'ancien pour conter aux simples des erreurs grossières ; c'est méconnaître le caractère de la science. Un savant n'est jamais cru sur parole que provisoirement ; le droit de contrôle appartient à quiconque a la capacité d'en user. Le peuple croit sans preuve à la rotation de la terre comme aux autres découvertes des savants ; mais cette confiance renferme la réserve expresse du droit de vérification. Pareillement un mathématicien croira un physicien sur parole et, même à propos de mathématiques, admettra sans débat une proposition de Lagrange jusqu'au moment où il pourra l'examiner par lui-même[1].

Voilà la base scientifique de la morale de Saint-Simon, et pendant quelque temps elle paraît lui suffire ; mais bientôt ses idées se complètent, ses vues deviennent plus larges, sa religion plus humaine. Il comprend que l'homme est cœur autant qu'esprit, qu'une religion digne de ce nom doit satisfaire non seulement la raison, mais le sentiment. Ce progrès apparaît à partir de 1821, dans le *Système industriel* qui porte pour épigraphe : « Dieu a dit : Aimez-vous et secourez-vous les uns

[1] *Œuvres*, IV, p. 106 et 154-8.

les autres. » Mais c'est là un complément et non une transformation du système. Le programme de morale positive que nous venons de voir, reposant sur la fusion de l'intérêt individuel et de l'intérêt général, est encore le sien en 1822 et en 1824 [1]; seulement il diminue le rôle de l'intérêt privé; se détachant de l'école d'Helvétius et de Bentham, il oppose à l'*égoïsme* la *philanthropie*. Autrefois les moralistes lui paraissaient avoir tort de combattre l'égoïsme au lieu de l'utiliser [2]; maintenant il se plaint du développement de ce penchant [3] et demande à la philanthropie de le réprimer. Toutes les réformes destinées à donner au peuple du pain et de l'instruction ne sont que les conséquences du précepte: « Aimez-vous les uns les autres [4]. »

Et Saint-Simon écrit une *Adresse aux philanthropes* qui débute sur un ton religieux. « Messieurs, leur dit-il, la passion qui vous anime est d'institution divine; elle vous place au premier rang des chrétiens, elle vous donne le droit, elle vous impose le devoir de combattre les passions malfaisantes et de lutter corps à corps avec les peuples et avec les rois quand ils se laissent do-

[1] V., par exemple, *Œuvres choisies*, II, p. 444; III, p. 210-11.

[2] *Œuvres*, I, p. 44.

[3] « La décadence des doctrines générales anciennes a laissé développer l'égoïsme, qui envahit de jour en jour la société, et qui s'oppose éminemment à la formation des nouvelles doctrines. » *Œuvres*, V, p. 21.

[4] *Œuvres*, V, p. 22; VI, p. 84.

miner par elles. » La crise présente est semblable à celle qui éclata sous l'empire romain. Au moment où Cicéron avouait la décadence du vieux culte en disant que deux augures ne pouvaient se regarder sans rire, Dieu révéla le principe de la morale chrétienne, la fraternité. Les premiers chrétiens y conformèrent leur conduite; il faut agir, comme eux, par la persuasion seule, en prêchant la vérité; les philanthropes, « agents directs de l'Éternel, » ouvriront leurs rangs à tous les hommes de bonne volonté. C'est au roi très chrétien de faire triompher le principe fondamental de la morale de Jésus; à lui de fonder le christianisme définitif, le système où toutes les forces humaines seront liguées pour agir sur la nature [1].

Ainsi la tendance religieuse et sentimentale grandit chez Saint-Simon. Indiquant ce qui le sépare d'Auguste Comte, il reproche à son ancien élève de placer « la capacité *aristoticienne* », c'est-à-dire purement scientifique, avant toutes les autres. Une doctrine nouvelle doit succéder à celle de Jésus. « Le moment de la crise est arrivé. » C'est la crise prédite par l'Ancien Testament, préparée par les sociétés bibliques, attestée par la formation d'une Sainte Alliance purement laïque, attendue par les Juifs depuis dix-huit siècles avec une confiance obstinée. « Cette crise tend directe-

[1] *Œuvres*, VI, p. 85 et suiv. et p. 228.

ment à établir une religion vraiment universelle et à faire adopter par tous les peuples une organisation sociale essentiellement pacifique[1]. » Cette religion, Saint-Simon a voulu l'exposer; afin de bien montrer qu'il n'y avait là qu'un rajeunissement, qu'une extension de la morale évangélique, il a intitulé son livre *Nouveau Christianisme*. C'est le testament de notre philosophe.

L'ouvrage a pour épigraphe le mot de saint Paul : « Celui qui aime les autres a accompli la loi. Tout est compris en abrégé dans cette parole : Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » Le préambule, composé par Olinde Rodrigues, fait la critique des habitudes actuelles. On défigure le christianisme en faisant des lois contre le sacrilège ; les ministres des différents cultes se traitent réciproquement d'hérétiques ; il est temps de restaurer la morale de Jésus. Quelques-uns veulent se servir pour cela de la religion protestante ; mais l'homme n'est pas condamné à toujours imiter. D'autres, « d'un rire voltairien, » repoussent toute idée religieuse ; ils devraient au moins respecter dans le christianisme la théorie la plus élevée qui se soit produite depuis dix-huit siècles[2].

[1] *Œuvres*, IX, p. 4. *Œuvres choisies*, III, p. 305. Sur les Juifs, voy. *Œuvres*, III, p. 178.

[2] Saint-Simon avait déjà constaté l'abandon du rire voltairien par ses contemporains : « La génération actuelle a fait disparaître de nos livres et de notre société ce ton de frivolité et de plaisanterie

Après ce préambule, Saint-Simon expose sa pensée dans le premier dialogue entre un conservateur et un novateur. Si le christianisme est d'origine divine, objecte le conservateur, on ne peut le perfectionner. — Mais, répond le novateur, Dieu n'a dit qu'une seule chose : « Les hommes doivent se conduire en frères à l'égard les uns des autres : » tout le reste, ce sont les hommes qui l'ont écrit, et rien n'empêche de le modifier. Ce que firent les apôtres, les Pères de l'Église, était admirable pour leur époque ; à d'autres temps il faut un autre système. Le peuple de Dieu, comprenant que la doctrine ancienne était incomplète, a prédit une époque messiaque ; ce sera celle du Nouveau Christianisme. « Le Nouveau Christianisme, de même que les associations hérétiques, aura sa morale, son culte et son dogme ; il aura son clergé, et son clergé aura ses chefs. Mais... la doctrine de la morale sera considérée par les nouveaux chrétiens comme la plus importante ; le culte et le dogme ne seront envisagés par eux que comme des accessoires ayant pour objet principal de fixer sur la morale l'attention des fidèles de toutes les classes. » Le principe du christianisme sera transfiguré, présenté sous cette forme : « La religion doit diriger la société vers le grand but de l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus pauvre. »

sur les croyances religieuses, dont la génération précédente faisait parade. » *Œuvres*, V, p. 96.

Examinons les confessions qui portent aujourd'hui le titre de chrétiennes. Le pape et l'Église catholique peuvent être accusés d'hérésie sous quatre chefs : 1° L'enseignement donné par les prêtres est vicieux. Loin de prêcher l'amélioration du sort des pauvres, ils veulent seulement persuader aux laïques d'obéir au clergé. 2° L'enseignement donné à ce clergé dans les séminaires est arriéré, parce que la théologie en forme le fond. 3° La conduite du pape est plus contraire aux intérêts des pauvres que celle d'aucun prince laïque. L'État de l'Église est mal administré, mal cultivé, accablé de monopoles; l'abus de l'aumône engendre la paresse et le vice. 4° L'Église a fondé et protégé l'Inquisition et l'ordre des Jésuites, substituant un esprit de despotisme et d'hypocrisie à l'esprit chrétien, qui n'est que bonté, charité, loyauté.

Le protestantisme ne mérite guère plus d'indulgence. Luther a voulu critiquer l'Église romaine et fonder une confession nouvelle : heureux dans la première tâche, il a échoué dans la seconde. Le protestantisme, lui aussi, est hérétique. Présenter la Bible comme source unique de la morale, c'est se contenter des idées d'une époque bien inférieure au xv^e^ siècle en civilisation; et c'est dégrader le clergé que de l'asservir à César. Puis le culte protestant est défectueux; Luther l'a *prosaïqué* en le privant des beaux-arts, qui doivent tous contribuer

à l'éclat de la religion. Son dogme est condamnable : il a puisé tous ses principes dans l'Écriture, méconnu le progrès, interdit de développer la pensée de Jésus. L'étude de la Bible, entre autres inconvénients, pousse les hommes à demander une égalité impraticable. Luther a bien critiqué, il a mal doctriné.

Mais, demande le conservateur, pourquoi ne pas vous adresser directement au peuple? — C'est de peur de le soulever contre les riches; il faut leur parler d'abord, gagner les industriels et les savants, les charger de guider la nation. Il faut démontrer l'excellence de la religion nouvelle, en revenant à ces études générales dont l'abandon se traduit par les progrès de l'égoïsme. Un second dialogue fera cette démonstration; un troisième donnera la morale, le culte, le dogme du Nouveau Christianisme. Celui-ci continuera la grande religion qui, depuis dix-huit cents ans, repose sur le même principe ; et ce principe modifié servira encore à la foi nouvelle. C'est Dieu qui a fondé le christianisme, c'est lui qui en veut le rajeunissement. Et Saint-Simon apostrophe, au nom de sa mission d'en haut, les monarques de la Sainte Alliance. Rois, leur dit-il, vous ne vous fiez qu'à la force physique, vous opprimez les pauvres en protégeant la noblesse; écoutez Dieu qui vous parle par ma bouche, et rappelez-vous qu'il faut employer vos forces « à accroître le plus rapidement possible le bonheur social du pauvre ».

Ce sont les derniers mots que le philosophe ait écrits, puisque la mort devait l'empêcher de faire les dialogues annoncés ; il ne pouvait terminer plus noblement sa carrière.

CHAPITRE XI

SAINT-SIMON ET AUGUSTE COMTE [1]

La doctrine de Saint-Simon a plusieurs points de ressemblance avec celle d'Auguste Comte. Les deux philosophes eux-mêmes eurent des relations amicales, qui se terminèrent par une rupture complète. Malheureusement nous n'avons sur ce sujet que le témoignage d'Auguste Comte, sans pouvoir le contrôler par celui de Saint-Simon ; et les disciples de l'auteur du *Cours de philosophie positive* se sont acharnés contre Saint-Simon, pour démontrer que leur maître ne lui devait rien, que son originalité demeurait complète [2]. Nous nous bornerons à un

[1] V. Littré, *Auguste Comte et la philosophie positive*. Paris, 1863, 8°. — Robinet, *Notice sur l'œuvre et sur la vie d'Auguste Comte*. Paris, 1864, 8°. — *Lettres de Comte à M. Valat*. Paris, 1870. 8°. — Booth. *Saint-Simon and Saint-Simonism*. Londres, 1871, 8° (surtout p. 66-79 et 237-261). — Flint. *La philosophie de l'histoire de France*. traduction. Paris. 1878, 8°. — Sémérie, *La loi des Trois États*. Paris. 1875. 8°. — Janet. *Comte et Saint-Simon* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er août 1887). — *Revue Occidentale*. VIII, p. 336-412 ; IX. p. 34 ; XII. p. 119 et 155.

[2] Littré seul a reconnu que l'influence de Saint-Simon fut bonne pour Auguste Comte.

exposé impartial des rapports entre le chef du saint-simonisme et celui du positivisme.

Les lettres à Valat nous font connaître le moment où ces rapports ont commencé. Comte parle à son ami, le 17 avril 1818, d'une collaboration de trois mois avec Saint-Simon, « un excellent homme et un homme d'un grand mérite » ; il recevait trois cents francs par mois, payables tous les dix jours ; mais le « père Simon » vient d'éprouver de tels revers de fortune que les trois cents francs ont disparu. Néanmoins Comte est resté l'ami de son ancien patron, tout en cachant à sa famille ses relations avec un publiciste « dont le libéralisme est si connu ». Et il continue : « J'ai appris par cette liaison de travail et d'amitié avec un des hommes qui voient le plus loin en politique philosophique, j'ai appris une foule de choses que j'aurais en vain cherchées dans les livres, et mon esprit a fait plus de chemin depuis six mois que dure notre liaison qu'il n'en aurait fait en trois ans si j'avais été seul. » Puis ce travail a révélé à Comte sa propre capacité politique, sur laquelle le « père Simon » s'extasie souvent [1].

Un mois plus tard, le 15 mai 1818, le jeune enthousiaste chante les louanges de Saint-Simon : libéralisme, dignité, franchise, élévation d'esprit, générosité, Comte découvre tous les mérites chez

[1] P. 36-37.

celui auquel il a voué « une amitié éternelle[1] »; s'il y a exagération dans ce dithyrambe, il y en a aussi dans les injures qui vinrent plus tard. Cette affection était partagée par Saint-Simon; Comte le dit, et Mme Comte s'en aperçut également. Aussi les rapports demeuraient-ils très fréquents. Au lieu d'aller au théâtre, dit le jeune écrivain, « je préfère rester philosophiquement chez moi, ou aller philosophiquement causer avec le digne philosophe Saint-Simon[2] »; et il collaborait à *L'Indus-*

[1] « Tu désires que je te fasse connaître M. de Saint-Simon? Très volontiers. C'est le plus excellent homme que je connaisse, celui de tous dont la conduite, les écrits et les sentiments sont le plus d'accord et les plus inébranlables. Né dans une des familles les plus nobles de France, élevé de très bonne heure au poste d'officier général, il pourrait, s'il avait voulu se décider à faire la cour, jouer actuellement un très grand rôle à la cour de France et à la Chambre des pairs; mais il a renoncé volontairement à la noblesse... Les plus grandes qualités sociales, il les possède à un haut degré; il est franc, généreux, autant qu'on peut l'être. Il est chéri de toutes les personnes qui le connaissent particulièrement... Invariable dans la défense de la cause libérale qu'il a embrassée avec ardeur, il n'a jamais servi aucun parti; il est entièrement intact de tous les crimes révolutionnaires (ce qui est assez rare parmi tous les grands libéraux du jour); il n'a jamais flatté Bonaparte et, sous le règne actuel, il n'a jamais sollicité les faveurs de la cour, que sa naissance lui aurait si aisément fait obtenir. Aussi son caractère est généralement estimé par les hommes de toutes les opinions. » Ses idées sont moins appréciées parce qu'elles s'élèvent trop au-dessus des conceptions ordinaires « ... Enfin, je ne tarirais pas sur son compte, et, puisqu'il faut pourtant finir, je me contente pour cette fois de te dire, en somme, que c'est l'homme le plus estimable et le plus aimable que j'aie connu de ma vie... Ah! j'oubliais de te noter un trait bien essentiel de son caractère, bien étonnant, c'est qu'à l'âge de près de soixante ans il a tout le feu de la jeunesse; enfin, il a beaucoup plus d'ardeur et d'activité que moi, et tu sais pourtant que je ne suis pas froid. » P. 51-53.

[2] P. 75.

trie, au *Politique*, à *L'Organisateur*. L'influence de Saint-Simon est d'ailleurs manifeste dans ces lettres à Valat. Lorsqu'Auguste Comte invite son ami à se défaire des idées purement critiques du XVIII^e^ siècle, à étudier les ouvrages de Smith et de Say, quand il vante les beautés de l'enseignement mutuel ou réhabilite l'abbé de Saint-Pierre, c'est son maître que nous croyons entendre[1].

Divers travaux anonymes furent composés par Auguste Comte pendant cette période de collaboration ; ils reposaient, comme les ouvrages de Saint-Simon, sur cette idée que les sciences, et à leur suite la philosophie, doivent être positives. Seulement une grande divergence apparut bientôt entre les deux écrivains ; Comte soutenait que l'organisation d'un système théorique devait précéder la réforme politique de la société ; Saint-Simon, qui était d'un avis semblable en 1808 et en 1813, croyait maintenant possible de mener les deux tâches de front.

C'est dans le tome III de *L'Industrie* que parurent les premiers écrits d'Auguste Comte ; quatre cahiers de ce volume ont été rédigés par lui. Le premier renferme une liste des ouvrages qui doivent fonder le nouveau système, et ressemble aux nombreux prospectus de Saint-Simon : Comte propose le programme d'un concours pour une nouvelle Encyclo-

[1] P. 55. 63, 73.

pédie, celui d'un concours pour un plan général des finances, celui d'un travail sur les rapports entre les sciences théoriques et les sciences d'application (pour unir les savants et les industriels), enfin la fondation d'une Société de l'opinion industrielle. Deux autres cahiers sont consacrés à prouver, avec les arguments habituels de Saint-Simon, qu'entre l'ancien régime et le système futur il y a une transition indispensable, et qu'on ne saurait trouver mieux pour la ménager que le gouvernement parlementaire. Enfin l'auteur affirme hautement le caractère positif de la morale [1].

Ces études hardies effarouchaient beaucoup des souscripteurs de *L'Industrie*, qui les désavouèrent dans une lettre publique. Saint-Simon quitta donc la voie tracée par son collaborateur et déclara, non sans regret, au commencement du tome IV, qu'il revenait aux études de politique appliquée; ce tome contenait ses projets de réformes agricoles. Un tel changement devait déplaire à Comte, qui lui adressa deux curieuses lettres anonymes, probablement vers la fin de 1818 [2].

Votre quatrième volume, lui dit-il, n'aboutira, comme le précédent, qu'à un insuccès complet. Vous vous adressez à la classe qui pense et à celle qui agit. Dans la première, les journalistes ne sauront

[1] Ces cahiers ont été réimprimés dans la *Revue occidentale*, t. XII, p. 155, et 327; XIII, p. 267; XIV, p. 12.

[2] Ces lettres se trouvent dans la *Revue occidentale*, t. VIII, p. 344.

pas discuter vos idées, les publicistes se les approprieront, l'Université les méprisera parce qu'elles sont contraires à celles des Grecs et des Latins; les savants seuls vous approuveront, mais ils sont trop égoïstes pour vous soutenir. Dans la classe qui agit, les industriels sont trop occupés ou trop ignorants; les propriétaires oisifs de domaines sont vos ennemis; les légistes, si bien jugés par vous, ne vous le pardonneront pas, et ils dominent dans le ministère. Donc votre travail échouera, et par votre faute; « les écrits doivent être faits pour le public, et non le public pour les écrits ».

Où est la faute commise? C'est ce que montre la seconde lettre. L'idée fondamentale de *L'Industrie*, c'est-à-dire le positivisme, est « le véritable et unique moyen d'élever sans secousses l'organisation sociale au niveau des lumières ». Le tort de Saint-Simon est d'avoir suivi cette idée « dans ses conséquences politiques au lieu de la suivre dans ses conséquences scientifiques »; il s'est adressé au grand public, dépourvu des notions nécessaires, et qui jugera le livre avec ses intérêts et ses passions. Il fallait suivre l'idée fondamentale dans l'autre direction; « il fallait discuter son influence sur la théorie de la science sociale, afin de la porter, comme elle peut l'être, au rang des principes fondamentaux de cette théorie ». On doit constituer l'économie politique dans le sens le plus favorable à la production, et faire une morale positive

« entée sur l'économie politique ». Saint-Simon a voulu faire trop vite le bonheur des hommes. — Cette lettre indique l'origine des dissentiments entre les deux philosophes; plus tard encore, après la rupture, Comte blâma Saint-Simon d'avoir interverti l'ordre des travaux positifs, d'avoir « mis la charrue avant les bœufs [1] ». Mais, en désapprouvant l'usage que Saint-Simon fait de ses conceptions, il n'a que des paroles de respect et d'éloge pour ces conceptions elles-mêmes.

La fin de cette lettre annonçait l'envoi prochain d'une étude sur l'économie politique. C'est probablement une partie de ce travail qui a paru en 1819, dans *Le Politique*, sous la signature de « B., ancien élève de l'École Polytechnique ». Auguste Comte y parle du budget; la loi de finances, d'après lui, est plus importante que la forme du gouvernement; les budgets actuels sont mauvais et dressés uniquement au profit des gouvernants. Le jeune auteur se mêle aussi à la polémique soulevée par la proposition Barthélemy; mais il profite de l'occasion pour dire que les esprits ne sont pas encore au niveau de la vraie science sociale, et qu'on doit inculquer à la nation des idées justes en négligeant la politique subalterne [2].

[1] Valat, p. 156.

[2] La première partie du *Politique* renferme aussi une lettre de B., louant ce recueil et manifestant le désir d'y collaborer, ainsi qu'une lettre des rédacteurs à B., le félicitant de son premier article. La

Après *Le Politique* parut *L'Organisateur*. Comte a réclamé plus tard la paternité du travail sur la décadence de l'ancien régime, publié dans les lettres 8 et 9 de ce recueil [1]. Que la rédaction de ces lettres lui appartienne, nous devons l'en croire ; d'ailleurs le style de ces quelques pages est plus ferme que le style habituel de Saint-Simon. Quant au fond, impossible de dire qu'il appartienne en propre à l'un des deux ; ce tableau historique a dû être élaboré dans leurs conversations, et Saint-Simon n'était certes pas sans droit quand il revendiquait en face de Guizot l'honneur d'avoir exposé le développement de la société française. Si ce travail, pas plus que les précédents, ne parut sous le nom de Comte, c'est que lui-même avait désiré, à cause de sa famille, garder l'anonyme ; Saint-Simon y consentit, ajoute Comte, « puisqu'il est évident qu'être pendu avec lui ne le soulagerait guère » ; même conduite lorsque le jeune homme aida Saint-Simon à préparer sa défense dans le procès de 1820 [2]. Au contraire, le grand travail sociologique de Comte parut en 1822 sous le nom de son auteur ; Saint-Simon se contenta d'y joindre une préface où il annonçait l'œuvre de « son collaborateur et ami » comme

même année 1819, Comte publiait divers *Opuscules relatifs à la fondation de la science sociale* (V. *Revue occidentale*, VIII, p. 336 et suiv.).

[1] *Système de politique positive*, t. IV, appendice général.

[2] *Lettres à Valat*, p. 106-7.

destinée à présenter le système industriel sous sa forme scientifique. Il ajoutait que ce travail correspondait au *Discours préliminaire* de l'Encyclopédie par d'Alembert; ce n'était pas un mince éloge [1].

Cependant les deux hommes n'étaient pas faits pour s'accorder longtemps. Tous deux avaient un amour-propre excessif, chacun était jaloux de son originalité, de son indépendance; à part cela, rien de commun entre eux : la nature capricieuse et l'imagination ardente de Saint-Simon différaient trop de l'esprit rigoureux, de la logique inflexible de son ancien élève. Du jour où le remarquable ouvrage de Comte eut paru sous son nom, le jeune philosophe pouvait traiter d'égal à égal avec Saint-Simon; les principaux protecteurs de ce dernier, Ternaux, par exemple, lui avaient décerné les plus vifs éloges. Comte venait toujours travailler chez son collaborateur; c'est ainsi qu'il arriva chez lui le jour où le malheureux philosophe venait de se tirer un coup de pistolet; mais les débats devenaient fréquents, et l'auteur de la *Politique positive* parlait à sa femme de Saint-Simon comme d'un homme d'imagination, concevant vite et n'achevant rien. On discutait aussi la valeur comparée des savants et des artistes, Saint-Simon donnant

[1] *Du contrat social*, par Henri Saint-Simon. Paris, avril 1822, 8°. Après cette préface vient l'ouvrage d'Auguste Comte, réimprimé plus tard sous le titre de *Système de politique positive*.

aux artistes la prééminence, Comte mettant les autres au premier rang [1].

Il y avait aussi des difficultés financières entre eux, puisque tous deux crurent nécessaire de rédiger un contrat en bonne forme, et de soumettre leurs débats à l'arbitrage d'Olinde Rodrigues [2]. Enfin la rupture s'accomplit en 1824. Saint-Simon avait annoncé à ses lecteurs un prochain travail de Comte pour le *Catéchisme des industriels ;* ce travail n'étant pas prêt, il voulut réimprimer la *Politique positive* dans le troisième cahier du Catéchisme; l'auteur refusa, pour ne pas apparaître au public dans un état de subordination. « Nous ne sommes plus associés, » lui dit Saint-Simon, qui fit néanmoins paraître ce demi-volume dans le troisième cahier, malgré une promesse formelle garantie par Rodrigues. Au lieu de cent exemplaires tirés à part, comme il était convenu, Saint-Simon en fit paraître neuf cents autres où Comte ne semblait être qu'un « manœuvre littéraire » à ses ordres [3].

[1] Littré, *Auguste Comte*, p. 14 et 15.

[2] Ce document, tiré des papiers d'Auguste Comte, a été publié par Sémérie (*La loi des Trois Etats*, p. 19); il n'est pas daté, mais la mention d'Olinde Rodrigues prouve qu'il n'est pas antérieur à 1823. Par ce contrat, Comte vend à Saint-Simon un volume composé de deux parties: ce sont l'ouvrage de 1822 et le tableau historique de 1820 (paru dans *L'Organisateur*). Saint-Simon aura indéfiniment le droit de le réimprimer; Comte aura ce droit depuis le 1er avril 1825; Saint-Simon versera 2,400 francs, en douze payements, faits tous les mois.

[3] Tout cela est raconté dans deux lettres de Comte, l'une à Valat (p. 114 et suiv.), l'autre à Gustave d'Eichthal (Littré, p. 23 et suiv.).

Et, à ce propos, Saint-Simon est traité de la façon la plus dure ; celui qui, en 1818, avait toutes les vertus devient « un homme généralement déconsidéré » ; sa générosité n'est qu'ostentation, « sa moralité se réduit au fond au machiavélisme d'un homme qui a un but très déterminé, celui de faire sensation dans le monde ». Aussi Comte se déclare-t-il très heureux de la rupture. — Mais, dans les cent premiers exemplaires, il y a deux avertissements : l'un est d'Auguste Comte, qui se proclame l'élève de Saint-Simon et lui attribue l'honneur des idées originales contenues dans son livre ; dans l'autre, Saint-Simon présente le travail de son disciple comme un ouvrage de politique bien fait, mais incomplet parce qu'il insiste uniquement sur le côté scientifique de la nouvelle philosophie [1]. Que faut-il penser de ces deux avertissements ? Comte s'est empressé d'en atténuer la valeur, d'y montrer une simple démarche de politesse envers Saint-Simon : « J'espérais, dit-il, que cet acte de complaisance modifierait ses dispositions à mon égard. » On peut se demander pourquoi lui, qui se louait tant de la rupture, a cherché

[1] Voici comment parle Auguste Comte : « Ayant médité depuis longtemps les idées mères de M. Saint-Simon, je me suis exclusivement attaché à systématiser, à développer et à perfectionner la partie des aperçus de ce philosophe qui se rapporte à la direction scientifique... J'ai cru devoir rendre publique la déclaration précédente, afin que, si mes travaux paraissent mériter quelque approbation, elle remonte au fondateur de l'école philosophique dont je m'honore de faire partie. » *Œuvres*, IX, p. 9.

une réconciliation, et comment un homme du caractère de Comte, après une trahison insigne, aurait signé un tel aveu d'humilité sans que rien le justifiât. Inutile d'insister là-dessus, puisque nous n'avons que le récit d'une des parties, écrit dans toute l'ardeur de la lutte [1]. D'ailleurs, toute question matérielle mise à part, la séparation était inévitable entre deux penseurs aux tendances opposées. Saint-Simon le disait en reprochant à son élève d'avoir négligé la partie sentimentale et religieuse du système. Auguste Comte l'a confirmé en 1832, quand il répondait à Michel Chevalier, qui l'avait qualifié de saint-simonien : « Notre rupture doit être attribuée en partie à ce que je commençais à apercevoir en lui une tendance religieuse profondément incompatible avec la direction philosophique qui m'est propre. »

Quant à l'influence de Saint-Simon sur Comte, fut-elle mauvaise ou nulle ? Comte ne l'a pas dit tout de suite ; l'enthousiasme de 1818 avait disparu en 1824, et pourtant, dans ces mêmes lettres qui chargent d'imprécations l'auteur du *Catéchisme*, il confie à Valat les services que lui a rendus son ancien ami. La *Politique positive*, dit-il, est entièrement pure de l'influence de Saint-Simon,

[1] Remarquons seulement que le contrat publié par Sémérie donnait à Saint-Simon le droit de réimpression exclusive du livre de Comte jusqu'en 1825, et que nous sommes en 1824 ; voilà qui préjuge au moins en faveur du droit juridique de Saint-Simon.

« influence, du reste, qui a puissamment servi à mon éducation philosophique ». Et plus loin : « Je dois certainement beaucoup intellectuellement à Saint-Simon, c'est-à-dire qu'il a puissamment contribué à me lancer dans la direction philosophique que je me suis créée nettement aujourd'hui, et que je suivrai sans hésitation toute ma vie. » Mais plus tard, exaspéré par les attaques de ceux qui ne voyaient en lui qu'un saint-simonien dissident, plagiaire de son maître, Auguste Comte accabla Saint-Simon de son mépris et parla de « la funeste liaison de sa première jeunesse avec un jongleur dépravé [1] ». A ces paroles violentes il suffit, nous venons de le voir, d'opposer les lettres de Comte lui-même.

Les positivistes, allant encore plus loin que leur maître, ont prétendu que les seules choses justes et sensées que Saint-Simon ait écrites lui furent inspirées par Comte. Que celui-ci ait agi sur notre philosophe, la chose est naturelle ; le contraire serait surprenant, car Saint-Simon, tout en demeurant toujours fidèle à ses idées maîtresses, en a modifié plusieurs fois la forme et le développement

[1] *Système de politique positive*, t. III, préface (p. XV et XVI). Je fus séduit par lui, dit Comte ; plus tard « je reconnus qu'une telle liaison n'avait comporté d'autre résultat que d'entraver mes méditations spontanées, antérieurement guidées par Condorcet, sans me procurer d'ailleurs aucune acquisition ». Et Comte cite avec colère le résumé plaisant fait par Saint-Simon de sa propre vie, « dont il représentait les deux moitiés comme respectivement consacrées à l'achat et à la vente des idées ».

sous l'influence du milieu ambiant. Mais que Saint-Simon n'ait pas eu de la philosophie positive une notion exacte avant sa liaison avec Comte, c'est ce qui est impossible à soutenir. Jetons seulement un coup d'œil sur ses écrits de 1808 et de 1813 : mis sur la voie par Burdin, comme il le reconnaît loyalement, Saint-Simon a formulé de la manière la plus nette le besoin d'une réorganisation et la nécessité de la faire d'après les idées positives. Le XVIII^e^ siècle a critiqué, le XIX^e^ doit organiser ; voilà qui revient sans cesse dans ses premiers ouvrages. Et il ne s'agit pas seulement de réformes pratiques : « Aujourd'hui, disait Saint-Simon en 1813, le seul objet que puisse se proposer un penseur est de travailler à la réorganisation du système de morale, du système religieux, du système politique, en un mot du système des idées, sous quelque face qu'on les envisage. » Pour y arriver il déclarait nécessaire de donner le caractère positif à la science de l'homme, en comprenant sous ce nom la physiologie et la physique sociale ou sociologie. La différence de ces deux études ne lui a pas échappé ; deux sortes de progrès sont à faire, d'après lui, les uns dans la voie ouverte par Vicq d'Azyr, les autres dans celle de Condorcet. Les maîtres qu'il recommande de suivre, sinon Vicq d'Azyr, du moins Cabanis et Bichat, seront glorifiés par son rival ; et son jugement sur Condorcet ne sera

guère modifié par le fondateur du positivisme [1].

Faut-il entrer dans le détail? Notre philosophe a montré bien avant Comte la faiblesse de l'histoire telle qu'elle a été conçue autrefois, la vanité des explications par les petites causes. Un des premiers après Turgot, il a soutenu contre Voltaire que le moyen âge est supérieur à l'antiquité. Au déisme il veut substituer le physicisme, c'est-à-dire le positivisme. Et Saint-Simon n'a-t-il pas formulé le principe de la réorganisation morale en disant : « L'homme doit travailler, » puis plus tard en prêchant la philanthropie, ce qu'Auguste Comte nommera l'altruisme? N'a-t-il pas précisé son projet de réorganisation politique en demandant qu'on maintienne séparés le pouvoir spirituel, confié aux savants, et le pouvoir temporel, remis aux chefs de l'industrie? N'a-t-il pas reconnu dès 1814 que le système nouveau devait se fonder, non seulement en France, mais dans tout l'Occident? Voilà quelques-unes des idées que Saint-Simon a mises dans le fond commun, lorsqu'il a commencé à collaborer avec Comte [2]. Ajoutons que la tendance religieuse si vivement blâmée par le fondateur du positivisme est finalement devenue la sienne; si bien que Littré a dû prendre à son égard l'attitude que lui-même avait prise envers

[1] Voyez son jugement de 1811 sur Condorcet. *Œuvres*, I, p. 113.

[2] V. Booth, ouvrage cité; nous arrivons à peu près aux mêmes conclusions que lui et que Flint.

Saint-Simon. Nous ne savons pas exactement quels devaient être les dogmes du Nouveau Christianisme ; certainement ils n'auraient pas été plus choquants pour la raison que la Trinité du Grand Être, du Grand Fétiche et du Grand Milieu.

Avons-nous besoin d'ajouter qu'il ne s'agit pas ici de diminuer la gloire de Comte, de montrer en lui un copiste de Saint-Simon ? Il reste le fondateur du positivisme : là où Saint-Simon ne présentait que des aperçus fragmentaires et des vues fugitives, sans en tirer les conséquences, Auguste Comte a construit un système complet, bien ordonné, qui est l'œuvre la plus puissante de la philosophie française au XIX^e^ siècle ; les idées énoncées par son maître sont devenues siennes par l'usage qu'il en a fait. Lamarck et Geoffroy Saint-Hilaire ont deviné avant Darwin les lois de la lutte pour la vie et de l'hérédité ; cependant le système transformiste s'appellera toujours le darwinisme. La gloire de Comte n'est pas diminuée non plus parce qu'il eut des devanciers. Mais l'équité historique veut que nous fassions une place, entre Condorcet et lui, au penseur audacieux qui fut le précurseur de la philosophie positive.

CHAPITRE XII

EXAMEN DE LA DOCTRINE DE SAINT-SIMON

I

Saint-Simon appartient au XVIII^e^ siècle par sa jeunesse, au XIX^e^ par son âge mûr ; il a vu le premier ruiner l'ancien régime, il a espéré que le second allait fonder le régime nouveau. Les Encyclopédistes avaient critiqué le passé ; l'auteur du *Nouveau Christianisme* voulut organiser l'avenir et crut présenter une doctrine entièrement originale. Mais les penseurs les plus vigoureux subissent l'influence de leur époque et de l'éducation reçue ; l'élève de d'Alembert n'a pas échappé à la loi commune, et c'est dans le XVIII^e^ siècle que nous devons chercher les origines de son système.

L'Encyclopédie avait été, comme le dit justement Saint-Simon, une *antithéologie ;* à la théologie succéda la science, qui fut pour les philosophes français l'objet d'un véritable culte. Elle marchait alors à pas de géant, grâce au triomphe du véri-

table esprit critique, c'est-à-dire de l'esprit de patience et de modestie : on sut se borner à l'étude des phénomènes, à la recherche des causes secondes, et l'on cessa d'imaginer des essences mystérieuses qui ne tombaient pas sous les sens ; la chimie devint positive depuis Lavoisier, la physiologie depuis Cabanis. Chacune des sciences particulières comprit ce qui faisait son objet, ses limites, son individualité. De la séparation même sortit le rapprochement : une fois que chaque science eut des contours nettement dessinés, on aperçut les points de contact entre les différentes études, les caractères communs qui permettaient de les associer ensemble. Comme le disait Cabanis en 1795, « on voit, on sait, on démontre aujourd'hui qu'il n'est rien d'isolé dans les travaux de l'homme ; ils s'entrelacent, pour ainsi dire, comme les peuples dans leurs relations commerciales ; ils s'entr'aident comme les individus unis par les liens sociaux[1] ». On essaya de marquer ces rapports et ces parentés par une classification nouvelle ; c'est ainsi que Saint-Simon, devançant Ampère et Comte, voulut refaire la carte scientifique dressée par Bacon.

Le résultat le plus considérable de ces découvertes fut de montrer le lien entre la physiologie et la psychologie. Le christianisme avait élevé une

[1] Cabanis, *Œuvres complètes*. Paris, 1823, 8°, t. I, p. 359 (écrit en l'an III).

barrière entre l'esprit et le corps ; la philosophie du XVIII^e^ siècle la renversa. Il n'y a pas d'idées innées, toutes les idées viennent des sensations, avaient dit Locke et ses disciples français; donc la sensation et la réflexion se touchent, le physique et le moral sont inséparables. Un élève du XVIII^e^ siècle, le chef des idéologues, déclare en 1793 que la science de l'homme se trouve dans le même état que la science des astres cent ans auparavant. Locke en a été le Copernic, Dumarsais le Galilée, Condillac le Képler[1]. Tandis que Destutt de Tracy parlait de cette manière, que Burdin proposait à Saint-Simon d'organiser la physiologie, Cabanis et Bichat fondaient la connaissance réelle de l'être humain.

Ayant transformé la psychologie, le XVIII^e^ siècle voulut tirer les conséquences de sa découverte et prétendit (frayant ainsi le chemin à Saint-Simon) renouveler la morale ainsi que la politique. La morale religieuse, fondée sur la rémunération future, succombait avec le christianisme ; elle fut remplacée par la morale positive, reposant sur l'intérêt personnel. Les moralistes nouveaux, surtout Helvétius et Bentham, s'attachèrent à prouver que l'accord existe entre l'intérêt individuel et l'intérêt général. « Tous les hommes, dit Helvétius, ne tendent qu'à leur bonheur ; on ne peut les sous-

[1] Picavet, *Les Idéologues*, p. 301.

traire à cette tendance ; il serait inutile de l'entreprendre et dangereux d'y réussir ; par conséquent, l'on ne peut les rendre vertueux qu'en unissant l'intérêt personnel à l'intérêt général. Ce principe posé, il est évident que la morale n'est qu'une science frivole si l'on ne la confond avec la politique et la législation[1]. » Bentham, insistant plus encore sur l'identité entre le bien de chacun et le bien de tous, assigne pour but à la morale de « régulariser l'égoïsme ».

Helvétius désirait que l'on composât d'après ses principes un catéchisme de probité ; c'est ce que firent son ami Saint-Lambert et son disciple Volney. « Qu'est-ce qu'on doit aux hommes ? demande Saint-Lambert. — De contribuer à leur bonheur. — Pourquoi ? — Parce que depuis sa naissance jusqu'à sa mort l'homme a toujours besoin des hommes. » Volney pose en principe que la loi naturelle commande à l'homme une seule chose, la conservation de soi-même, et sur ce principe il fonde les vertus. Les vertus sociales se ramènent toutes à la justice. « La charité n'est que la justice, avec cette

[1] Helvétius, *De l'esprit* (Discours II, chap. xv). Comparez Saint-Simon : « La politique est une conséquence de la morale. Celle-ci consiste dans la connaissance des règles qui doivent présider aux rapports entre l'individu et la société, pour que l'un et l'autre soient le plus heureux qu'il est possible. Or la politique n'est autre chose que la science de celles d'entre ces règles qui sont assez importantes pour qu'il soit utile de les organiser, et en même temps assez claires, assez universellement adoptées pour que l'organisation en soit possible. » *Œuvres*, III, p. 30.

nuance que la stricte justice se borne à dire : « Ne fais pas à autrui le mal que tu ne voudrais pas qu'il te fît, » et que la charité ou l'amour du prochain s'étend jusqu'à dire : « Fais à autrui le bien que tu en voudrais recevoir. » Destutt de Tracy part également de l'intérêt individuel pour justifier le mot de l'Évangile : « Aimez-vous les uns les autres [1]. » Mais Volney blâme le précepte de tendre l'autre joue à celui qui a frappé la première ; Tracy désapprouve, comme excessif et chimérique, le commandement : « Aimez votre prochain comme vous-même. » Voilà les précurseurs de Saint-Simon. Toute la partie scientifique de son système de morale est empruntée au XVIII[e] siècle ; et même sa philanthropie s'est résumée dans le verset approuvé par Destutt de Tracy : « Aimez-vous les uns les autres [2]. »

La morale touche à la politique ; nous venons de voir qu'Helvétius les confond. Mais sur le caractère général des lois il y a divergence entre lui et Bentham ; ce désaccord est dû à la différence des habitudes et des mœurs politiques de l'Angleterre et de la France. Bentham nie l'existence du droit naturel ; le délit, voilà l'unique source des idées

[1] Saint-Lambert, *Catéchisme universel* (Paris, 1798, 8°), t. II. — Volney, *La loi naturelle*, ou *Catéchisme du citoyen français*, 1793. — Destutt de Tracy, *Traité d'économie politique* (introduction). Paris, 1823, 12° (paru en 1809).

[2] Saint-Simon a particulièrement loué Volney, *Œuvres choisies*, I, p. 197 ; *Œuvres*, IV, p. 75.

de droit et d'obligation. Nulle loi ne peut exister sans coercition, donc sans souffrance; toute loi est un mal en elle-même; donc moins le législateur gouverne, mieux il agit: « le despotisme n'est jamais plus funeste que lorsqu'il se produit sous le manteau de la bienveillance. » Voilà un langage qui convient au pays du *self-government;* Herbert Spencer a puissamment développé les mêmes conclusions.

Helvétius, au contraire, a pleine confiance dans le gouvernement et les lois. La société politique doit être organisée d'après la raison; malheureusement les hommes sont imbus des préjugés que leur ont légués les époques d'ignorance et de fanatisme; ces préjugés, qui ne sont pas innés, peuvent être extirpés. C'est l'œuvre des lois, et surtout de l'éducation, qui devient ainsi l'objet essentiel du gouvernement. Helvétius est partisan du despotisme éclairé, à la façon de Frédéric II; d'après lui, « les vices d'un peuple sont toujours cachés au fond de sa législation »; et il ajoute ce mot, qui nous étonne aujourd'hui: « C'est par la réforme des lois qu'il faut commencer la réforme des mœurs. » La plupart des philosophes pensaient comme lui.

Il est vrai qu'une école nouvelle en France combattait leurs vues et revenait à celles de Bentham; les économistes prêchaient la liberté, l'abstention du gouvernement. Mais combien, dans la pratique, retournaient à la tradition de la souveraineté bien-

faisante! Turgot était le défenseur convaincu du *laissez faire*, *laissez passer ;* pourtant l'intendant du Limousin créa des greniers de réserve et des ateliers de charité ; le contrôleur général de Louis XVI se montra aussi autoritaire en imposant la liberté du commerce des grains que le grand ministre de Louis XIV en établissant les tarifs protecteurs. Et la doctrine même de Turgot rencontrait comme ennemis, non seulement de simples littérateurs tels que Linguet ou Galiani, mais de vrais hommes d'État. Necker opposait l'État pourvu de la liberté économique, c'est-à-dire de la liberté pour les riches d'opprimer les pauvres, à celui où le gouvernement veille sur la classe la plus nombreuse et garantit le pain à la masse des misérables. C'est la doctrine courante en France au XVIII^e^ siècle. Nous nous laissons éblouir par la réputation des physiocrates, par les noms de Quesnay, de Gournay, de l'Ami des hommes, nous nous imaginons à tort que leur système se répandit comme une traînée de poudre. Le succès, la popularité allaient non pas à leurs gros livres, mais aux railleries de *L'homme aux quarante écus* sur le prétendu ordre économique, aux arguments vigoureux de Galiani contre le libre-échange. M^me^ de Staël a dit qu'en France la liberté était ancienne et le despotisme récent ; le mot est profond et juste, quand on l'applique à l'histoire des institutions politiques ; il est faux si l'on parle des questions économiques. Tous

les grands rois de France, tous les grands ministres ont voulu jouer le rôle de Providence des pauvres, depuis le Père du peuple jusqu'au roi de la *poule au pot*, depuis Sully jusqu'à Necker ; les physiocrates étaient des novateurs, des révolutionnaires. La majorité des philosophes approuvait les mesures socialistes du gouvernement, puisqu'ils voyaient dans les lois l'origine de tous les progrès. Saint-Simon n'a fait que suivre la tradition française.

La même tendance apparut dans les théories sur l'origine de la propriété. Il fut admis par plusieurs qu'elle était l'œuvre des gouvernements ; ce que les lois avaient fait, ne pouvaient-elles pas le défaire ? Necker déclara que la propriété héréditaire n'a été instituée que pour assurer le bien des hommes, et qu'elle se justifie seulement si cette condition est remplie. Ce qui prouve le succès de cette théorie, c'est qu'à l'Assemblée Constituante elle fut présentée par les deux partis adverses lors de la discussion relative aux biens nationaux. Mirabeau, voulant reprendre au clergé ses domaines, disait : « C'est la loi seule qui constitue la propriété. Il n'y a que la volonté publique qui puisse opérer la renonciation de tous et donner un titre connu, un garant à la puissance d'un seul. » Et Maury, défendant ces mêmes biens d'Église, combattait la distinction faite par un de ses adversaires entre les propriétés individuelles et collectives ;

les premières, disait-il, aussi bien que les secondes, tiennent leur existence de la loi et non de la nature [1]. Saint-Simon a donc trouvé chez ses maîtres les éléments d'une doctrine socialiste ; si pendant quelque temps il subit l'influence d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say, ce fut pour revenir bientôt à l'école opposée, pour demander à l'État d'assurer le sort matériel des pauvres et l'instruction de tous. Bentham raconte qu'il a crié *Eurêka* le jour où il découvrit chez Priestley cette devise : « Le plus grand bonheur du plus grand nombre [2]. » Saint-Simon adopta cette formule, qui se trouvait également chez Condorcet, mais c'est aux philosophes français qu'il demanda les moyens de la réaliser.

Le principal obstacle au bonheur social est, d'après Saint-Simon, la division de l'humanité en deux classes, les travailleurs et les oisifs. Cette distinction est déjà fréquente chez les encyclopédistes ; luttant contre les privilèges, ils ont refait cent fois le parallèle entre la paresse du noble ou du moine et l'activité du roturier. L'auteur des *Ruines*, lorsqu'un Génie lui donne la vision des bouleversements prochains, aperçoit une multitude

[1] V. Janet, *Les origines du socialisme contemporain*. Paris, 1883. 8°.

[2] Charles Comte a soutenu en 1834 que les docteurs socialistes n'ont pas le mérite d'avoir attiré l'attention des hommes éclairés sur le sort des classes pauvres ; ce mérite « appartient à Jérémie Bentham ; car c'est lui qui le premier a donné pour règle fondamentale de toutes les institutions l'intérêt général de toutes les classes de la population. » *Traité de la propriété*, p. 482.

de pauvres en présence d'un petit groupe de riches : les premiers comprennent tous les vrais travailleurs, les seconds ne sont que des pensionnaires du gouvernement [1]. Les fondateurs de l'économie politique moderne, en glorifiant le travail, contribuèrent à fortifier cette réprobation contre les non-producteurs, sans se douter qu'ils fourniraient ainsi au socialisme son argument le plus puissant.

La doctrine saint-simonienne doit non seulement procurer le bonheur à la France, mais assurer la paix de l'Europe. Chez les philosophes aussi, le sentiment national laisse une large place au cosmopolitisme et quelquefois disparaît devant lui. La guerre leur est odieuse (qu'on se rappelle *Candide*) et leur paraît devoir prendre fin par une organisation stable des peuples européens. L'abbé de Saint-Pierre en avait tracé le programme ; après lui, au moment où Kant écrivait l'*Essai sur la paix perpétuelle*, Condorcet, Volney annoncèrent que l'arbitrage allait remplacer les combats. En 1791 chacun répétait encore : « Les peuples sont pour nous des frères. » Ce penchant à l'internationalisme subit une éclipse pendant les luttes ardentes contre la coalition et

[1] « Je reconnus que le grand corps était composé de laboureurs, d'artisans, de marchands, de toutes les professions utiles à la société ; et que, dans le petit groupe, il ne se trouvait que des prêtres, des ministres du culte de tout grade ; que des gens de finance, d'armoirie, de livrée, des commandants de troupes ; enfin, que des agents civils, militaires ou religieux du gouvernement. » Destutt de Tracy dit à propos des oisifs : « Ceux-là sont les vrais frelons de la ruche. »

pendant la carrière triomphante de Napoléon. Ce furent les économistes qui revinrent à la direction du XVIII^e^ siècle ; Jean-Baptiste Say démontra par sa théorie des débouchés que la prospérité d'un peuple est avantageuse à tous les autres. Après 1815 surtout, les apôtres de l'industrie déclarèrent que les hommes n'avaient que deux moyens de s'enrichir, le pillage ou le travail, et que la guerre allait disparaître au profit du commerce. L'auteur du *Système industriel* n'a cessé de le répéter.

Notre philosophe prétend fonder ses réformes sur l'histoire de la civilisation. Étaient-ce encore ses maîtres qui lui avaient appris cela? Il semble d'abord que non ; l'école historique allemande, en combattant au nom de la tradition l'école rationaliste française, a fait supposer que pour celle-ci le passé n'existait pas. Certes les encyclopédistes faisaient appel plus volontiers à la raison qu'à la coutume ; néanmoins l'idée de progrès, dont la plupart étaient pénétrés, suppose l'étude de l'histoire et l'estime pour les efforts des générations antérieures. Le marquis de Chastellux, par exemple, présenta un tableau de la marche de l'humanité dans son livre *De la félicité publique ;* exposant avec de nombreuses preuves la théorie de la perfectibilité humaine, il combat l'enthousiasme de Rousseau pour les anciens et parle du moyen âge, sinon avec sympathie, du moins sur un ton impartial. Plus tard Condorcet, le vrai maître de Saint-Simon, enseigne à chercher

dans le passé le secret de l'avenir et, croyant avoir fait de l'histoire une science véritable, essaye des prévisions sur la société future.

Un dernier trait qui rapproche Saint-Simon des philosophes antérieurs, c'est l'optimisme : tous ont une entière confiance dans les effets bienfaisants de la civilisation ; tous croient que ses effets se feront sentir aux peuples dans un avenir prochain. L'abbé de Saint-Pierre l'avait déjà dit [1] ; Chastellux affirmait, d'après les progrès antérieurement accomplis, qu'il n'y avait plus qu'un dernier pas à faire ; Condorcet, caché dans la retraite qui le dérobait à la guillotine, célébrait la Révolution comme l'aurore des temps nouveaux. Saint-Simon croit aussi que deux ou trois ordonnances de Louis XVIII suffiront pour accomplir la transformation sociale. Adam Smith et ses élèves enseignaient de leur côté l'optimisme économique : laissez les hommes s'arranger entre eux, disaient-ils, et tout ira pour le mieux. Si notre philosophe, au contraire, demande l'intervention de l'État, ce n'est pas qu'il soit frappé, comme Sismondi, par les misères des travailleurs ; seulement il veut hâter le plus possible la formation de la société future. On a soutenu de nos jours que l'optimisme est forcément égoïste et conserva-

[1] « A l'âge d'airain a succédé l'âge d'argent : c'est l'âge où nous vivons en Europe. Nous touchons, pour ainsi dire, au commencement de l'âge d'or, nous n'avons besoin pour y entrer que de quelques règnes sages. »

teur, que le pessimisme seul, par les sentiments de pitié qu'il inspire, est capable de contribuer au progrès des classes inférieures. Voilà qui est démenti par la conduite des hommes dont nous parlons ici : jamais il n'y eut optimisme plus serein, confiance plus imperturbable dans la bonté de la vie, que celle d'un Condorcet ou d'un Saint-Simon ; et jamais il n'y eut ardeur plus grande à faire des réformes, à procurer au peuple une condition plus douce.

Saint-Simon est donc l'élève et le successeur des encyclopédistes, et cependant son originalité demeure très grande. Elle est d'abord dans le caractère systématique donné à son œuvre ; aucun de ses devanciers, pas même d'Holbach, n'avait construit avec les idées de la philosophie régnante un système complet ; Saint-Simon, le premier, s'efforça de présenter une doctrine générale, où tout se tiendrait, depuis les remarques sur le cerveau humain jusqu'aux spéculations sur la politique, où tout serait fondé sur des connaissances *positives;* cette notion du positif, encore assez confuse chez ses prédécesseurs, devient avec lui claire et précise. Ensuite il a considéré l'histoire de l'humanité sous un jour nouveau ; loin d'y voir, comme Voltaire et Condorcet, un combat de l'esprit de progrès contre l'esprit d'ignorance personnifié par le clergé, il y a montré le développement continu de la civilisation dû à l'influence de ce même clergé. Enfin, et c'est la suite de ses théories historiques, Saint-

Simon a voulu donner pour couronnement à son édifice une religion. Ici encore le XVIII^e^ siècle lui avait fourni son point de départ; l'ouvrage de Dupuis, *De l'origine de tous les cultes*, lui avait enseigné que toute religion repose sur les connaissances scientifiques de l'époque où elle se forme. Mais leurs conclusions diffèrent complètement : Dupuis faisait de la religion une œuvre purement humaine, forgée à loisir par des prêtres qui usaient de leurs études astronomiques pour duper les peuples; Saint-Simon la regarde comme une conception spontanée des savants, peut-être inspirés d'en haut, qui veulent instruire les hommes et les animent des sentiments les plus beaux et les plus nobles. Le philosophe est-il revenu jusqu'au déisme véritable? Bien que le nom de Dieu reparaisse quelquefois dans ses derniers ouvrages, il ne semble pas que ce soit autre chose qu'un terme commode pour désigner la grande loi de l'humanité.

Les contemporains de sa jeunesse écartaient dédaigneusement de pareilles théories; l'Institut accueillit Bernardin de Saint-Pierre par des huées quand il parla de faire à la religion sa part dans la genèse de la morale; la raison seule était chargée d'enseigner aux hommes les avantages qu'ils trouveraient en faisant du bien aux autres. Saint-Simon à ces démonstrations pratiques ajouta le sentiment de la philanthropie ; le mot se trouvait chez ses maîtres déjà, mais avec quelle différence

d'accent ! Quelle force plus grande a le devoir d'altruisme quand il est dicté par un sentiment véritable et non par les froids calculs de l'intérêt personnel ! Ce même sentiment renouvelle la politique et amène Saint-Simon à donner la formule du socialisme.

II

Nous avons vu les prédécesseurs de Saint-Simon ; comparons-le avec ses contemporains. Il ne s'agit que de ses contemporains français : bien que la philosophie allemande atteignît alors à son apogée, notre auteur semble en avoir eu des notions trop vagues pour subir quelque influence d'outre-Rhin. Remarquons d'abord que plusieurs penseurs de l'époque, élevés comme lui à l'école du pur rationalisme, finirent par y ajouter, comme lui, un sentiment religieux. Cabanis, le créateur de l'étude positive de l'homme, ne renia jamais ses idées et n'introduisit aucun élément théologique dans la physiologie ; mais, pénétrant dans le domaine qui échappe à la science, il adopta l'hypothèse stoïcienne sur les causes premières. Benjamin Constant, après avoir été le disciple de Condorcet, proclama la grandeur et la toute-puissance de la religion. Quant aux systèmes analogues à celui de Saint-Simon, ils sont peu nombreux ; Ballanche est le seul chez qui l'on puisse trouver quelques res-

semblances. Tous deux réclament une étude approfondie de l'histoire prise depuis ses origines, tous deux croient au progrès et constatent que l'ancien régime est bien mort. Ballanche rêve une société où le commerce remplacera la guerre, où les classes demeureront distinctes, mais unies par des rapports amicaux, par une sorte de servitude volontaire. La science, qu'il glorifie, lui paraît cependant ne pouvoir suppléer au sentiment moral : « Solidarité et charité, conclut-il, voilà aujourd'hui la destinée humaine. » Tout cela, Saint-Simon l'a dit aussi; mais les deux philosophes se proposent un but différent : Saint-Simon recherche le bonheur terrestre, Ballanche déclare que c'est une pure illusion, que le progrès doit servir seulement à préparer la félicité d'en haut. Saint-Simon veut une religion humaine, qui s'imposera par la force du raisonnement et par l'autorité des lois; Ballanche désire une religion extra-humaine, qui sera la somme de toutes les croyances existantes et qui reposera sur le principe de la tolérance[1].

Les principaux philosophes contemporains suivaient des directions contraires à celle de Saint-Simon. Tandis qu'il voulait porter à la théologie le dernier coup, Chateaubriand et Joseph de Maistre essayaient de la restaurer dans son ancienne puissance; notre philosophe loue plus d'une fois le

[1] Ballanche, *Œuvres* (Paris et Genève, 1830, 8°), t. II, p. 67, 135, 355-7, 433, 474; III, 386.

talent de ces grands apologistes, peut-être même leur doit-il quelque chose de son estime pour le moyen âge, de son respect à l'égard du christianisme ; mais leur tentative lui paraît mauvaise et condamnée par la loi du progrès à un échec certain. D'autre part, les doctrinaires en politique, les éclectiques en philosophie cherchaient à juxtaposer les doctrines contraires ; Saint-Simon, sans avoir pu assister à leur triomphe, n'éprouva que dédain pour ces prétendus conciliateurs.

Trouverons-nous plus de rapports entre Saint-Simon et Fourier ? Ce sont les pères du socialisme français et, si l'on y joint Owen, les pères du socialisme européen ; mais un abîme les sépare, puisque Saint-Simon s'inspire des encyclopédistes, et Fourier de Rousseau. D'après Condorcet, l'homme doit à la civilisation ses qualités et son bonheur ; selon Rousseau, la civilisation a corrompu l'homme et produit l'inégalité, la misère. Plusieurs écrivains pensent comme lui : Mably condamne la propriété ; Brissot justifie le vol comme un retour à la nature ; Linguet, par une critique acerbe, montre le néant des prétendus progrès qui émerveillent ses contemporains[1]. Un grand voyageur, Bougainville, semble confirmer ces théories par sa description de Taïti, de ce pays où l'amour est libre, où les maisons n'ont pas de clôture. Dans la génération

[1] V. Lichtenberger, *Linguet socialiste* (*La Révolution française*, 14 août 1893).

suivante les adeptes de Rousseau furent nombreux ; ses livres servaient d'Évangile à Babeuf ; c'est lui qui dictait sa conduite à Clouet, l'ami de Saint-Simon ; c'est lui qui inspira Fourier. Saint-Simon rêve une société régie par la puissance absolue des savants et des industriels ; Fourier demande à la liberté seule de faire naître les associations futures. Saint-Simon veut continuer et compléter l'œuvre des philosophes ; son émule conseille de jeter au feu tous les livres de philosophie, tout ce qu'ont produit « vingt siècles d'imbécillité ». Le premier approuve la Révolution d'avoir détruit tout ce qui devait disparaître ; le second voit en elle l'avortement du prétendu progrès.

III

Quant aux disciples de Saint-Simon, ce sont eux qui ont répandu le nom de ce philosophe mort dans l'obscurité. Auguste Comte avait rompu avec son ancien maître ; au contraire, toute une école a pris le nom de saint-simonienne et s'est réclamée du *Nouveau Christianisme ;* Enfantin mettait l'un à côté de l'autre Moïse, Jésus et Saint-Simon ; lui-même se faisait appeler Saint-Simon II. Les sectaires de Ménilmontant étaient-ils bien les élèves fidèles du penseur mort en 1825?

Il est certain que les saint-simoniens ont marché

dans la direction indiquée par le maître, cherchant comme lui à fonder la société nouvelle qui devait réaliser le paradis dans ce monde. D'après eux, comme d'après lui, cette société devait se composer uniquement de travailleurs, de producteurs, en comprenant sous ce nom les industriels, les savants et les artistes. Saint-Simon avait dit que ces travailleurs seraient des sociétaires, recevant une part proportionnée à l'apport, au labeur de chacun. Les saint-simoniens ont préconisé l'association, en disant : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. » Le maître voulait qu'on fît en France de grands travaux publics, surtout des routes et des canaux; les disciples ont demandé qu'on perçât les isthmes de Suez et de Panama, que l'Europe fût couverte de chemins de fer. Pour tout ce qui touche les questions économiques, l'amélioration matérielle de l'humanité, les saint-simoniens ont suivi leur chef, en ajoutant seulement ce que leur suggéraient les faits accomplis de 1825 à 1830. Il n'y a doute que sur une question, mais elle est essentielle : Saint-Simon voulait-il, comme eux, la suppression de l'héritage? Cela paraît une conséquence logique de l'aversion qu'il témoigne à la richesse oisive; mais ce n'est guère conciliable avec son projet de confier le pouvoir politique à une classe industrielle opulente.

Par contre, dans le domaine moral, les saint-

simoniens ont dévié de la voie tracée par lui. Sa morale avait deux bases, la science et la philanthropie. Chez ses disciples, la science existe encore de nom, mais disparaît en fait; la philanthropie devient l'amour, pris dans son sens absolu, appliqué surtout aux rapports entre les sexes. Que Saint-Simon fût peu disposé à maintenir le rigorisme chrétien, c'est probable; mais la femme ne joue chez lui aucun rôle; la réhabilitation de la chair, qui obsède Enfantin, le préoccupe fort peu. La religion des saint-simoniens ne leur vient pas non plus de lui. Enfantin, désireux de créer des dogmes semblables à ceux de l'Église, a prétendu trouver dans le *Nouveau Christianisme* une Trinité nouvelle : Dieu, l'homme et le monde; l'infini, le moi et le non-moi; et il a fait observer que les formules de ce livre sont trinaires (morale, dogme, culte; beaux-arts, science, industrie)[1]. C'est là une simple invention, fondée sur des rapprochements fortuits de mots; on ne trouve pas trace d'une Trinité chez Saint-Simon. Il n'a pas eu le temps de formuler le dogme ni de décrire le culte du Nouveau Christianisme; qu'on lise toutefois le plan d'organisation rédigé l'année même de sa mort[2], il paraîtra certain que cette religion devait être fondée sur la science, dirigée par l'Institut, et que ce caractère scientifique aurait été complété, adouci

[1] *Œuvres*, t. XIV (de l'édition générale), p. 5 et 15.
[2] *Œuvres choisies*, III, p. 307 et suiv.

par le sentiment de la philanthropie; on n'y aurait sans doute rien trouvé de pareil au Couple-Prêtre. Le XVIII^e^ siècle cherchait une morale fondée sur la science toute seule; Saint-Simon unissait à la science le sentiment; les saint-simoniens ont négligé la première pour ne s'occuper que du sentiment, de l'amour. Leur foi, le maître ne l'aurait pas reconnue comme sienne. Nous pouvons en croire le compagnon de ses dernières années, Léon Halévy, quand il reprochait aux amis d'Enfantin de travestir par leurs extravagances les conceptions du philosophe[1].

IV

L'ancien régime possédait un système d'idées et de croyances fondé sur la théologie, et un système politique et social reposant sur la féodalité. Saint-

[1] « ... D'autres vinrent enfin, dont le zèle coupable
Abusa d'une tombe, et d'un nom vénérable!
Ce n'est plus un mortel!
Lui, fléau de l'erreur, que brisait sa parole,
Le voilà, dieu nouveau, placé comme une idole
Sur un absurde autel.....
Il ne se fit point Dieu celui qu'on divinise;
Il fondait une école, et non pas une église!
Homme de vérité,
La chercher, la répandre, était son ministère,
Et, pour la prodiguer, accepter la misère,
C'était sa papauté. »

(*Saint-Simon*, ode, 1831.)

Simon, après avoir vu succomber l'un et l'autre, voulut organiser une philosophie et une société nouvelles, puis faire une religion qui serait la synthèse de ses doctrines philosophiques et de ses doctrines sociales ; il a été à la fois le précurseur du positivisme et du socialisme.

Sa philosophie devait être contenue dans une Encyclopédie de toutes les connaissances humaines[1]. Les sciences mathématiques et physico-chimiques étaient arrivées à l'état positif, la science physiologique y parvint de son vivant ; restaient les sciences morales et politiques, celles qu'Auguste Comte a réunies sous le nom de sociologie : Saint-Simon s'y consacra tout entier, avec l'intention de les rendre également certaines. Il prétendit leur donner un fondement solide, la philosophie de l'histoire, et sur cette base édifier la politique nouvelle, la politique socialiste[2].

Les recherches de ce genre étaient déjà fré-

[1] Il n'a jamais renoncé entièrement à ce projet ; dans la Conclusion des *Opinions littéraires* (1825), ses disciples annoncent encore une Encyclopédie.

[2] Voici comment il définit la philosophie en 1825 : « La philosophie est la science des généralités. La principale occupation des philosophes consiste à concevoir le meilleur système d'organisation sociale, pour l'époque où ils se trouvent, à en déterminer l'admission par les gouvernés et par les gouvernants, à perfectionner ce système autant qu'il en est susceptible, à le renverser ensuite quand il est parvenu aux extrêmes limites de son perfectionnement, pour en construire un nouveau avec les matériaux rassemblés dans toutes les directions particulières par les hommes livrés à des travaux intellectuels spéciaux. » *Œuvres choisies*, III, p. 217.

quentes avant lui : Condorcet avait exposé la théorie de la perfectibilité indéfinie, Turgot celle du progrès. Notre auteur, qui ne paraît pas avoir connu les discours de Turgot, emprunta beaucoup à Condorcet ; mais il est le premier qui ait attribué à la philosophie de l'histoire un caractère de certitude absolue, permettant de prévoir les changements futurs de l'humanité. Plus de hasard, plus de petites causes, plus d'incidents inattendus ; grands hommes ou personnages médiocres, tous obéissent à la loi universelle. Cette théorie saint-simonienne fut également plus tard celle de Karl Marx. Il est de règle d'opposer le socialisme utopique du philosophe français au socialisme scientifique de l'économiste allemand. C'est là une erreur matérielle ; l'auteur du *Nouveau Christianisme*, comme celui du *Capital*, déclare que la méthode d'observation peut seule convenir en politique ; l'un et l'autre se sont adressés à l'histoire pour lui demander le secret de l'avenir. L'erreur commune aux deux a été de considérer la philosophie de l'histoire comme une vraie science.

Une science véritable possède des lois qui, parfois discutées et méconnues au début, ne tardent pas à s'imposer à la raison. En est-il de même pour la philosophie de l'histoire ? Parmi les contemporains de Saint-Simon, Joseph de Maistre reconnaissait dans la suite des événements la main d'une Providence impérieuse ; Herder y voyait

unies la Providence et la liberté humaine; Hegel y remarquait le développement continu, irrésistible, de l'Idée. Il serait facile de grossir la liste. Une seule de ces prétendues lois, celle des trois états, soulève moins d'objections que les autres; et cependant un élève de Comte, Littré, l'a déclarée purement empirique, et divers auteurs y ont signalé d'innombrables exceptions. Depuis lors, les trouvailles ont continué : hier encore, un érudit annonçait que l'histoire est à refaire, que la lutte des races en explique tous les phénomènes [1]. L'idée même du progrès, si longtemps victorieuse, a dû céder la place au concept de l'évolution. *Tot capita, tot sensus.* Tocqueville disait qu'il apprenait chaque jour la découverte d'une nouvelle loi historique, destinée à tout expliquer, à tout renouveler. Cette parole railleuse du plus profond de nos historiens demeure toujours vraie.

Supprimer entièrement le hasard et les causes secondes, n'est-ce pas être aussi aveugle que ceux qui expliquent la guerre de la Ligue d'Augsbourg par une erreur sur une croisée de Trianon, ou la paix d'Utrecht par un verre d'eau renversé ? « Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé. » Ces mots demeurent comme un défi à l'adresse de la philosophie de l'histoire. Et ceux qui la préconisent auront

[1] Gumplowicz, *La lutte des races.*

besoin d'arguments bien solides pour faire admettre que les individus ne comptent pas, que l'apparition des grands hommes est sans importance, que la Réforme aurait été la même sans Luther, qu'il est indifférent pour une révolution de voir s'élever un Bonaparte ou bien un Washington.

Le vrai caractère de la science nouvelle comme de toute science, dit Saint-Simon, c'est de permettre des prévisions sûres. Y a-t-il une seule prévision qui s'impose, qui s'appuie sur une base solide ? Utopie et prédiction ne sont-elles pas encore synonymes ? Dernièrement un physiologiste cherchait à montrer ce que le monde sera dans cent ans[1]. Qui a vu là autre chose qu'un amusement de savant, qu'une matière à d'ingénieuses conjectures ? Elle serait longue à dresser, la liste des prédictions pseudo-scientifiques auxquelles les faits ont sur-le-champ donné un démenti ; Condorcet annonce la fin prochaine des combats, au moment où Bonaparte va entrer en scène ; à la veille des grands chocs de 1859 et de 1866, Buckle signale la guerre de Crimée comme la dernière des vraies luttes, possible seulement parce que la Russie et la Turquie sont deux peuples arriérés[2].

D'ailleurs les philosophes sont rarement d'accord dans leurs prédictions ; l'histoire, interrogée

[1] Richet, *Dans cent ans*.

[2] De même Léonce de Lavergne annonçait au commencement de 1870 la clôture de l'ère des combats.

par eux, leur fait des réponses très différentes, selon leur caractère ou leurs idées préconçues. Saint-Simon et Karl Marx consultent le passé avec une entière bonne foi. Le premier discerne des classes d'hommes distinctes, séparées par la religion plus que par la force matérielle, et se rapprochant peu à peu à travers les siècles : dans l'antiquité, il y a des maîtres et des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs et des serfs ; depuis la nuit du 4 août, rien que des hommes libres ; bientôt patrons et ouvriers, tout en demeurant séparés, s'associeront et deviendront solidaires. Karl Marx nous montre des classes opposées, luttant pour le pain, occupées de la seule vie matérielle, séparées de plus en plus par la formation du capital, jusqu'à devenir des ennemies acharnées entre lesquelles la force seule décidera. Les deux auteurs ne s'accordent que sur un point : chacun des deux affirme que la transformation rêvée par lui va s'accomplir prochainement. Un pas encore, dit Saint-Simon, et le système industriel sera fondé ; une dernière étape suffit, dit Karl Marx, pour que les capitaux reviennent à la collectivité. Les deux novateurs croient suivre une marche scientifique ; tous deux sont des utopistes, parce qu'ils s'appuient sur une science imaginaire, semblable à cette métaphysique tant méprisée par eux. La foi dans la philosophie de l'histoire est dangereuse ; infatués de leurs découvertes, sûrs de marcher au but indi-

qué par la nature, les prétendus savants méconnaissent la réalité ; oubliant que la politique est chose complexe, faite de compromis et de demi-mesures, ils veulent plier le monde à leurs conceptions. Qu'est-ce que le joug de l'Inquisition à côté de la tyrannie scientifique désirée par Saint-Simon? Qu'est-ce que le pouvoir absolu de Louis XIV auprès du despotisme collectiviste imaginé par Karl Marx ?

Voilà le fondement de la politique nouvelle. Reste à voir les applications de cette politique, les moyens qu'elle emploie, le but qu'elle essaye d'atteindre. Ici encore les deux penseurs dont nous parlons diffèrent complètement. Saint-Simon est beaucoup moins radical que le philosophe allemand. Sa doctrine est démocratique en ce sens qu'il impose à tous la loi du travail ; ce n'est pas lui qui eût réclamé, comme un publiciste de nos jours, le « droit à la paresse ». Mais, à part cela, ses tendances demeurent aristocratiques ; la souveraineté du peuple, l'égalité *turque* lui déplaisent. Il ne parle pas de supprimer la distinction entre riches et pauvres ; ceux-là comme ceux-ci doivent tirer profit de son système : les riches y trouveront de plus grandes jouissances, et les pauvres sortiront de la misère. Le principal rôle dans la société industrielle revient aux banquiers; ce seront à la fois des administrateurs et des Mécènes, profitant de leur fortune pour le bien de la classe

laborieuse. La doctrine saint-simonienne a de quoi plaire aux Laffitte et aux Rothschild aussi bien qu'aux Pierre Leroux et aux Louis Blanc; le philosophe dirait volontiers comme Guizot : « Enrichissez-vous. » Les riches dirigeront l'association dans l'intérêt de tous. Il n'y a rien là qui ressemble au communisme demandé par l'auteur du *Capital*.

Ces divergences peuvent s'expliquer par le temps où les deux écrivains ont vécu. Saint-Simon, témoin de la Révolution, connaît les périls de l'égalité absolue; citoyen d'une monarchie constitutionnelle et censitaire, où la richesse donne le pouvoir, il confie le gouvernement de la société future aux industriels; comme la haute banque débute sous ses yeux, que les Laffitte et les Rodrigues font bon accueil à toutes les idées généreuses, il compte sur les banquiers pour fonder le régime nouveau. Enfin la guerre du capital et du travail n'est pas encore déclarée de son vivant; l'emploi des machines, le développement de la grande industrie, l'accumulation des ouvriers dans de gigantesques fabriques n'ont pas encore produit leurs effets; seuls quelques hommes à la vue perçante, comme Sismondi, montrent le danger qui est proche [1]. Lorsque le penseur allemand écrit son livre, les événements ont marché; la haute banque, l'industrie sont

[1] C'est avec une véritable stupeur que *le Journal des Débats* parle, le 11 août 1825, d'une « révolte jusqu'alors sans exemple »; il s'agit d'une émeute de grévistes dans une fabrique de Rouen.

triomphantes, mais ne réalisent aucune des espérances fondées sur elles. Les révoltes sociales ont commencé ; la misère des ouvriers dans les vastes manufactures frappe tous les yeux ; en même temps l'esprit démocratique s'est réveillé, le suffrage universel entame ses conquêtes. Mais ce n'est pas seulement le milieu qui a changé, c'est l'éducation qui diffère chez les deux philosophes ; l'esprit de l'élève de Hegel est un esprit de guerre et de violence ; celui du disciple de Condorcet, au contraire, est un esprit de conciliation, de progrès pacifique.

Les prévisions et les espérances de notre auteur ne se sont réalisées qu'en partie. L'industrie est devenue la reine du monde, elle a conclu avec les savants l'alliance désirée par lui, les banquiers en ont pris la tête ; le mouvement économique de notre siècle s'est fait dans le sens indiqué par Saint-Simon. Il n'en est pas de même du mouvement politique, intellectuel et moral. Le régime moitié industriel, moitié militaire de son temps, qui lui semblait purement transitoire, dure encore, et les plus merveilleuses découvertes de l'industrie servent à fortifier les armées. Saint-Simon croyait qu'aux philosophes critiques du XVIII^e^ siècle succéderaient les philosophes organisateurs ; et c'est la critique sous toutes ses formes qui a fait la gloire des Renan et des Taine. Quant au rapprochement des hommes par la philanthropie, nous en sommes bien loin ; le fossé devient sans cesse plus large entre les

riches et les pauvres; la faute en est à cet égoïsme dont il montrait les dangers.

Et cependant Saint-Simon a compris le problème contemporain ; c'est ce qui fait la grandeur et l'intérêt de sa doctrine. Il n'a pas fondé une politique positive, chose impossible à faire, mais ses ouvrages disent quel doit être l'esprit de la politique nouvelle. A une époque où l'individualisme débordait en politique avec les libéraux, en littérature avec les romantiques, l'auteur du système industriel a recommandé la fraternité, l'association; lorsque tous les gens instruits se passionnaient pour ou contre le régime des deux chambres, pour ou contre la liberté de la presse, il a montré quelles étaient les questions vraiment importantes. Et le seul moyen de les résoudre lui a paru être une réforme économique et morale en même temps; c'est le sentiment de la philanthropie qui doit remplacer la crainte de Dieu. La société qu'il rêve n'assure pas seulement le pain à tous les travailleurs, elle leur donne l'instruction, elle leur permet d'être complètement hommes; et tout cela doit se faire pacifiquement, par l'accord des bonnes volontés. La question sociale est une question « d'estomac », d'après Lassalle ; Saint-Simon affirme que c'est une question morale : voilà ce qui fait la grande différence entre le socialisme français et le socialisme allemand. Celui-ci fait maintenant des progrès sensibles dans les classes populaires ; cepen-

dant la tradition française n'est pas encore étouffée. Benoit Malon, par exemple, le publiciste qui vient de mourir, en était à certains égards le représentant; quand il opposait au socialisme marxiste le socialisme intégral, quand il réclamait une morale fondée sur l'*altruisme* de Comte et la *pitié* de Schopenhauer, n'était-ce pas un retour à la tendance française, à la tendance saint-simonienne ? Les deux doctrines sont aujourd'hui aux prises; quel esprit va présider à la transformation sociale que tout le monde prévoit? Sera-ce l'esprit violent du marxisme ou l'esprit pacifique et généreux du saint-simonisme ? Voilà le plus grave problème de l'heure actuelle.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

I. *Vie de Saint-Simon.*

Il y a deux biographies principales de Saint-Simon : la première, faite par Hubbard sous les yeux d'Olinde Rodrigues (*Saint-Simon, sa vie et ses travaux*, Paris. 1857, 12°), a la valeur d'un document original et renferme de nombreux détails que nous n'avons pas reproduits ; la seconde, placée par Fournel en tête de la grande édition des œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, nous fait connaître plusieurs textes qui manquent dans la première, surtout des lettres de Saint-Simon à son père et à sa fille Caroline. Ce que nous avons ajouté à ces deux récits provient soit de documents inédits, soit des mémoires publiés par Saint-Simon et Redern lors de leur querelle. Certaines périodes de sa vie, résumées dans le chapitre I, ont été racontées par nous d'une façon plus complète dans un article de la *Revue historique* (mai-juin 1894).

II. *Œuvres de Saint-Simon.*

On trouvera la liste des éditions originales dans la *Bibliographie saint-simonienne* de Fournel (Paris, 1832, 8°) ou dans la grande édition, également faite par lui. Nous avons employé surtout les deux publications suivantes :

Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, précédées de deux notices historiques et publiées par les membres

du conseil institué par Enfantin pour l'exécution de ses dernières volontés. Paris, 1865-78, 47 vol. 8°. Nous désignons ce recueil dans nos renvois par le mot *Œuvres ;* nous indiquons chaque volume, non pas avec son numéro dans l'édition complète, mais avec celui qu'il a dans les œuvres de Saint-Simon. Les tomes I à VII de Saint-Simon correspondent aux tomes XVII à XXIII de l'édition générale, les tomes IX et suivants aux tomes XXXVIII et suivants.

Œuvres choisies de Saint-Simon (p. p. Lemonnier, Bruxelles, 1859-61, 3 vol. 12°). Nous désignons ces volumes par l'expression *Œuvres choisies.*

Pour les écrits qui ne se trouvent pas dans ces deux recueils, nous avons renvoyé à l'édition Rodrigues (*Œuvres de H. Saint-Simon*, Paris, 1832, 8°) et aux éditions originales.

La Bibliothèque nationale possède presque toutes les éditions originales de Saint-Simon. (Lb^{43} 743 et 764 ; Lb^{48} 1546, 2932, 3164, 3174, 3357-8 ; Lc^{2} 1157 ; Ld^{19} 1 ; R 7390, 8490, 41814 ; Rz 3656 ; Rp 4.-Réserve : R 1527-9, R 2638-2657). Elles se trouvent aussi à la Bibliothèque de l'Arsenal, dans les livres légués par Enfantin.

III. *Ouvrages sur Saint-Simon.*

Citons d'abord les deux études de Hubbard et de Lemonnier dans leurs publications indiquées plus haut. La plupart des travaux sur Saint-Simon ne sont qu'une introduction à l'étude de l'école saint-simonienne. Voici les plus récents et les plus importants.

Booth. *Saint-Simon and Saint-Simonism ; a chapter in the history of socialism in France.* Londres, 1871, 8°.

Paul Janet. *Saint-Simon et le saint-simonisme.* Paris, 1879, 8°.

Warschauer. *Saint-Simon und die Saint-Simonisten.* Leipzig, 1892, 8°.

Il y a un chapitre intéressant relatif à ce philosophe dans les deux ouvrages suivants :

Flint. *La philosophie de l'histoire en France* (traduction). Paris, 1878, 8°.

Adam. *La philosophie en France (première moitié du* XIX^e^ *siècle*). Paris, 1894, 8°.

De Loménie, dans la *Galerie des contemporains illustres*, et Louis Reybaud, dans ses *Études sur les réformateurs contemporains*, n'ont donné de Saint-Simon qu'une idée inexacte et superficielle.

Citons aussi une conférence de Lemonnier dans la *Revue des cours littéraires*, 11 et 18 juin 1864.

APPENDICE

SAINT-SIMON ET LA PRESSE

La presse ne s'est guère occupée de Saint-Simon pendant sa vie ; résumons rapidement les principaux articles publiés sur lui jusqu'en 1825.

Le Courrier de l'Europe et des spectacles (8 octobre 1808) raille les Lettres au Bureau des Longitudes : avec Saint-Simon, Reicrem et le créateur de la nouvelle mythologie (des oxifères et des proballènes), « on aura un triumvirat bien composé pour aller détrôner Newton ».

Le Journal général de l'Empire (21 avril 1810) déclare les ouvrages de ce philosophe ridicules et incompréhensibles, puis ajoute : « M. de Saint-Simon est connu pour un homme de beaucoup d'esprit ; sa conversation est l'une des plus intéressantes qu'on puisse entendre ; elle abonde en aperçus tout à la fois piquants et justes, et quelquefois entièrement inattendus ; lorsqu'il écrit, au contraire, beaucoup de ses idées échappent, et il est plus d'un lecteur d'avis qu'on ne peut s'instruire avec lui. »

Nous avons parlé des rapports de Saint-Simon avec *le Censeur* en 1814.

Le Journal des Débats (7 juin 1817) se moque de son enthousiasme pour l'industrie, tout comme *la Gazette de France* (9 juillet 1821) raille assez lourdement sa pas-

sion pour les industriels. Mais d'autres journaux le traitent beaucoup plus sérieusement. Benaben, dans *le Constitutionnel* (24 et 29 juin, 2 juillet 1817), combat le projet de remplacer l'ancienne éthique par une « morale terrestre ».

Le Journal général de France (14 et 23 juin 1818) admire la quantité d'idées neuves et profondes qui se trouvent chez Saint-Simon, non sans regretter que les défauts de la forme nuisent au succès.

Aignan, dans *la Renommée* (6 février 1820), lui consacre un article impartial que Saint-Simon a reproduit (*Œuvres*, IV, p. 221).

Enfin *la Revue encyclopédique*, depuis 1821 (t. IX, p. 572 ; X, p. 326 ; XXI, p. 186 ; XXII, p. 183 ; XXIV, p. 760), signale tous ses ouvrages avec de grands éloges ; c'est dans ce recueil que le *Nouveau Christianisme* est annoncé et loué par Léon Halévy (t. XXVI, p. 510).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction..... v

Chapitre I. — Vie de Saint-Simon..... 1

— II. — Les *Lettres d'un habitant de Genève* et l'*Introduction aux travaux scientifiques*..... 35

— III. — Le *Mémoire sur la science de l'homme*..... 53

— IV. — Saint-Simon et Augustin Thierry... 79

— V. — Les théories économiques en 1815 et les ouvrages de Saint-Simon... 95

— VI. — Doctrine de Saint-Simon. — Histoire de l'ancien régime..... 121

— VII. — Critique du régime actuel..... 136

— VIII. — Organisation du nouveau régime.... 151

— IX. — Théorie socialiste..... 169

— X. — Morale et religion..... 181

— XI. — Saint-Simon et Auguste Comte..... 195

— XII. — Examen de la doctrine de Saint-Simon. I. Les origines. — II. Les contemporains. — III. Les disciples. — IV. Saint-Simon et Karl Marx.. 211

Bibliographie..... 243

Appendice. — Saint-Simon et la presse..... 246

TOURS
IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES
6, RUE GAMBETTA, 6

Contes allemands du temps passé, extraits des recueils des frères Grimm et de Simrock, Bechstein, Franz Hoffmann, etc., avec la légende de Lorely, traduits par Felix Frank et E. Alsleben et précédés d'une introduction par Ed. Laboulaye, de l'Institut. 3e édition. 1 vol. in-16, illustré..... 3 50

SCHURÉ (ÉDOUARD)

Les grandes légendes de France, les légendes de l'Alsace. — La Grande-Chartreuse. — Le mont Saint-Michel et son histoire. — Les légendes de la Bretagne et le génie celtique. Un in-16. . 3 50

Les grands Initiés. Esquisse de l'histoire secrète des religions : Rama. — Krisna. — Hermès. — Moïse. — Orphée. — Pythagore. Platon. — Jésus. Un in-8e. 3 50

PUYMAIGRE (Cte TH. DE)

Folk-Lore. Un in-16..... 3 50

SANTA ANNA NÉRY (F.-J. DE)

Folk-Lore Brésilien. Un in-16, avec 12 morceaux de musique... 3 50

BREMOND D'ARS (Cte GUY DE)

La vertu morale et sociale du christianisme. Un in-16. 3 50

Les temps prochains La Guerre, la Femme, les Lettres. 1 in-16. 3 50

ROD (ÉDOUARD)

Les idées morales du Temps présent. 3e édit. Un in-16. 3 50

Le Sens de la Vie (*cour. par l'Académie française*). 9e édition. Un in-16... ..... 3 50

ANGOT DES ROTOURS (JULES).

La Morale du Cœur. Étude d'âmes modernes. Un in-16..... 3 50

O'MEARA (KATHLEEN).

Frédéric Ozanam Sa vie et ses œuvres. Un in-16..... 3 50

WYZEWA (TH. DE)

Le mouvement socialiste en Europe. Un in-16..... 3 50

COCONNIER (R. P.)

L'Ame humaine. Existence et nature Un in-16..... 3 50

HENNEQUIN (ÉMILE)

La critique scientifique. 2e édition. Un in-16..... 3 50

Études de critique scientifique. **Les écrivains francisés.** Dickens, Heine, Tourguenef, Poë, Dostoiewsky, Tolstoï. Un in-12. 3 50

Études de critique scientifique. **Quelques écrivains français.** Flaubert, Zola, Hugo, Goncourt, Huysmans, etc. Un in-12. 3 50

MORICE (CHARLES)

La littérature de Tout à l'heure. Un in-16..... 3 50

HOUSSAYE (HENRY)

1814. Histoire de la Campagne de France et de la chute de l'empire d'après les documents originaux. 9e édition revue et augmentée. Un vol. in-12..... 3 50

FONTANE (THÉODORE).

Souvenirs d'un prisonnier de guerre allemand en 1870. Un in-16..... 3 50

ERNOUF (BARON)

L'art musical au XIXe siècle. **Les compositeurs célèbres** : Beethoven, Rossini, Meyerbeer, Mendelssohn, Schuman. Un in-16 avec cinq portraits.. ..... 4 »

BIRÉ (EDMOND)

Paris pendant la Terreur. Un in-16.. ..... 3 50

Victor Hugo après 1830. Deux in-16..... 7 »

LA ROCHETERIE (MAXIME DE)

Histoire de Marie-Antoinette (*cour. par l'Académie française*). 2e édition. deux in-16.... 8 »

GIRAUDEAU (FERNAND)

Hier et Aujourd'hui. **Les vices du jour** et les vertus d'autrefois. 2e édition. Un in-16..... 3 50

NICOLAÏ (FERNAND)

Les enfants mal élevés. Étude psychologique, anecdotique et pratique (*cour. par l'Académie des sciences morales et politiques*). 10e édition. Un in-16.... 3 50

Paris — Imp E. CAPIOMONT et Cie, rue des Poitevins, 6.